

**RAPPORT ANNUEL
DE LA BANQUE
DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**B
R
B**

Exercice 2019

RAPPORT ANNUEL DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

Exercice 2019



CONSEIL GENERAL

A. Le Comité de Direction



WAGARA Melchior
Premier Vice-Gouverneur



CIZA Jean
Gouverneur



SENDAZIRASA Annonciate
Deuxième Vice-Gouverneur

B. Les autres membres du Conseil Général



RUGERINYANGE Eloi
Membre



NZOPFABARUSHE Méchiade
Membre



NGENDAKUMANA Jacques
Membre



NSHIMIRIMANA Florence
Membre



NIMBONA Léon
Membre

MISSIONS¹ DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

- 1. Définir et mettre en œuvre la politique monétaire ;*
- 2. Définir et mettre en œuvre le régime de change ;*
- 3. Détenir et gérer les réserves officielles de change ;*
- 4. Réglementer et superviser les banques, les établissements financiers et les institutions de microfinance ;*
- 5. Emettre les billets de Banque et les pièces de monnaie ;*
- 6. Promouvoir un système financier stable et solide ;*
- 7. Promouvoir un système de paiement national fiable, efficient et solide ;*
- 8. Agir en qualité de Caissier de l'Etat ;*
- 9. Réaliser toute autre tâche prévue par les statuts qui la régissent ;*
- 10. Réaliser toute tâche que toute autre loi confierait à la Banque, sous réserve de sa compatibilité avec son autonomie.*

VISION DE LA BANQUE

«Etre une Banque Centrale moderne, dotée de compétences techniques capables d'impulser l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie burundaise ».

¹Statuts de la BRB, article 7

**LETTRE INTRODUCTIVE AU RAPPORT ANNUEL 2019
DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI ADRESSEE
A SON EXCELLENCE MONSIEUR
LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI
PAR LE GOUVERNEUR AU NOM DU CONSEIL GENERAL**



Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi, la cinquante-sixième édition du Rapport annuel de la Banque de la République du Burundi, que j'ai l'honneur de Vous présenter, porte sur l'exercice 2019.

Ce rapport montre l'évolution de l'activité économique internationale, la conjoncture économique et financière du Burundi ainsi que les principales activités réalisées par la Banque au cours de l'année 2019.

L'activité économique mondiale a ralenti en 2019 (2,9 contre 3,6% en 2018), suite en grande partie, aux tensions commerciales et technologiques entre les Etats-Unis et la Chine, à l'incertitude liée au BREXIT, aux conflits géopolitiques entre les grandes puissances économiques et au resserrement des conditions financières internationales.

Dans les pays avancés, le ralentissement de l'activité économique en 2019 (1,7 contre 2,2%) est non seulement lié aux conflits commerciaux entre la Chine et les Etats-Unis mais aussi à une faible productivité de l'industrie automobile en Europe, et aux conséquences économiques du BREXIT.

Dans les pays émergents et en développement, la décélération du PIB (3,7 contre 4,5%) est le résultat du ralentissement de l'activité économique en Chine (6,1 contre 6,7%), suite principalement aux tensions commerciales et technologiques avec les Etats-Unis et aux défis structurels liés à la mutation de son économie.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique a légèrement ralenti (3,1 contre 3,2%), en rapport avec l'environnement international peu favorable aux échanges qui a entraîné la baisse du prix du pétrole et des autres produits de base.

En 2019, l'inflation mondiale s'est stabilisée à 3,6% comme en 2018 en dépit d'une politique monétaire accommodante adoptée par la plupart des pays avancés. Cette stabilité est expliquée par la baisse des prix des produits de base, en l'occurrence les produits pétroliers et les autres matières premières.

En raison du maintien des politiques monétaires accommodantes dans les principaux pays avancés, les taux d'intérêts sur les dépôts ont baissé aux Etats-Unis et sont devenus négatifs dans la Zone euro et au Japon. Cette situation a entraîné la baisse des taux d'intérêt sur les marchés obligataires.

Dans les pays de la Communauté Est Africaine (CEA), l'activité économique a ralenti (5,7 contre 6,6%), en raison du contexte économique mondial défavorable mais elle est restée plus solide que l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne (3,1%). Cette résilience a été soutenue par des investissements publics, de bonnes productions agricoles et l'essor du secteur des services, notamment le transport et les technologies de l'information et de la communication.

Au niveau de l'économie nationale, le taux de croissance économique a légèrement décélééré en 2019, s'établissant à 4,1 contre 4,2% l'année précédente, en liaison avec le ralentissement de l'activité dans les secteurs primaire (3,8 contre 5,2%) et tertiaire (5,8 contre 6,4%). La valeur ajoutée du secteur secondaire a continué à décroître comme en 2018 (-0,6 contre -0,3%).

Le ralentissement de l'activité du secteur primaire (3,8 contre 5,2%) est principalement lié à la baisse de la valeur ajoutée de l'agriculture vivrière (3,5 contre 4,1%), et celle de l'élevage (8,5 contre 26,5%).

Dans le secteur secondaire, la décélération de l'activité est principalement due à la baisse de la valeur ajoutée de l'activité d'extraction (-2,3 contre 20,2%) et celle des industries manufacturières (-8,6 contre 0,6%).

Au cours de l'année 2019, l'inflation globale est restée négative comme en 2018 (-0,8 contre -2,6%), en raison de la diminution des prix des produits alimentaires (-2,9 contre -11,0%) et du ralentissement des prix des produits non alimentaires (+1,8 contre +7,4%).

Le besoin de financement de la balance des paiements (solde du compte courant + solde du compte de capital) demeure élevé (-393.389,4 contre -406.381,6 MBIF), suite à la hausse du déficit du compte courant (-644.129,0 contre -617.425,2 MBIF).

Le solde excédentaire du compte de capital s'est, par contre, accru (250.739,6 contre 211.043,6 MBIF). En pourcentage du PIB, le déficit du compte courant s'est établi à 10,3 contre 10,6% en 2018.

Le solde déficitaire du compte courant s'est établi à -644.129,0 MBIF en 2019, en augmentation de 26.703,9 MBIF par rapport à 2018 suite à la hausse des déficits des biens (-995.108,5 contre -867.145,2 MBIF) et des services (-327.416,8 contre -210.215,5 MBIF) qui ont été partiellement compensés par les excédents des revenus primaires (16.115,3 contre 11.480,5 MBIF) et secondaires (662.281,0 contre 448.455,1 MBIF). La hausse de l'excédent du compte de capital est attribuable à l'accroissement des dons projets au profit de l'administration publique (252.873,3 contre 211.207,0 MBIF, soit +19,7%).

Le solde déficitaire du compte financier s'est presque stabilisé au même niveau que celui de l'année précédente (-425.591,7 contre -428.351,7 MBIF), résultant principalement du creusement du solde des autres investissements (-506.464,5 contre -374.708,1 MBIF).

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire (dons compris) s'est légèrement accru par rapport à celui de l'année précédente (-270.521,4 contre -264.213,6 MBIF).

Rapporté au PIB, le déficit budgétaire s'est établi à 4,3 contre 4,5% en 2018.

L'encours de la dette publique s'est accru de 18,5%, s'établissant à 3.263,4 contre 2.753,5 Mds de BIF en 2018. Cette augmentation a porté tant sur la dette intérieure (+35,3%) que sur la dette extérieure (+16,3%). Rapportée au PIB, la dette publique totale représentait 52,2% en 2019 contre 47,3% en 2018.

L'augmentation de la dette intérieure (+19,5%) est essentiellement liée à l'accroissement des engagements de l'Etat envers les banques commerciales (+409.031,7 MBIF), l'endettement auprès de la Banque Centrale ayant diminué de 25.629,1 MBIF.

La hausse de la dette extérieure (+15,7%) a résulté des tirages sur emprunts extérieurs (117.453,5 MBIF) et des plus-values de réévaluation (33.064,3 MBIF) qui ont contrebalancé l'amortissement de la dette en principal (17.747,5 MBIF).

La masse monétaire M3 a augmenté de 22,7%, passant de 1.797,5 à 2.205,3 Mds de BIF à fin décembre 2019 contre 19,9% à la fin de l'exercice précédent. Cette augmentation a été tirée, à la fois, par l'agrégat monétaire M2 (+24,1 contre +21,3%) et les dépôts en devises des résidents (+9,7 contre +8,1%). S'agissant des composantes de M2, l'accélération de leurs croissances a concerné les dépôts à terme et d'épargne (+40,6 contre +20,4%) et la circulation fiduciaire hors banques (+21,8 contre +12,2%) alors que la croissance des dépôts à vue a ralenti (+ 17,3% contre +24,9%).

Au niveau des contreparties de la masse monétaire, le crédit intérieur s'est accru de 19,4%, passant de 2.369,5 à 2.830,0 Mds de BIF, en rapport avec l'expansion des créances nettes sur l'Etat (+21,2%) et des créances sur l'économie (+17,1%).

La liquidité de l'économie s'est accrue de 22,2 contre 16,6% en 2018, s'établissant à 2.483,9 contre 2.032,0 Mds de BIF, en liaison avec l'augmentation de la liquidité passive (30,5 contre 11,6%) et de la liquidité active (18,3 contre 19,3%).

Le secteur bancaire est demeuré solide au cours de l'année 2019, en liaison avec l'amélioration des fonds propres de base nets qui se sont fixés à 335,9 contre 273,1 Mds de BIF à fin 2018. Ce secteur est resté rentable avec un résultat net de 119.359,30 contre 65.079,6 MBIF en 2018.

Le produit net bancaire s'est accru de 21,2%, se fixant à 256.013,6 contre 211.472,0 MBIF. Par conséquent, la rentabilité des actifs et celle des fonds propres se sont accrues, s'établissant respectivement à 3,7 et 32,6%, contre 2,5% et 21,8% à fin 2018.

Selon les projections du cadrage macro-économiques 2020, l'activité économique pourrait s'accroître de 4,3 contre 4,1% en 2019, en rapport avec l'amélioration de la production dans les secteurs primaire (4,3 contre 3,8%) et secondaire (3,3 contre -0,6%). Toutefois, l'activité économique pourrait décélérer dans le secteur tertiaire (4,7 contre 5,8%).

L'amélioration de l'activité dans le secteur primaire serait tirée par les bonnes performances de l'agriculture vivrière (3,7 contre 3,5%) et celles de l'agriculture d'exportation (6,1 contre -3,4%), plus particulièrement l'accroissement de la valeur ajoutée du café (15,0 contre -22,3%).

Au niveau du secteur secondaire, l'amélioration de l'activité serait liée aux bonnes performances de l'extraction minière (15,0 contre -2,3%), des industries (2,0 contre -2,6%), notamment les industries manufacturières (2,0 contre -8,2%).

La décélération de l'activité dans le secteur tertiaire pourrait concerner notamment le commerce (4,0 contre 6,5%), le transport (4,0 contre 4,3%) ainsi que les activités à caractère collectif ou personnel (7,0 contre 7,2%).

Pour l'année 2020, la Banque de la République du Burundi va poursuivre la mise en œuvre de la politique monétaire accommodante pour soutenir les bonnes performances attendues dans les secteurs déjà identifiés par la Banque comme porteurs de la croissance. Les nouvelles mesures de politique monétaire édictées par la BRB en 2019 permettront d'impulser une croissance économique soutenue et durable de l'économie nationale comme prévue dans le Plan National de Développement 2018-2027.

Jean CIZA



GOUVERNEUR.

TABLE DES MATIERES

LETTRE INTRODUCTIVE AU RAPPORT ANNUEL.....	v
LISTE DES GRAPHIQUES.....	xi
LISTE DES TABLEAUX.....	xii
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES.....	xiv

PREMIERE PARTIE: ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EVOLUTION

ECONOMIQUE ET FINANCIERE DUBURUNDI.....	1
I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	3
I.1. CROISSANCE DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE DANS LE MONDE.....	3
I.2. INFLATION MONDIALE.....	4
I.3. POLITIQUE MONETAIRE ET MARCHES FINANCIERS.....	5
I.4. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE.....	6
II. ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	7
II.1. PRODUCTION ET PRIX.....	7
II.1.1. Production.....	7
II.1.2. Evolution de l'inflation.....	15
II.2. BALANCE DES PAIEMENTS.....	21
II.2.1. Compte des transactions courantes.....	23
II.2.2. Compte de capital.....	30
II.2.3. Compte d'opérations financières.....	30
II.3. FINANCES PUBLIQUES.....	32
II.3.1. Recettes et dons.....	32
II.3.2. Dépenses.....	34
II.3.3. Solde global et financement.....	35
II.3.4. Dette publique.....	36
II.4. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER.....	40
II.4.1. Situation monétaire.....	40
II.4.2. Facteurs autonomes de la liquidité bancaire.....	44
II.4.3. Liquidité de l'économie.....	45
II.4.4. Activité du secteur bancaire.....	47
II.4.5. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire.....	48
II.4.6. Activité et solidité du secteur de la microfinance.....	49
II.4.7. Crédits à l'économie.....	50
II.4.8. Taux d'intérêt bancaires.....	52

DEUXIEME PARTIE: ACTIVITES DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI.....	53
III. ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE.....	55
III.1. POLITIQUE MONETAIRE : OBJECTIF ET INSTRUMENTS.....	55
III.1.1. Objectif de politique monétaire.....	55
III.1.2. Instruments de politique monétaire.....	55
III.1.3. Mise en œuvre de la politique monétaire.....	67
III.2. MARCHÉ DES CHANGES ET TAUX DE CHANGE.....	57
III.3. CIRCULATION FIDUCIAIRE ET SYSTEMES DE PAIEMENT.....	60
III.3.1. Circulation fiduciaire.....	60
III.3.2. Systèmes de paiement.....	60
III.4. SUPERVISION DU SECTEUR BANCAIRE ET DES MICROFINANCES.....	63
III.4.1. Renforcement du cadre légal et réglementaire.....	63
III.4.2. Supervision bancaire et stabilité financière.....	63
III.4.3. Supervision de la microfinance.....	63
III.4.4. Supervision des bureaux de change.....	64
III.4.5. Supervision des établissements de paiement.....	64
III.5. RECHERCHE ET STATISTIQUE.....	64
III.6. PROJETS DE LA BANQUE.....	65
III.6.1. Projets de Modernisation des Systèmes de Paiement.....	65
III.6.2. Projet de développement du marché financier.....	66
III.7. INTEGRATION REGIONALE ET COOPERATION INTERNATIONALE.....	66
III.7.1. Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe.....	66
III.7.2. Coopération avec le Fonds Monétaire International.....	68
IV. ADMINISTRATION DE LA BANQUE.....	70
IV.1. CONSEIL GENERAL.....	70
IV.2. COMITE DE DIRECTION.....	71
IV.3. ORGANES DE CONTROLE.....	71
IV.4. GESTION DES RISQUES.....	72
IV.5. PLAN STRATEGIQUE DE LA BANQUE.....	72
IV.6. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	73
CONCLUSION GENERALE.....	76
ANNEXES.....	77

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières.....	4
Graphique 2 : Répartition sectorielle du PIB aux coûts des facteurs (en %)	8
Graphique 3 : Evolution du prix moyen de vente du café par campagne (en cts/lb).....	12
Graphique 4 : Evolution du taux d'inflation annuel.....	20
Graphique 5 : Composition des recettes fiscales (en Mds de BIF).....	34
Graphique 6 : Structure des dépenses courantes (en %).....	35
Graphique 7 : Dette extérieure par secteurs économiques (en Mds de BIF).....	38
Graphique 8 : Masse monétaire et ses contreparties (en Mds de BIF).....	41
Graphique 9 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens.....	52
Graphique 10 : Evolution du taux de change du BIF/USD (fin de période).....	58
Graphique 11 : Volume des paiements réglés dans le système ATS.....	61
Graphique 12 : Valeur des paiements réglés dans le système ATS (en Mds de BIF).....	62
Graphique 13 : Temps moyen d'exécution d'une transaction de paiements (en secondes).....	62
Graphique 14 : Répartition de l'effectif du personnel par catégories.....	73
Graphique 15 : Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge	74

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB et du commerce dans le monde (en %)	3
Tableau 2 : Taux d'inflation dans le monde (en %)	5
Tableau 3 : Croissance du PIB des pays de la CEA (en %)	6
Tableau 4 : Produit Intérieur Brut et croissance économique du Burundi	7
Tableau 5 : Principales productions vivrières (en T)	9
Tableau 6 : Evolution de la production de poissons (en T)	9
Tableau 7 : Evolution de l'effectif du cheptel	10
Tableau 8 : Production du café arabica par campagne à fin décembre 2019 (en T)	12
Tableau 9 : Production de coton (en T) et superficies exploitées par région	13
Tableau 10 : Production du thé (en T)	14
Tableau 11 : Vente de thé sec	14
Tableau 12 : Indice pondéré de la production industrielle	15
Tableau 13 : Trafic à l'aéroport international Melchior NDADAYE	17
Tableau 14 : Ressources et Emplois	18
Tableau 15 : Ecart entre les Ressources et les Emplois Intérieurs (en % du PIB)	18
Tableau 16 : Epargne nationale brute (en Mds de BIF)	19
Tableau 17 : Taux d'inflation par composantes (base 2016/2017)	21
Tableau 18 : Balance des paiements (en MBIF)	22
Tableau 19 : Exportations des biens	23
Tableau 20 : Importations des biens	24
Tableau 21 : Principaux pays d'exportation (en % du total)	25
Tableau 22 : Principaux pays d'importation (en % du total)	26
Tableau 23 : Exportations des services (en MBIF)	27
Tableau 24 : Importations des services (en MBIF)	28
Tableau 25 : Solde des revenus primaires (en MBIF)	29
Tableau 26 : Revenus secondaires (en MBIF)	29
Tableau 27 : Compte de capital (en MBIF)	30
Tableau 28 : Compte d'opérations financières (en MBIF)	31
Tableau 29 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)	32
Tableau 30 : Recettes et Dons (en MBIF)	33
Tableau 31 : Structure de la dette publique (en MBIF)	36
Tableau 32 : Encours des titres du Trésor (en MBIF)	37
Tableau 33 : Dette extérieure (en MBIF)	37
Tableau 34 : Service de la dette publique (en MBIF)	39
Tableau 35 : Situation monétaire (en MBIF)	40
Tableau 36 : Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de %)	40
Tableau 37 : Dépôts à vue par détenteurs à fin d'année (en MBIF)	42
Tableau 38 : Dépôts à terme et d'épargne par détenteurs à fin d'année (en MBIF)	43

Tableau 39 : Avoirs et engagements extérieurs (à fin d'année)	44
Tableau 40 : Variations des facteurs autonomes de la liquidité bancaire (en MBIF)	45
Tableau 41 : Composantes de la liquidité de l'économie.....	46
Tableau 42 : Taux de liquidité de l'économie.....	47
Tableau 43 : Ressources et emplois du secteur bancaire à fin d'année (en MBIF).....	47
Tableau 44 : Principaux indicateurs de solidité financière du secteur bancaire	48
Tableau 45 : Encours des crédits à l'économie (en MBIF).....	50
Tableau 46 : Crédits par branche d'activité (à fin d'année en MBIF).....	51
Tableau 47 : Cours de change de fin de période des principales monnaies en BIF.....	58
Tableau 48 : Cours de change moyen des principales monnaies en BIF.....	58
Tableau 49 : Taux de change effectif du BIF (base 2016/2017).....	59
Tableau 50 : Evolution des critères de convergence macroéconomiques du Burundi à la CEA.....	67

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES

AACB	: Autorité de l'Aviation Civile du Burundi
ACH	: <i>Automated Clearing House</i>
AfSS	: Afrique Subsaharienne
ARCT	: Autorité de Régulation et de Contrôle des Télécommunications
ARFIC	: Autorité de Régulation de la Filière Café du Burundi
ATS	: <i>Automated Transfer System</i>
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CCC	: Chambre de Compensation du COMESA
CEA	: Communauté Est Africaine
CIF	: <i>Cost Insurance and Freight</i>
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
COMESA	: <i>Common Market for Eastern and Southern Africa</i>
Cts/lb	: Centime de Dollar la Livre
CSD	: <i>Central Securities Depository</i>
DIB	: Dépense Intérieure Brute
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
ECOSAT	: Encadrement des Constructions Sociales et Aménagement des Terrains
FED	: <i>Federal Reserve</i>
FMI	: Fonds Monétaire International
GWH	: Giga Watt par Heure
Ha	: Hectare
IMC	: Institut Monétaire du COMESA
IMF	: Institutions de Microfinance
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
Kg	: Kilogramme
M2	: Masse Monétaire au sens strict
M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBCDE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique
MUSD	: Millions de Dollar Américain
OBPE	: Office Burundais de la Protection de l'Environnement
OBR	: Office Burundais des Recettes
OBUHA	: Office Burundais de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique

OIC	: Organisation Internationale du Café
ONATOUR	: Office National de la Tourbe
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTB	: Office du Thé du Burundi
PIB	: Produit Intérieur Brut
PROTHEM	: Promotion du Thé à MWARO
REGIDESO	: Régie de Distribution de l'eau et de l'électricité
R.D.C.	: République Démocratique du Congo
RNP	: Régie Nationale des Postes
ROA	: <i>Return On Assets</i>
ROE	: <i>Return On Equity</i>
RTGS	: <i>Real Time Gross Settlement</i>
SETEMU	: Services Techniques Municipaux
SIP	: Société Immobilière Publique
SVT	: Spécialises en Valeurs du Trésor
T	: Tonnes
USD	: Dollar Américain

PREMIERE PARTIE:

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

I.1. CROISSANCE DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE DANS LE MONDE

La croissance du PIB mondial a ralenti en 2019 (2,9 contre 3,6% en 2018). Ce ralentissement de l'activité économique mondiale est en grande partie lié aux tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, à l'incertitude du BREXIT, aux conflits géopolitiques entre les

grandes puissances économiques et au resserrement des conditions financières internationales. Ce ralentissement a concerné aussi bien les pays avancés (1,7 contre 2,2%) que les pays émergents et en développement (3,7 contre 4,5%).

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB et du commerce dans le monde (en %)

	2015	2016	2017	2018	2019
I. Production mondiale	3,4	3,2	3,7	3,6	2,9
I.1. Pays Avancés	2,2	1,7	2,3	2,2	1,7
Etats-Unis	2,9	1,5	2,2	2,9	2,3
Zone Euro	2,0	1,8	2,4	1,9	1,3
Japon	1,1	1,0	1,7	0,3	0,7
Royaume-Uni	2,2	1,9	1,7	1,3	1,4
I.2. Pays émergents et en développement	4,3	4,4	4,7	4,5	3,7
Pays émergents et en développement d'Asie	6,8	6,4	6,5	6,3	5,5
Chine	6,9	6,7	6,9	6,7	6,1
Inde	8	7,1	6,7	6,1	4,2
Pays émergents et en développement d'Europe	4,7	3,1	6,0	3,2	2,1
Amérique latine et Caraïbes	0,1	-0,9	1,2	1,1	0,1
Moyen-Orient et Asie centrale	2,6	5,1	1,3	1,8	1,0
Afrique Subsaharienne	3,4	1,4	2,7	3,2	3,1
Nigeria	2,7	-1,6	0,8	1,9	2,2
Afrique du Sud	1,3	0,3	1,3	0,8	0,2
II. Volume du Commerce mondial (biens et services)	2,8	2,3	5,2	3,8	0,9

Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale, juin 2020*

Aux Etats-Unis, la croissance économique a décéléré (2,3 contre 2,9%), suite notamment aux tensions commerciales avec la Chine. Le relèvement des droits de douane a handicapé le commerce bilatéral entre ces deux pays, constituant ainsi un déterminant de la baisse de la demande, des échanges et de l'investissement au niveau mondial.

Dans la Zone euro, l'activité économique a ralenti (1,3 contre 1,9%), suite notamment à

une faible productivité de l'industrie manufacturière, en particulier l'industrie automobile, accentuée par les conséquences du BREXIT.

Au Japon, l'activité économique a légèrement accéléré (0,7 contre 0,3%), en raison notamment de l'amélioration de la demande intérieure et de la stabilité des investissements publics et privés².

² Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire, mars 2020

Dans les pays émergents et en développement, le rythme de croissance de l'activité économique a baissé (3,7 contre 4,5%). En Chine, la décélération de la croissance économique (6,1 contre 6,7%) est le résultat aussi bien des tensions commerciales et technologiques avec les Etats-Unis que des défis structurels liés à la mutation de son économie. De même, l'activité économique a décéléré en Inde (4,2 contre 6,1%), suite à la baisse de la demande intérieure.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique a légèrement ralenti (3,1 contre 3,2%), en rapport notamment avec l'environnement international peu favorable aux échanges qui a entraîné la baisse des prix du pétrole et des autres produits de base.

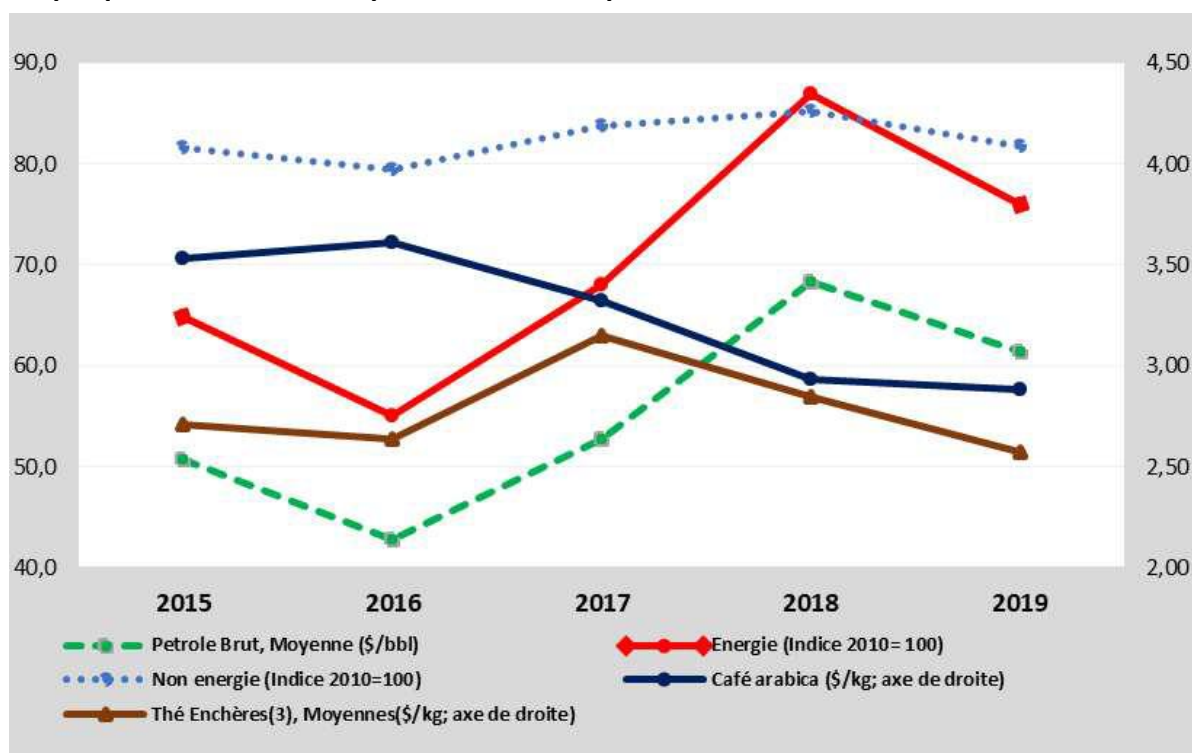
En 2019, le rythme de croissance du

commerce mondial a sensiblement décéléré (0,9 contre 3,8%), en rapport principalement avec la réduction des échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la Chine consécutivement au relèvement des droits de douanes par les premiers et les mesures de représailles adoptées par la seconde.

I.2. INFLATION MONDIALE

Au cours de l'année 2019, les prix des matières premières ont globalement baissé. En effet, le cours moyen du pétrole brut s'est établi à 61,40 contre 68,30 \$/baril en 2018. L'indice des prix de l'énergie et celui des produits non énergétiques ont diminué d'une année à l'autre, s'établissant à 76,00 contre 87,00 et à 81,70 contre 85,20, respectivement.

Graphique 1: Evolution des prix des matières premières



Source: Banque Mondiale, prix des matières premières, février 2020

En 2019, l'inflation mondiale s'est stabilisée à 3,6% comme en 2018 en dépit d'une politique monétaire accommodante adoptée par la plupart des pays avancés et en

développement dans un contexte de baisse des prix des produits de base, en l'occurrence les produits pétroliers et les autres matières premières.

Tableau 2: Taux d'inflation dans le monde (en %)

	2015	2016	2017	2018	2019
Monde	2,8	2,8	3,2	3,6	3,6
Pays avancés	0,3	0,8	1,7	2,0	1,4
Etats-Unis	0,1	1,3	2,1	2,4	1,8
Zone euro	0,2	0,2	1,5	1,8	1,2
Japon	0,8	-0,1	0,5	1,0	0,5
Pays Emergents et en développement	4,7	4,3	4,3	4,8	5,0
Chine	1,4	2,0	1,6	2,1	2,9
Inde	4,9	4,5	3,6	3,4	4,5
Afrique subsaharienne	6,9	10,7	10,7	8,3	8,4

Source : FMI, www.imf.org

Dans les pays avancés, le taux d'inflation a diminué, s'établissant à 1,4% en 2019 contre 2,0% en 2018, suite notamment à la baisse des prix de l'énergie en dépit d'une politique monétaire et budgétaire expansionniste.

Aux États-Unis, l'inflation globale a diminué, s'établissant à 1,8 contre 2,4% en 2018. Dans la Zone euro, l'inflation a également diminué par rapport à l'année précédente (1,2 contre 1,8%). L'inflation a légèrement baissé au Japon (0,5 contre 1,0%), se fixant loin de l'objectif de la Banque Centrale qui est de 2%.

L'inflation a légèrement augmenté dans la plupart des pays émergents et en développement, se situant à 5,0 contre 4,8% en 2018, en rapport notamment avec la montée des prix des produits alimentaires. En Chine, le facteur clé de la hausse de l'inflation (2,9 contre 2,1%) est l'augmentation du prix de la viande du porc.

En Afrique subsaharienne, l'inflation s'est presque stabilisée (8,4 contre 8,3%), en liaison principalement avec la baisse des prix des produits énergétiques et les bonnes productions agricoles.

I.3. POLITIQUE MONETAIRE ET MARCHES FINANCIERS

En 2019, les principaux pays avancés ont maintenu leur politique monétaire accommodante. Aux Etats-Unis, la FED a baissé ses taux à trois reprises. Dans la Zone euro, la BCE a maintenu son taux directeur à 0%, en vigueur depuis 2016 pendant que la Banque du Japon a continué d'appliquer un taux d'intérêt négatif sur les facilités de dépôts.

Les taux d'intérêt sur les dépôts à trois mois sont demeurés négatifs dans la Zone euro et au Japon, s'établissant à -0,42 et -0,115%,

respectivement. Aux Etats-Unis et en Grande Bretagne, les taux sur les dépôts ont baissé, s'établissant à 1,855 et 0,765%, respectivement, contre 2,77 et 0,90% en 2018.

Les taux d'intérêt sur les obligations du Trésor à 10 ans ont baissé aux Etats-Unis (2,685 à 1,918%), dans la Zone euro (0,242 à -0,185%), en Grande Bretagne (1,277 à 0,822%) et au Japon (0,003 à -0,011%).

Sur les marchés des changes, en décembre 2019, le dollar américain s'est déprécié de 3,8% par rapport à la livre sterling et de 0,1% par rapport au yen japonais, contre une appréciation de 5,9% et une dépréciation de 2,70% en décembre 2018, respectivement. Cependant, le dollar américain s'est apprécié par rapport à l'euro comme en 2018 (2,3 contre 4,7%).

I.4. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE³

En 2019, l'activité économique des pays de la Communauté Est Africaine (CEA) a ralenti (5,7 contre 6,6%), en raison du contexte économique mondial défavorable mais elle est restée plus solide que l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne (3,1%). Cette résilience est particulièrement

soutenue par des investissements en infrastructures publiques, de bonnes productions agricoles et de l'essor du secteur des services, notamment, le transport et les technologies de l'information et de la communication.

Tableau 3: Croissance du PIB des pays de la CEA (en %)

	2016	2017	2018	2019
Burundi*	3,2	3,8	4,2	4,1
Kenya	5,9	4,9	6,3	5,4
Ouganda	2,3	5,0	6,3	4,5
Rwanda	6,0	6,1	8,6	9,4
Tanzanie	6,9	6,8	7,0	6,3
CEA	5,4	5,6	6,6	5,7
AfSS	1,4	3,0	3,2	3,1

Sources: FMI, *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, juin 2020* ;

*MFBCDE, *Cadrage macroéconomique, avril 2020*

Les taux de croissance du Kenya (5,4 contre 6,3%), de l'Ouganda (4,5 contre 6,3%), du Burundi (4,1 contre 4,2%) et de la Tanzanie

(6,3 contre 7,0%) ont décéléré en 2019. Au Rwanda, le taux de croissance s'est accéléré, s'établissant à 9,4 contre 8,6% en 2018.

³ Les données du Soudan du Sud ne sont pas prises en compte.

II. ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

II.1. PRODUCTION ET PRIX

II.1.1. Production

En 2019, le taux de croissance économique a légèrement décéléré, s'établissant à 4,1 contre 4,2% l'année précédente, en liaison avec le ralentissement de l'activité dans les

secteurs primaire (3,8 contre 5,2%) et tertiaire (5,8 contre 6,4%). Toutefois, l'activité dans le secteur secondaire a décliné comme en 2018 (-0,6 contre -0,3%).

Tableau 4: Produit Intérieur Brut et croissance économique du Burundi

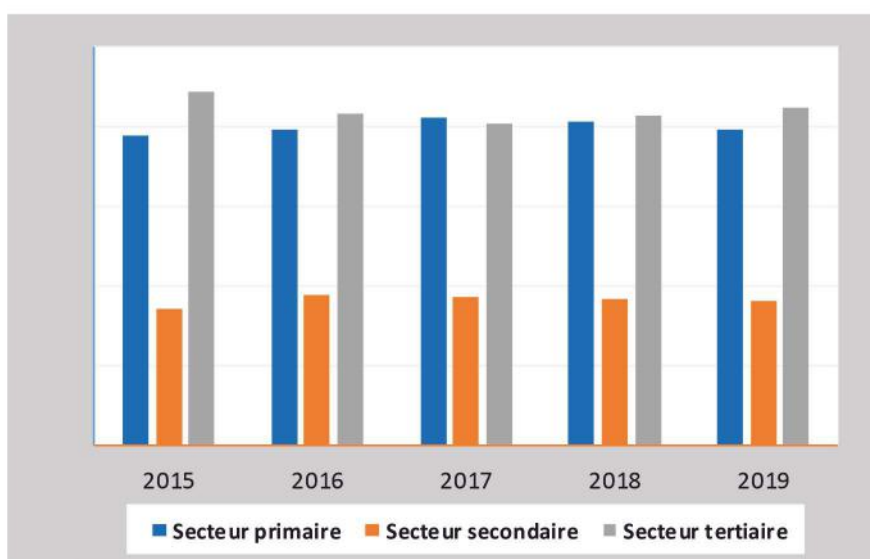
	2015	2016	2017*	2018*	2019*
	A. Produit Intérieur Brut en Mds de BIF (à prix courants)				
1. Secteur primaire	1 557,2	1 723,8	2 132,7	2 150,5	2 272,2
2. Secteur secondaire	681,1	819,7	968,1	969,7	1 044,1
3. Secteur tertiaire	1 774,5	1 814,3	2 099,3	2 191,0	2 418,0
4. PIB AU COUT DES FACTEURS (1 + 2 + 3)	4 012,8	4 357,7	5 200,1	5 311,2	5 734,3
5. Impôts indirects moins subventions	405,1	490,5	502,0	505,5	520,5
6. PIB AUX PRIX DU MARCHE (4 + 5)	4 417,9	4 848,2	5 702,1	5 816,7	6 254,8
	B. Variations du PIB réel en % (à prix constants de 2005)				
1. Secteur primaire	-2,0	1,9	0,2	5,2	3,8
2. Secteur secondaire	-8,1	11,2	7,6	-0,3	-0,6
3. Secteur tertiaire	5,7	-0,9	4,0	6,4	5,8
4. PIB AU COUT DES FACTEURS	0,6	2,1	3,5	4,7	4,0
5. Impôts indirects moins subventions	-8,5	13,0	6,2	0,7	5,5
6. PIB AUX PRIX DU MARCHE	-0,4	3,2	3,8	4,2	4,1
(*) : Données provisoires					

Source: Cadrage Macroéconomique, avril 2020

Au niveau de la répartition sectorielle, les parts des différents secteurs dans le PIB se sont presque stabilisées par rapport à l'année précédente. La part du secteur primaire s'est

établie à 39,6 contre 40,5%, celle du secteur secondaire est de 18,2 contre 18,3% et celle du secteur tertiaire s'est fixée à 42,2 contre 41,3%.

Graphique 2: Répartition sectorielle du PIB aux coûts des facteurs (en %)



Source: BRB, à partir des données du Cadrage macroéconomique, avril 2020

II.1.1.1. Secteur primaire

En 2019, l'activité du secteur primaire a décéléré (3,8 contre 5,2%), suite

principalement à la baisse de la valeur ajoutée de l'agriculture vivrière (3,5 contre 4,1%) et celle de l'élevage (8,5 contre 26,5%).



Marché de légumes « KU MAZI Y'UMWAMI MWAMBUTSA » à Muramvya.

a. Agriculture vivrière

La production des principales cultures vivrières a augmenté de 6,5%, s'établissant à 6.096.866 contre 5.722.097 T en 2018, grâce aux bonnes conditions climatiques qui ont prévalu au cours de l'année 2019.

Tableau 5 : Principales productions vivrières (en T)

Année/Culture	2015	2016	2017	2018	2019
Bananes	948 875	911 192	830 957	1 654 955	1 179 759
Tubercules	3 413 523	3 266 715	3 009 794	3 272 393	3 732 393
Céréales	164 172	316 416	309 806	390 803	503 961
Légumineuses (+Oléagineux)	316 151	379 237	380 133	403 945	680 753
Total	4 842 721	4 873 560	4 530 690	5 722 097	6 096 866

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Environnement, Direction des statistiques

b. Pêche

Les prises de poissons dans le lac Tanganyika et les lacs du Nord ont baissé de 7,0%, passant de 26.283 à 24.436T d'une année à l'autre. Cette diminution est principalement liée à l'impact des aléas climatiques et aux effets environnementaux sur la productivité des poissons.

Tableau 6: Evolution de la production de poissons (en T)

	2015	2016	2017	2018	2019
1. LAC TANGANYIKA					
Pêche artisanale	18 198	20 245	17 766	19 056	17 047
Pêche coutumière	2 080	1 561	1 746	2 226	2 621
2. LACS DU NORD					
Pêche coutumière	1 048	5 425	5 334	5 001	4 768
TOTAL (1+2)	21 326	27 231	24 846	26 283	24 436

Source: Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Environnement, Direction des statistiques

c. Elevage

Dans le domaine de l'élevage, les activités d'encadrement et d'amélioration de la production animale ont été poursuivies. Ainsi, dans le cadre de l'amélioration génétique du cheptel, 9.068 bovins ont été inséminés.

L'effectif du bétail s'est établi à 756.036 contre 1.110.936 têtes de bovins en 2018, et à 3.227.903 contre 3.249.827 têtes pour les caprins. Cette diminution de l'effectif des

bovins est principalement liée à la peste bovine qui a entraîné l'interdiction de l'importation du cheptel pour limiter et enrayer sa propagation rapide. Pour les porcins et les ovins, leurs effectifs ont augmenté d'une année à l'autre, passant de 548.608 à 728.050 et de 774.689 à 804.013 têtes, respectivement.

Tableau 7: Evolution de l'effectif du cheptel

	2015	2016	2017	2018	2019
Bovins	769 530,0	1 077 539,0	1 044 649,0	1 110 936,0	756 036,0
Caprins	2 368 923,0	3 619 962,0	3 043 059,0	3 249 827,0	3 227 903,0
Ovins	602 110,0	527 464,0	512 882,0	548 608,0	728 050,0
Porcins	561 184,0	618 176,0	708 867,0	774 689,0	804 013,0

Source: Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de l'environnement, Direction des statistiques

d. Sylviculture

Les activités de développement de la couverture forestière ont été intensifiées. A cet effet, 10.756 kg de semences forestières et agro-forestières ont été distribués dont 9.459 kg pour le secteur privé, 721 kg dans le cadre du Programme National de

Reboisement et 572 kg pour le projet « Ewe Burundi Urambaye ». Ainsi, 61.099.052 plants forestiers et agro-forestiers ont été mis en terre pour la conservation de l'environnement et l'augmentation des ressources forestières.

e. Agriculture d'exportation

En 2019, le rythme de décroissance de la valeur ajoutée de l'agriculture d'exportation s'est atténué par rapport à l'année précédente (-3,4 contre -3,6%), grâce à la

baisse de la décroissance de la valeur ajoutée du café (-2,3 contre -29,0%) et des autres cultures d'exportation (0,0 contre -29,5%).



Campagne d'entretien des caféiers à NGOZI

• Café

La production du café arabica en parche a diminué de 67,6% par rapport à celle de la même période de l'année précédente, passant de 32.786 à 10.634 T. De même, le

volume total du café vert a baissé de 69,7%, se fixant à 7.815 contre 25.766 T.

Tableau 8: Production du café arabica à fin décembre 2019 (en T)

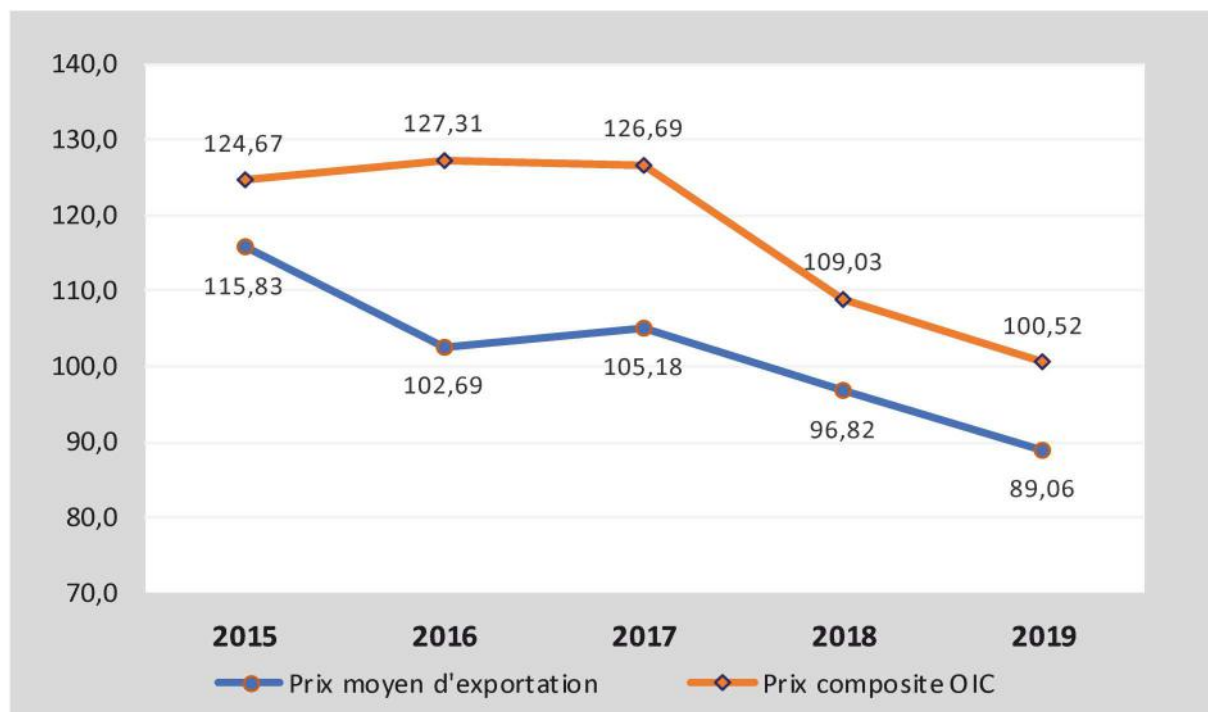
Campagne	Café parche	Café vert	Rendement (en %)
2014 /2015	18 450	13 888	75,3
2015 /2016	22 009	18 078	82,1
2016 /2017	17 908	13 230	73,9
2017 /2018	21 535	16 079	74,7
2018 /2019	32 786	25 766	78,6
2019/2020	10 634	7 815	73,5

Source: ARFIC

Le volume total du café vendu s'est élevé à 20.509,0 contre 16.941,3 T pour l'exercice précédent, à un prix moyen de 3.160,8 BIF/kg ou 89,1 cts/lb. Le prix moyen sur le marché international calculé par l'Organisation Internationale du Café (OIC) a baissé, s'établissant à 100,52 contre 109,03 cts/lb,

suite principalement à la hausse de la production des principaux pays producteurs comme le Brésil et la Colombie. Par conséquent, les recettes d'exportation du café ont diminué de 6,5%, s'établissant à 64.531,7 contre 68.982,3 MBIF.

Graphique 3 : Evolution du prix moyen de vente du café (en cts/lb)



Source: BRB, à partir des données de l'ARFIC et de l'OIC

•Coton

La production du coton a baissé de 57,9% au cours de l'année 2019, s'établissant à 870 contre 2.067 T l'année précédente suite notamment à la réduction de la superficie exploitée. Le rendement par hectare a baissé,

s'établissant à 363 contre 682 kg/ha d'une année à l'autre. Le volume du coton-fibre obtenu après usinage a diminué de 57,9%, passant de 868 à 365 T.

Tableau 9 : Production de coton et superficies exploitées par région

	2015	2016	2017	2018	2019
A. superficies exploitées (en Ha)					
IMBO NORD	1 928	1 719	1 425	1 691	1 288
IMBO SUD	977	1 096	1 126	1 291	1 050
MOSO	101	122	65	50	62
TOTAL	3 006	3 148	2 611	3 032	2 400
B. Production (en tonnes)					
IMBO NORD	1 522	1 282	811	1 412	516
IMBO SUD	724	681	776	643	326
MOSO	54	48	35	11	28
TOTAL	2 300	2 011	1 622	2 067	870
Rendement (kg/ha)	765	639	703	681	362
Coton fibre (en tonnes)	968	854	779	868	365

Source: COGERCO

•Thé

La production du thé en feuilles vertes s'est légèrement accrue de 1,0%, passant de 53.596 à 53.971 T, suite particulièrement à une bonne pluviosité qui a prévalu au cours de l'année 2019.

De même, le volume de thé sec a légèrement augmenté de 0,3%, passant de 11.367 à 11.400T d'une année à l'autre. En outre, le rendement moyen à l'usinage s'est presque stabilisé (21,1 contre 21,2%).

Tableau 10: Production du thé (en T)

	2015	2016	2017	2018	2019
Production de l'OTB					
Feuilles vertes	50 562	48 977	44 989	50 814	51 324
Thé sec	10 946	10 753	9 706	10 762	10 823
Production de PROTHEM					
Feuilles vertes	3 228	3 725	4 399	2 782	2 647
Thé sec	700	805	951	605	577
TOTAL					
Feuilles vertes	53 790	52 702	49 388	53 596	53 971
Thé sec	11 645	11 558	10 657	11 367	11 400
Rendement	21,6	21,9	21,6	21,2	21,1

Source: Rapports OTB et PROTHEM

La quantité de thé sec vendue en 2019 a légèrement diminué de 0,6% par rapport à l'année précédente, se fixant à 10.391 contre 10.449 T. De même, les recettes ont reculé de 9,8%, s'établissant à 42.066 contre 46.658

MBIF, suite à la chute du prix moyen tant au niveau du marché local (3.126 contre 3.440 BIF/kg) que sur le marché des enchères de Mombassa (4.065 contre 4.463 BIF/kg).

Tableau 11: Vente de thé sec

		2015	2016	2017	2018	2019
1. VENTES LOCALES	Tonnes	377	525	418	572	569
	Prix moyen (BIF/Kg)	3 489	3 014	3 242	3 440	3 126
	Valeur en MBIF	1 314	1 582	1 356	1 966	1 780
2. EXPORTATIONS						
Enchères Mombassa	Tonnes	8 670	8 488	7 468	8 252	8 049
	Prix moyen (BIF/Kg)	4 825	3 500	5 044	4 463	4 065
	Valeur en MBIF	41 838	29 709	37 671	36 829	32 721
Ventes directes	Tonnes	1 824	1 666	1 752	1 625	1 773
	Prix moyen (BIF/Kg)	5 006	3 690	4 929	4 837	4 265
	Valeur en MBIF	9 136	6 147	8 638	7 862	7 565
3. TOTAL GENERAL	Tonnes	10 871	10 679	9 638	10 449	10 391
	Prix moyen (BIF/Kg)	4 810	3 506	4 946	4 465	4 048
	Valeur en MBIF	52 288	37 438	47 665	46 657	42 066

Source: OTB

II.1.1.2. Secteur secondaire

L'activité dans le secteur secondaire a continué de décroître comme en 2018 (- 0,6 contre -0,3%), en liaison essentiellement avec la baisse de la valeur ajoutée des branches d'extraction (-2,3 contre 20,2%) et d'industries manufacturières (-8,6 contre 0,6%).

L'indice moyen pondéré de la production industrielle a fléchi de 0,6%, passant de 139,1 à 138,3 d'une année à l'autre, en liaison essentiellement avec la baisse de la production des industries alimentaires, notamment la production de sucre (-4,9%) et de cigarettes (-10,4%).

Tableau 12: Indice pondéré de la production industrielle

	2015	2016	2017	2018	2019
INDUSTRIES ALIMENTAIRES	119,9	123,3	128,0	127,6	126,4
dont : Boissons	74,8	75,5	84,5	88,9	90,6
Sucre	22,6	23,5	21,6	19,2	18,3
INDUSTRIES CHIMIQUES	12,9	12,6	10,3	11,2	11,6
dont: Savons	7,9	8,2	6,3	7,2	7,1
Peinture	2,2	2,3	2,9	2,4	3,0
AUTRES INDUSTRIES	0,7	0,6	0,2	0,2	0,3
dont: Tubes en PVC	0,7	0,5	0,2	0,2	0,3
INDICE PONDERE	133,5	136,5	138,5	139,1	138,3

Source: BRB, à partir des données fournies par les entreprises industrielles

La production d'électricité⁴ de la REGIDESO a augmenté de 10,2%, s'établissant à 255,8 contre 232,2 GWH enregistrée l'année précédente. Cette augmentation est particulièrement liée à l'accroissement des heures de fonctionnement d'une Centrale Thermique en location et à l'accroissement de la production des Centrales Hydroélectriques de Ruvyironza, Gikonge, Nyemanga, Nyamyotsi et Marangara.

L'Office National de la Tourbe (ONATOUB) a poursuivi l'exploitation des tourbières des

sites de Buyongwe, Gisozi, Matana et Gitanga. La production s'est accrue, passant de 11.800,7 à 15.248,1 tonnes en rapport avec l'augmentation de la demande.

Au niveau du secteur minier, l'Office Burundais des Mines et des Carrières a agréé neuf comptoirs d'achat et d'exportation des principaux minerais en 2019 contre douze comptoirs l'année précédente. Il a également accordé des autorisations d'exploitations à 615 coopératives contre 279 en 2018.

⁴ REGIDESO, Rapport de production 2019

L'Office des Routes a mené des travaux de construction, de bitumage, de stabilisation, de réhabilitation et d'entretien des routes et de protection des ponts. D'autres travaux ont

été effectués, notamment la réhabilitation des points critiques et l'amélioration de l'assainissement des routes nationales et provinciales.



Route Bujumbura-Cibitoke (RN 5), nouvellement réhabilitée

Dans le domaine de la construction, les activités qui étaient confiées à la Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat, l'ECOSAT, la SIP et la SETEMU ont été fusionnées et sont coordonnées par l'Office Burundais de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction (OBUHA). Au cours de l'année 2019, les activités ont principalement porté à l'acquisition et l'aménagement des parcelles à usage résidentiel, à la construction des logements sociaux et à l'assainissement des milieux urbains.

II.1.1.3. Secteur tertiaire

Le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire a ralenti (5,8 contre 6,4%), en rapport avec le repli du rythme d'activité dans les branches de transport et communication (4,4 contre 7,1%), de banques et assurances (10,0 contre 18,7%), d'éducation (5,0 contre 8,6%), de la santé et action sociale (11,1 contre 13,5%), des activités à caractère

collectif ou personnel (7,2 contre 13,8%) ainsi que des services domestiques (6,0 contre 12,4%).

L'activité au port de Bujumbura s'est accrue par rapport à l'année précédente. En effet, le tonnage de marchandises s'est accru de 13,3%, passant de 179.116 à 202.911T en liaison avec l'augmentation des importations de ciment et de clinker.

A l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le mouvement des aéronefs a régressé de 6,7%, s'établissant à 4.398 contre 4.712 vols d'une année à l'autre, suite à la réduction des vols par Kenya Airways.

Le nombre total de passagers s'est accru de 1,2%, passant de 226.583 à 229.333 passagers.

Le tonnage du fret a augmenté de 25,2% tandis que celui de la poste a chuté de 16,4%.

Tableau 13: Trafic à l'Aéroport International Melchior NDADAYE

	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
1. ARRIVEES					
Passagers	120 136	105 886	131 476	139 078	130 627
Bagages (en T)	nd	nd	2 097	0	0
Fret (en T)	2 246	1 738	2 042	1 610	2 066
Poste (en T)	29	32	47	36	39
Aéronefs	2 545	2 091	2 467	2 356	2 198
2. DEPARTS					
Passagers	86 941	75 494	77 140	87 505	98 706
Bagages (en T)	nd	nd	348	0	0
Fret (en T)	293	267	120	181	177
Poste (en T)	43	65	62	63	45
Aéronefs	2 543	2 090	2 367	2 356	2 200

Source: AACB

Les recettes touristiques ont chuté de 39,9% d'une année à l'autre, passant de 6.983,3 à 4.474,6 MBIF.

Au niveau des télécommunications, l'ARCT a procédé à l'attribution et au renouvellement des licences d'exploitation ainsi qu'à l'assignation des fréquences. Son chiffre d'affaires s'est accru de 12,2%, s'établissant à 58,9 contre 52,4 Mds de BIF l'année précédente.

Dans le domaine des assurances, le total des primes perçues s'est accru de 17,1%, passant de 46.409,5 à 54.333,5 MBIF d'une année à l'autre.

Le taux de croissance de la valeur ajoutée dans la branche « Administration publique » s'est presque stabilisé (6,8 contre 6,7%). Les effectifs recrutés au niveau de la Fonction Publique ont baissé, s'établissant à 1.241 contre 1.798.

II.1.1.2. Demande

Les emplois se sont accélérés (3,6 contre 0,8%) par rapport à l'année précédente, sous l'effet de l'augmentation de la consommation (3,0 contre 2,2%), des investissements bruts (4,8 contre -2,6%) et des exportations (9,8 contre -8,2%).

Tableau 14: Ressources et Emplois

	2015	2016	2017*	2018*	2019*
A. Milliards de BIF (à prix courants)					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	4 417,9	4 848,2	5 702,1	5 816,7	6 254,8
2. Importations (biens et services)	1 246,1	1 224,7	1 530,9	1 485,4	1 529,8
3. Ressources = Emplois	5 663,9	6 072,9	7 233,0	7 302,1	7 784,6
4. Dépenses intérieures	5 466,4	5 747,5	6 764,3	6 857,5	7 321,2
- Consommation	4 928,8	5 041,7	5 922,0	5 980,3	6 429,3
- Investissements Bruts	537,6	705,8	842,3	877,2	891,9
5. Exportations (biens et services)	197,5	325,4	468,7	444,6	463,4
B. Variations (à prix constants)					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	-0,4	3,2	3,8	4,2	4,1
2. Importations (biens & services)	-13,8	-4,1	13,7	-6,9	2,4
3. Ressources = Emplois	-5,0	0,9	6,7	0,8	3,6
4. Dépenses intérieures	-4,0	0,7	17,7	1,4	6,8
- Consommation	-3,1	-0,5	5,3	2,2	3,0
- Investissements Bruts	-8,4	6,6	4,7	-2,6	4,8
5. Exportations (biens et services)	-21,7	7,0	37,3	-8,2	9,8
(*) : Données provisoires.					

Source: *ISTEEBU*

En valeur, la demande intérieure s'est améliorée (7.321,2 contre 6.857,5 Mds de BIF), en liaison avec l'augmentation de la consommation finale (6.429,3 contre 5.980,3 Mds de BIF) et des investissements bruts (891,9 contre 877,2 Mds de BIF).

II.1.1.2.1 Ecart entre ressources et emplois

En 2019, les ressources intérieures n'ont pas couvert les emplois intérieurs. Toutefois, l'écart entre les emplois et les ressources, exprimé en pourcentage du PIB a fléchi, s'établissant à 17,0 contre 17,9% l'année précédente.

Tableau 15: Ecart entre les ressources et les emplois intérieurs (en % du PIB)

	2015	2016	2017*	2018*	2019*
1. Emplois intérieurs	123,7	118,5	118,6	117,9	117,0
2. Ressources intérieures = PIB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
3. Ecart : (2-1) = (4-5)	23,7	18,5	18,6	17,9	17,0
4. Importations de biens et services non facteurs	28,2	25,3	26,8	25,5	24,5
5. Exportations de biens et services non facteurs	4,5	6,7	8,2	7,6	7,4
(*) : Données provisoires					

Source: *ISTEEBU*

II.1.1.2.2. Epargne nationale

D'une année à l'autre, le déficit de l'épargne intérieure s'est accru (-174,5 contre -163,6 Mds de BIF), en liaison principalement avec la progression de la consommation intérieure. Le besoin net de financement de l'économie a diminué, passant de -369,9 à -137,3 Mds de

BIF en rapport essentiellement avec l'augmentation du solde des services facteurs et des transferts unilatéraux (678,4 contre 459,9 Mds de BIF) ainsi que des transferts nets de capital (250,7 contre 211,0 Mds de BIF).

Tableau 16: Epargne nationale brute (en Mds de BIF)

	2015	2016	2017*	2018*	2019*
1. Produit intérieur brut (au prix du marché)	4 417,9	4 848,2	5 702,1	5 816,7	6 254,8
2. Consommation privée et publique	4 928,8	5 041,7	5 922,0	5 980,3	6 429,3
3. Epargne intérieure brute (1-2)	-510,9	-193,5	-219,9	-163,6	-174,5
4. Solde des services facteurs et des transferts unilatéraux	486,3	362,7	413,2	459,9	678,4
5. Epargne nationale brute (3+4)	-24,6	169,2	193,3	296,3	503,9
6. Transferts de capital nets	87,3	116,6	142,2	211,0	250,7
7. Investissements bruts	537,6	705,8	842,3	877,2	891,9
8. Besoin (-) ou capacité (+) net de financement (5+6-7)	-474,9	-420,0	-506,8	-369,9	-137,3
(*) : Données provisoires					

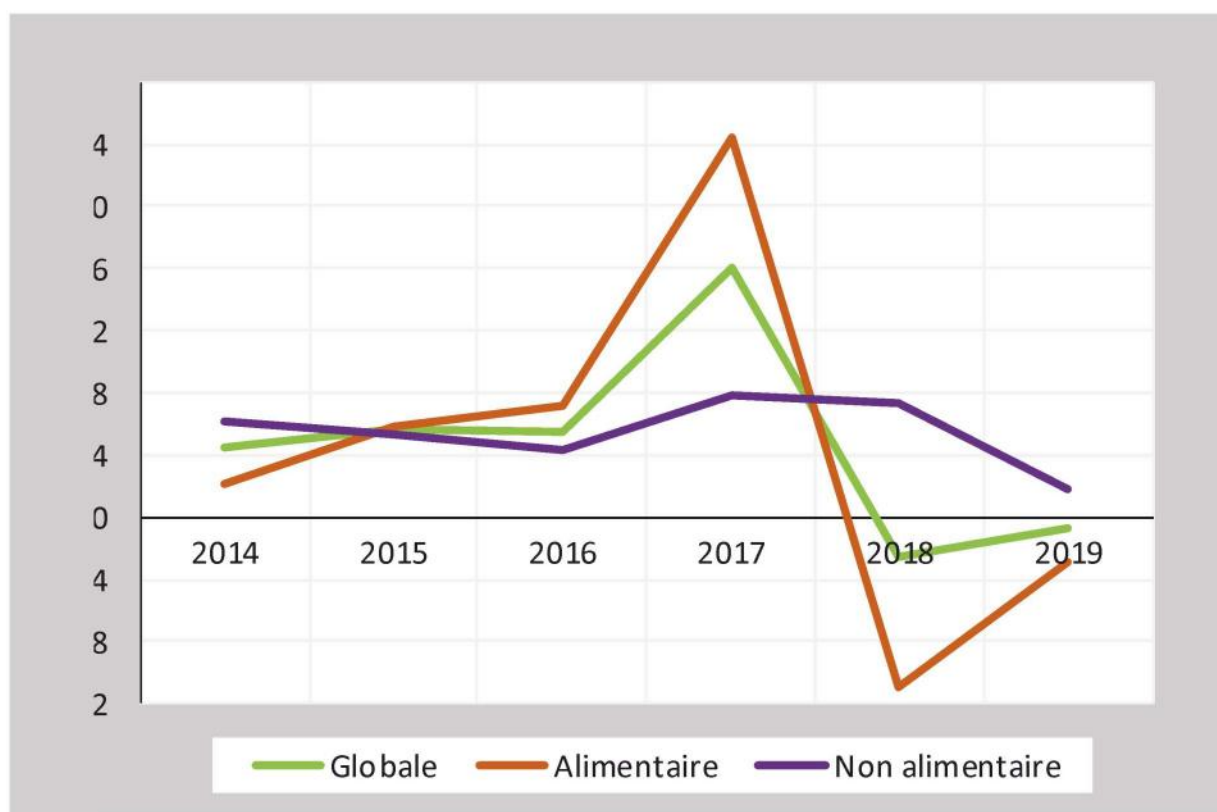
Source: BRB, sur base des données du MFBCDE, Cadrage Macroéconomique; Avril 2020.

II.1.2. Evolution de l'inflation

En 2019, l'inflation globale est restée négative comme en 2018 (-0,8 contre -2,6%), en raison de la baisse des prix des produits alimentaires

(-2,9 contre -11,0 %) et du ralentissement de l'inflation alimentaire (+1,8 contre +7,4%)

Graphique 4: Evolution annuelle du taux d'inflation



Source: BRB, à partir des données de l'ISTEEBU

La baisse des prix des produits alimentaires est due essentiellement à la diminution des prix des sous-rubriques : « Fruits » (-1,7 contre +2,1%) et « Légumes » (-6,7 contre -17,5%) et à la décélération des prix des sous-rubriques « Viande » (+4,4 contre +5,9%), « Poisson » (+4,3 contre +14,8%) et « Huiles et graisses » (+2,6 contre +10,6%).

Le ralentissement de l'inflation non alimentaire est le résultat de la baisse des prix des sous-rubriques « Boissons alcoolisées et tabac » (-0,9 contre +6,0%) et « Hôtellerie, café et restauration » (-0,4 contre 5,7%) combinée à la décélération des prix des autres sous-rubriques.

Tableau 17: Taux d'inflation par composantes (base 2016/2017)

	2015	2016	2017	2018	2019
Alimentaire	5,8	7,2	24,4	-11,0	-2,9
-Pains et céréales	4,6	4,8	27,1	-15,4	0,5
-Viande	5,5	8,9	10,4	5,9	4,4
- Poisson	14,9	31,8	27,2	14,8	4,3
- Lait,fromage et œufs	6,6	11,3	9,2	2,7	5,0
- Huiles et graisses	-0,2	-6,6	5,1	10,6	2,6
- Fruits	3,4	-1,3	16,7	2,1	-1,7
- Légumes	5,6	3,4	28,1	-17,5	-6,7
- Sucre,confitures,miel,chocolat et confiserie	3,5	16,7	21,0	-6,6	0,1
- Produits alimentaires non définis ailleurs	14,4	11,8	7,7	3,6	4,2
Non alimentaire	5,3	4,3	7,9	7,4	1,8
- Boissons alcoolisées et Tabac	11,8	0,4	9,3	6,0	-0,9
- Articles d'habillement et articles chaussants	3,1	21,3	10,8	6,4	3,2
- Logement,eau,électricité, gaz et autres combustibles	-5,0	10,2	7,4	12,4	2,5
- Ameublement,équipement ménager et entretien courant de la maison	11,9	3,7	9,8	6,4	2,8
- Santé	0,2	13,1	3,9	8,8	3,5
- Transport	2,5	0,7	9,0	8,9	0,8
- Communications	13,1	4,6	0,7	0,9	0,4
- Loisirs et culture	8,0	-0,2	7,4	6,6	6,9
- Enseignement, éducation	5,8	-1,8	14,5	22,8	2,2
- Hôtellerie,café et restauration	0,7	10,5	7,3	5,7	-0,4
- Autres biens et services	6,2	6,6	7,2	8,3	2,2
Globale	5,5	5,5	16,1	-2,6	-0,8

Source: BRB, calculs établis à partir des données de l'ISTEEBU

II.2. BALANCE DES PAIEMENTS

En 2019, le besoin de financement de la balance des paiements (solde du compte courant + solde du compte de capital) demeure élevé (-393.389,4 contre -406.381,6 MBIF), suite à la hausse du déficit du compte courant (-644.129,0 contre -617.425,2 MBIF).

Le solde excédentaire du compte de capital s'est, par contre, accru (250.739,6 contre 211.043,6 MBIF). En pourcentage du PIB, le déficit du compte courant s'est établi à 10,3 contre 10,6% en 2018.

Tableau 18 : Balance des paiements (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019
1. COMPTE COURANT	-562 079,9	-541 658,5	-642 479,5	-617 425,2	-644 129,0
Crédit	836 859,8	759 055,7	950 299,5	1 071 706,7	1 295 498,0
Débit	1 398 939,7	1 300 714,3	1 592 779,0	1 689 131,9	1 939 627,1
1.1. Biens	-781 054,5	-669 242,0	-824 359,0	-867 145,2	-995 108,5
Crédit	189 945,6	206 309,5	298 500,0	348 832,8	406 919,3
Débit	971 000,1	875 551,5	1 122 859,0	1 215 978,0	1 402 027,9
1.2. Services	-267 320,0	-235 117,7	-231 341,4	-210 215,5	-327 416,8
Crédit	91 868,0	120 770,0	169 199,5	187 065,6	145 186,7
Débit	359 188,0	355 887,7	400 540,8	397 281,1	472 603,5
1.3. Revenus primaires	560,1	-2 353,9	3 248,8	11 480,5	16 115,3
Crédit	22 453,1	18 807,0	27 590,7	29 844,2	36 274,0
Débit	21 893,0	21 160,8	24 341,9	18 363,7	20 158,7
1.4. Revenus secondaires	485 734,5	365 055,1	409 972,2	448 455,1	662 281,0
Crédit	532 593,1	413 169,3	455 009,4	505 964,2	707 118,0
Débit	46 858,6	48 114,3	45 037,3	57 509,2	44 837,0
2. COMPTE DE CAPITAL	87 336,7	116 582,9	142 167,5	211 043,6	250 739,6
Crédit	90 362,6	119 398,6	145 127,8	211 888,2	254 136,5
Débit	3 026,0	2 815,8	2 960,3	844,5	3 396,9
CAPACITE (+)/BESOIN (-) DE FINANCEMENT DU COMPTE COURANT ET DE CAPITAL)	-474 743,2	-425 075,6	-500 312,0	-406 381,6	-393 389,4
3. CAPACITE (+)/BESOIN (-) DE FINANCEMENT DU COMPTE FINANCIER	-491 494,7	-451 417,1	-503 581,6	-428 351,7	-425 378,5
3.1. Investissements directs	-99 839,7	-109 120,5	-269 748,0	0,0	-548,0
Acquisition nette d'actifs financiers	239,2	35,5	17,2	0,0	1 380,6
Accroissement net de passifs financiers	100 079,0	109 156,0	269 765,2	0,0	1 928,6
3.2. Investissements de portefeuille	-11 071,2	-3 865,0	75 621,6	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	746,8	0,0	78 343,5	0,0	0,0
Accroissement net de passifs financiers	11 818,0	3 865,0	2 721,9	0,0	0,0
3.3. Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. Autres investissements	-108 472,0	-274 425,9	-313 969,5	-374 708,1	-506 251,3
Acquisition nette d'actifs financiers	26 866,9	14 879,0	157 810,3	119 112,2	69 290,6
Accroissement net de passifs financiers	135 339,0	289 304,9	471 779,9	493 820,3	575 542,0
3.5. Avoirs de réserve	-272 111,7	-64 005,6	4 514,4	-53 643,6	81 420,8
4. ERREURS ET OMISSIONS	-16 751,4	-26 341,4	-3 269,6	-21 970,1	-31 989,1
Solde du compte courant en % du PIB	-12,7	-11,2	-11,3	-10,6	-10,3

Source: BRB

II.2.1. Compte des transactions courantes

Le solde déficitaire du compte des transactions courantes s'est établi à -644.129,0 MBIF en 2019, en hausse de 26.703,9 MBIF par rapport à 2018. Cette augmentation provient de la hausse des déficits des biens (-995.108,5 contre -867.145,2 MBIF) et des services (-327.416,8 contre -210.215,5 MBIF). En revanche, les excédents des revenus primaires (16.115,3 contre 11.480,5 MBIF) et secondaires (662.281,0 contre 448.455,1 MBIF) se sont améliorés.

II.2.1.1. Balance commerciale des biens

Le déficit commercial des biens s'est aggravé en 2019 par rapport à l'année précédente, en raison de l'augmentation plus importante des importations (+223.765,3 MBIF) par rapport à celle des exportations (+10.088,9 MBIF).

II.2.1.1.1. Exportations des biens

Les exportations se sont accrues de 3,1%, passant de 321.255,4 à 331.344,3 MBIF, tirées par l'augmentation, à la fois, de l'exportation des produits primaires (+3,0%) et des produits manufacturés (+3,5%).

Tableau 19 : Exportations des biens

	2015	2016	2017	2018	2019
	A. En millions de BIF				
1. Produits primaires	132 504,3	148 924,4	233 498,0	253 182,4	260 871,2
dont: - Café	62 685,7	74 825,1	63 433,4	72 827,9	69 796,3
- Thé	53 630,9	38 250,2	50 068,9	46 407,2	40 663,8
- Or	0,0	25 265,0	101 494,2	100 775,8	123 428,8
- Autres minéraux	3 968,4	4 373,0	11 485,0	23 740,2	18 910,3
2. Produits manufacturés	57 441,3	57 385,1	65 002,1	68 073,0	70 473,1
dont: - Bières	10 269,7	8 921,8	11 664,9	5 809,1	5 735,5
- Cigarettes	9 247,7	8 826,0	11 683,5	6 445,5	7 476,8
- Farine de blé	10 086,9	9 355,8	14 008,9	16 095,3	19 014,8
- Savons	10 637,4	7 053,8	2 059,9	2 034,9	1 703,9
- Réexportation du Kérosène	0,0	0,0	0,0	9 452,2	8 474,9
TOTAL	189 945,6	206 309,5	298 500,1	321 255,4	331 344,3
	B. En tonnes				
1. Produits primaires	38 606	37 990	42 313	40 320	38 937
dont: - Café	13 657	16 646	13 328	16 899	21 684
- Thé	11 145	10 873	10 421	10 525	10 080
- Or	0,0	0,4	1,6	1,8	1,6
- Autres minéraux	148,4	122,9	372,0	1 017,4	687,5
2. Produits manufacturés	47 151	46 624	50 812	62 898	63 784
dont: - Bières	13 432	11 672	16 825	5 495	8 068
- Cigarettes	892	818	1 175	490	613
- Farine de blé	8 925	9 578	15 876	16 069	19 172
- Savons	8 347	5 097	1 988	1 752	1 376
- Réexportation du Kérosène	0,0	0,0	0,0	3 730	3 158
TOTAL	85 758	84 614	93 125	103 218	102 721

Source : Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR et ISTEERU)

L'augmentation des exportations des produits primaires a porté sur l'or non monétaire (22,5%), les autres produits primaires exportés ont baissé, notamment, le thé (-12,4%), les minerais de niobium (-14,8%) et le café (-4,2%). La hausse des exportations des produits manufacturés a principalement concerné la farine de blé (18,1%) et les cigarettes (16,0%).

II.2.1.1.2. Importations des biens

En valeur CIF, les importations ont augmenté de 15,8%, s'établissant à 1.638,4 contre 1.414,7 Mds de BIF, en liaison avec la hausse des importations de biens de production (17,5%), de biens de consommation (21,7%) et, dans une moindre mesure, de biens d'équipement (1,1%).

Tableau 20: Importations des biens

	2015	2016	2017	2018	2019
	A. En millions de BIF				
1. Biens de production	393 350,3	404 539,3	537 693,6	629 446,0	739 588,9
2. Biens d'équipement	328 407,7	191 162,5	229 884,5	275 997,2	278 899,7
3. Biens de consommation	412 135,2	423 893,8	539 609,5	509 218,9	619 938,9
-Durables	188 908,3	192 305,6	245 697,2	211 516,4	304 369,3
-Non Durables	223 226,9	231 588,2	293 912,3	297 702,4	315 569,6
TOTAL	1 133 893,2	1 019 595,6	1 307 187,6	1 414 662,1	1 638 427,4
	B. En tonnes				
1. Biens de production	434 471	500 024	552 643	686 636	854 148
2. Biens d'équipement	31 121	30 081	30 408	40 096	50 071
3. Biens de consommation	166 745	178 099	239 463	249 962	239 647
-Durables	48 162	53 189	65 257	65 336	78 546
-Non Durables	118 583	124 910	174 206	184 626	161 101
TOTAL	632 337	708 204	822 514	976 694	1 143 866

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR et ISTEERU)

Concernant les importations de biens de production, leur augmentation a principalement porté sur les biens destinés à la construction (100.828,4 contre 49.998,7 MBIF), à l'alimentation (109.486,9 contre 85.689,9 MBIF), à la métallurgie (91.848,7 contre 82.689,4) ainsi que sur les importations des huiles minérales (296.812,2 contre 274.147,6 MBIF). En revanche, les importations de biens destinés à l'agriculture et élevage ont baissé (62.155,7 contre 71.873,1 MBIF).

L'accroissement des importations de biens de consommation a concerné aussi bien les importations de biens durables (+43,9%) que de biens non durables (+6,0%). S'agissant de l'augmentation des importations de biens durables, les textiles sont passés de 55.789,0 à 87.898,2 MBIF, les véhicules de 42.344,3 à 66.287,0 MBIF et les autres biens durables de 113.383,2 à 150.184,1 MBIF. Quant à la hausse des importations biens de consommation non durables, elle a principalement porté sur les produits

pharmaceutiques (117.435,0 contre 107.981,7 MBIF).

Pour les biens d'équipement, leur hausse a été principalement tirée par l'importation des tracteurs, véhicules et engins de transport (94.714,3 contre 68.878,9 MBIF). En revanche, l'importation du matériel électrique (63.272,4 contre 75.603,9 MBIF) et celle des chaudières et engins mécaniques (76.091,9 contre 83.276,2 MBIF) ont baissé.

II.2.1.1.3. Répartition géographique des échanges de biens

En 2019, les principaux partenaires commerciaux du Burundi sont restés l'Asie, l'Afrique et l'Europe. Plus de la moitié des échanges commerciaux se font avec l'Asie, que ce soit à l'exportation ou à l'importation.

A l'exportation, l'Asie représentait 55,1% des exportations totales du Burundi, en hausse de 4,9 points par rapport à 2018, tandis que l'Afrique et l'Europe représentaient, respectivement 26,9% et 16,6%, en baisse par rapport à l'année précédente. Les exportations du Burundi vers l'Asie sont principalement destinées vers les Emirats Arabes Unis (39,3% contre 34,0%).

En Afrique, le Burundi a principalement exporté vers la R.D.C (10,5% comme en 2018), l'Egypte (3,1 contre 3,6%) et la Tanzanie (3,5 contre 2,5%). La grande partie des exportations du Burundi vers l'Europe sont destinées à la Suisse (5,7 contre 5,3%), la Belgique (3,6 contre 6,7%) et l'Allemagne (3,7 contre 4,2%).

Tableau 21: Principaux pays d'exportation (en % du total)

	2015	2016	2017	2018	2019
EUROPE	31,4	34,7	19,0	21,1	16,6
1. Union Européenne	7,8	13,4	10,7	13,0	8,3
<u>dont:</u> Belgique	4,0	5,8	4,7	6,7	3,6
Allemagne	1,3	5,8	5,1	4,2	3,7
2. Autres pays d'Europe	23,6	21,3	8,3	8,1	8,3
<u>dont:</u> Suisse	18,9	17,6	5,1	5,3	5,7
Royaume-Uni	4,7	3,7	2,8	2,5	2,2
ASIE	25,8	27,1	49,2	50,2	55,1
<u>dont:</u> Emirats Arabes Unis	0,7	12,9	34,9	34,0	39,3
Pakistan	14,1	9,3	8,2	7,3	6,2
AFRIQUE	41,3	35,8	30,3	27,3	26,9
<u>dont:</u> R.D.C.	19,3	16,8	15,7	10,5	10,5
Egypte	7,1	4,6	4,1	3,6	3,1
Kenya	2,0	2,0	2,1	2,3	1,4
Ouganda	3,4	3,1	2,4	2,5	3,5
Rwanda	4,7	4,0	1,6	3,0	1,4
AMERIQUE	1,3	2,1	1,4	1,3	1,3
<u>dont:</u> Etats-Unis	1,1	1,9	1,2	1,1	1,1
OCEANIE	0,1	0,3	0,1	0,1	0,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur BRB, OBR et ISTEUBU

A l'importation, la part de l'Asie s'est établie à 52,6 contre 55,2%, essentiellement en provenance de la Chine (15,1 contre 13,0%) et de l'Arabie saoudite (15,1 contre 17,2%).

Les importations en provenance de l'Afrique représentaient 28,0 contre 24,6%, principalement de la Zambie (4,9 contre 3,2%) et des pays la Communauté Est Africaine (CEA), notamment la Tanzanie (6,5

contre 6,3%), le Kenya (5,4 contre 4,9%) et l'Ouganda (4,3 contre 5,1%).

La part de l'Europe s'est élevée à 17,3 contre 18,4% en 2018 et était essentiellement constituée des importations en provenance de l'Union européenne (12,7 contre 13,6%), notamment la Belgique et l'Allemagne.

Tableau 22: Principaux pays d'importation (en % du total)

	2015	2016	2017	2018	2019
EUROPE	31,4	34,7	19,0	21,1	16,6
1. Union Européenne	7,8	13,4	10,7	13,0	8,3
dont: Belgique	4,0	5,8	4,7	6,7	3,6
Allemagne	1,3	5,8	5,1	4,2	3,7
2. Autres pays d'Europe	23,6	21,3	8,3	8,1	8,3
dont: Suisse	18,9	17,6	5,1	5,3	5,7
Royaume-Uni	4,7	3,7	2,8	2,5	2,2
ASIE	25,8	27,1	49,2	50,2	55,1
dont: Emirats Arabes Unis	0,7	12,9	34,9	34,0	39,3
Pakistan	14,1	9,3	8,2	7,3	6,2
AFRIQUE	41,3	35,8	30,3	27,3	26,9
dont: R.D.C.	19,3	16,8	15,7	10,5	10,5
Egypte	7,1	4,6	4,1	3,6	3,1
Kenya	2,0	2,0	2,1	2,3	1,4
Ouganda	3,4	3,1	2,4	2,5	3,5
Rwanda	4,7	4,0	1,6	3,0	1,4
AMERIQUE	1,3	2,1	1,4	1,3	1,3
dont: Etats-Unis	1,1	1,9	1,2	1,1	1,1
OCEANIE	0,1	0,3	0,1	0,1	0,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR et ISTEEBU)

II.2.1.2. Balance des services

Le déficit des échanges des services s'est détérioré en 2019 par rapport à 2018, s'établissant à -327.416,8 contre -210.215,5 MBIF. Ce déficit est tiré, à la fois, par la hausse des dépenses d'importation de services

(+75.322,4 MBIF) et par la diminution des recettes d'exportation de services (-41.878,8 MBIF).

II.2.1.2.1. Les exportations des services

Les exportations des services ont diminué de 22,4%, s'établissant à 145.186,7 contre 187.065,6 MBIF, en liaison essentiellement avec la baisse des recettes de services fournis

par les administrations publiques (-28,9%), qui sont passées de 143.687,8 à 102.199,3 MBIF en 2019.

Tableau 23: Exportations des services (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019
A. SERVICES	91 868,0	120 770,0	169 199,5	187 065,6	145 186,7
1. Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Services d'entretien et de réparation n.i.a.	956,5	0,0	0,0	132,1	256,7
3. Transports	4 039,6	3 655,9	3 238,9	3 952,8	2 889,4
<i>a. maritimes</i>	743,5	466,7	301,6	483,7	600,2
<i>b. aériens</i>	2 531,7	2 267,8	2 470,9	2 964,7	1 046,2
<i>c. routiers</i>	764,4	915,2	452,2	478,1	1 162,3
<i>d. Services postaux et de messagerie</i>	0,0	6,2	14,2	26,3	80,6
4. Voyages	3 438,2	3 132,2	5 201,0	6 983,3	4 474,6
<i>a. professionnels</i>	37,4	372,7	739,1	550,1	628,6
<i>b. personnels</i>	3 400,8	2 759,4	4 461,8	6 433,2	3 846,0
5. Services de construction	0,0	0,0	0,0	2 266,5	0,0
6. Services d'assurance et de pension	1 637,4	2 153,4	1 539,6	1 400,1	2 926,0
7. Services financiers (autres qu'assurance)	3 173,3	1 958,9	1 456,9	1 385,4	767,9
8. Frais d'utilisation de la propriété intellectuelle	10,7	0,4	23,7	0,0	0,0
9. Services de télécommunications, d'informatique et d'information	12 153,1	5 974,6	5 471,7	7 438,3	5 712,2
10. Autres services aux entreprises	6 700,7	12 325,7	12 660,3	19 780,7	25 934,4
11. Services personnels, culturels et récréatifs	10,9	53,7	0,0	38,6	26,3
12. Services fournis par les administrations publiques, n.c.a	59 747,5	91 515,2	139 607,3	143 687,8	102 199,3

Source: BRB

II.2.1.2.2. Les importations des services

Les importations des services ont augmenté de 19,0%, s'établissant à 472.603,5 contre 397.281,1 MBIF. Cette augmentation est principalement imputable aux paiements des services de transports, principale

composante des dépenses de services, (304.189,8 contre 274.254,2 MBIF), des services aux entreprises (51.176,1 contre 34.074,2 MBIF) ainsi que des services de construction (29.594,7 contre 3.188,0 MBIF).

Tableau 24: Importations des services (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019
A. SERVICES	359 188,0	355 887,7	400 540,8	397 281,1	472 603,5
1. Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Services d'entretien et de réparation n.i.a.	0,0	0,0	297,8	0,0	32,1
3. Transports	219 126,3	205 106,7	256 727,4	274 254,2	304 189,8
<i>a. maritimes</i>	39 656,7	34 819,6	44 367,6	48 273,1	53 915,4
<i>b. aériens</i>	54 589,1	55 910,1	69 405,0	67 674,9	74 286,7
<i>c. routiers</i>	124 880,5	113 079,8	141 422,5	156 619,9	174 663,8
<i>d. Services postaux et de messagerie</i>	0,0	1 297,1	1 532,3	1 686,3	1 323,9
4. Services de voyage	46 131,7	45 871,2	41 483,7	40 635,1	46 759,7
<i>a. professionnels</i>	11 714,4	17 414,9	20 083,4	22 427,3	26 774,4
<i>b. personnels</i>	34 417,3	28 456,3	21 400,3	18 207,8	19 985,3
5. Services Construction	2 760,1	1 644,0	3 388,3	3 188,0	29 594,7
6. Services d'assurance et de pension	3 408,5	3 692,9	4 052,1	2 078,7	2 789,5
7. Services financiers (autres qu'assurance)	15 465,0	6 144,9	4 375,3	3 918,9	1 644,7
8. Services d'utilisation de la propriété intellectuelle	5,1	249,7	33,2	0,0	0,0
9. Services de télécommunications, d'informatique et d'information	11 614,0	8 907,8	13 900,7	15 300,0	18 225,4
10. Autres services aux entreprises	23 708,8	28 706,0	36 368,5	34 074,2	51 176,1
11. Services personnels, culturels et récréatifs	0,0	59,0	46,1	23,6	14,5
12. Services aux administrations publiques, n.c.a	36 968,5	55 505,5	39 867,7	23 808,5	18 176,9

Source: BRB

II.2.1.3. Les revenus primaires

Bien qu'il soit faible, l'excédent des revenus primaires a augmenté en 2019, passant de 11.480,5 à 16.115,3 MBIF.

Cette augmentation a résulté de la progression des revenus des salariés

(29.114,8 contre 20.494,5 MBIF). Par contre, le solde déficitaire des revenus d'investissements s'est creusé (-12.996,9 contre -9.014,0 MBIF).

Tableau 25: Solde des revenus primaires (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019
1. Rémunérations des salariés	13 488,1	10 979,3	15 158,7	20 494,5	29 114,8
2. Revenus des investissements	-12 929,6	-13 333,1	-11 909,7	-9 014,0	-12 996,9
Revenus des investissements directs	-9 065,3	-4 884,7	-1 990,0	-3 008,3	-3 803,9
Revenus des investissements de portefeuille	-4,0	-620,4	-1 426,6	1 869,1	-11,3
Revenus des autres investissements	-5 265,1	-8 049,9	-8 604,8	-8 093,1	-9 417,1
Revenus des avoirs de réserve	1 404,7	221,9	111,6	218,3	235,5
3. Autres revenus primaires	1,6	0,0	-0,2	0,0	-2,5
SOLDE TOTAL	560,1	-2 353,9	3 248,8	11 480,5	16 115,3

Source : BRB

II.2.1.4. Les revenus secondaires

Le solde excédentaire des transferts courants s'est accru de 47,7%, s'établissant à 662.281,0 contre 448.455,1 MBIF, résultant de la hausse des transferts du secteur public (+108,4%) et du secteur privé

(+38,8%). Les transferts personnels, qui représentaient 20% des transferts courant privés, ont significativement augmenté, passant de 31.203,4 à 108.516,8 MBIF.

Tableau 26: Revenus secondaires (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019
1. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	225 012,3	74 081,4	70 390,1	57 043,8	118 877,2
Crédit	225 012,3	74 187,9	74 089,5	57 043,8	118 877,2
Débit	0,0	106,5	3 699,4	0,0	0,0
2. SECTEUR PRIVE	260 722,2	290 973,7	339 582,1	391 411,2	543 403,9
Crédit	307 580,8	338 981,5	380 920,0	448 920,4	588 240,8
Débit	46 858,6	48 007,8	41 337,9	57 509,2	44 837,0
a. transferts personnels	33 668,3	18 268,9	16 009,4	31 203,4	108 516,8
Crédit	59 403,6	38 977,2	35 350,5	58 965,7	134 045,6
Débit	25 735,2	20 708,3	19 341,1	27 762,3	25 528,8
b. Autres transferts courants	227 053,9	272 704,8	323 572,7	360 207,8	434 887,1
Crédit	248 177,2	300 004,3	345 569,5	389 954,7	454 195,3
Débit	21 123,4	27 299,4	21 996,7	29 746,9	19 308,2
SOLDE TOTAL	485 734,5	365 055,1	409 972,2	448 455,1	662 281,0

Source: BRB

II.2.2. Compte de capital

Le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 250.739,6 MBIF contre 211.043,6 MBIF l'année précédente, soit une hausse de 18,8%. Cette variation est

attribuable à l'accroissement des dons projets au profit de l'administration publique (252.873,3 contre 211.207,0 MBIF).

Tableau 27 : Compte de capital (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019
TRANSFERT DE CAPITAL	87 336,7	116 582,9	142 167,5	211 043,6	250 739,6
Crédit	90 362,6	119 398,6	145 127,8	211 888,2	254 136,5
Débit	3 026,0	2 815,8	2 960,3	844,5	3 396,9
1. Administrations publiques	87 637,7	116 948,3	142 845,8	211 207,0	252 873,3
Crédit	89 973,8	119 018,5	144 288,2	211 336,6	253 937,0
Débit	2 336,1	2 070,2	1 442,3	129,5	1 063,7
- Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres transferts en capital	87 637,7	116 948,3	142 845,8	211 207,0	252 873,3
Crédit	89 973,8	119 018,5	144 288,2	211 336,6	253 937,0
Débit	2 336,1	2 070,2	1 442,3	129,5	1 063,7
2. Autres secteurs	-301,0	-365,4	-678,3	-163,4	-2 133,7
Crédit	388,8	380,2	839,7	551,6	199,5
Débit	689,9	745,6	1 518,0	715,0	2 333,2
- Remises de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres transferts en capital	-301,0	-365,4	-678,3	-163,4	-2 133,7
Crédit	388,8	380,2	839,7	551,6	199,5
Débit	689,9	745,6	1 518,0	715,0	2 333,2

Source : BRB

II.2.3. Compte d'opérations financières

Le compte financier a dégagé un besoin de financement de 425.378,5 contre 428.351,7 MBIF, résultant principalement de la détérioration du solde des autres investissements (-506.251,3 contre -374.708,1 MBIF). Cette détérioration est liée à la hausse des engagements sous forme de prêts à long terme en faveur de l'administration publique

(99.705,9 contre 29.310,0 MBIF) et de la Banque Centrale (45.255,5 contre -31.562,2 MBIF).

S'agissant des avoirs de réserves, elles ont augmenté de 81.420,8 MBIF en 2019 contre une diminution de 53.643,6 MBIF en 2018.

Tableau 28: Compte d'opérations financières (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019
1. INVESTISSEMENTS DIRECTS	-99 839,7	-109 120,5	-269 748,0	0,0	-548,0
Acquisition net d'actifs financiers	239,2	35,5	17,2	0,0	1 380,6
Accroissement net des passifs	100 079,0	109 156,0	269 765,2	0,0	1 928,6
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	-11 071,2	-3 865,0	75 621,6	0,0	0,0
Acquisition net d'actifs financiers	746,8	0,0	78 343,5	0,0	0,0
Accroissement net des passifs	11 818,0	3 865,0	2 721,9	0,0	0,0
3. DERIVES FINANCIERS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Acquisition net d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accroissement net des passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. AUTRES INVESTISSEMENTS	-108 472,0	-274 425,9	-313 969,5	-374 708,1	-506 251,3
Acquisition net d'actifs financiers	26 866,9	14 879,0	157 810,3	119 112,2	69 290,6
4.1 Autres participations	0,0	0,0	0,0	0,0	188,1
4.2 Numéraires et dépôts/Monnaie fiduciaire et dépôts	10 878,3	-82 155,6	13 810,8	4 015,7	-5 311,2
<i>Banque centrale</i>	<i>-7 244,1</i>	<i>4 042,3</i>	<i>7 172,7</i>	<i>4 749,3</i>	<i>3 998,4</i>
<i>Administration publique</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Institutions de dépôts autres que la banque centrale</i>	<i>18 122,4</i>	<i>-86 197,9</i>	<i>6 638,1</i>	<i>-733,6</i>	<i>-9 376,1</i>
<i>Autres secteurs</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>66,5</i>
4.3 Prêts	6 706,3	-639,0	-1 671,5	-2 413,4	225,3
<i>Banque centrale</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Institutions de dépôts autres que la banque centrale</i>	<i>6 706,3</i>	<i>-704,9</i>	<i>-1 671,5</i>	<i>-2 413,4</i>	<i>-688,0</i>
<i>Administration publique</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Autres secteurs</i>	<i>0,0</i>	<i>66,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>913,3</i>
4.4. Crédits commerciaux	24 749,5	97 838,8	143 060,1	120 391,4	69 586,1
<i>Banque centrale</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Institutions de dépôts autres que la banque centrale</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Administration publique</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Autres secteurs</i>	<i>24749,5</i>	<i>97838,8</i>	<i>143 060,1</i>	<i>120 391,4</i>	<i>69 586,1</i>
4.5. Autres comptes à recevoir/à payer	-15 467,1	-165,2	2 610,9	-2 881,5	4 602,4
4.2 Accroissement net des passifs	135 339,0	289 304,9	471 779,9	493 820,3	575 542,0
4.1 Autres participations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.2 Numéraires et dépôts/Monnaie fiduciaire et dépôts	-5 085,8	-12 839,9	18 314,3	27 967,9	33 385,4
<i>Banque centrale</i>	<i>60,0</i>	<i>-764,5</i>	<i>4 876,0</i>	<i>2 882,4</i>	<i>1 863,5</i>
<i>Administration publique</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Institutions de dépôts autres que la banque centrale</i>	<i>-5 145,8</i>	<i>-12 075,4</i>	<i>13 438,3</i>	<i>25 085,5</i>	<i>30 157,9</i>
<i>Autres secteurs</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1 363,9</i>
4.3 Prêts	22 484,4	-20 235,4	-36 160,9	-4 783,6	145 092,6
<i>Banque centrale</i>	<i>-16 692,6</i>	<i>-29 683,8</i>	<i>-28 353,1</i>	<i>-31 562,2</i>	<i>45 255,5</i>
<i>Institutions de dépôts autres que la banque centrale</i>	<i>2 701,3</i>	<i>-2 251,5</i>	<i>-1 040,7</i>	<i>-678,2</i>	<i>0,0</i>
<i>Administration publique</i>	<i>24 679,1</i>	<i>18 202,3</i>	<i>-1 825,9</i>	<i>29 310,0</i>	<i>99 705,9</i>
<i>Autres secteurs</i>	<i>11 796,5</i>	<i>-6 502,4</i>	<i>-4 941,1</i>	<i>-1 853,2</i>	<i>131,1</i>
4.4. Crédits commerciaux	117 153,6	323 193,2	489 616,2	470 641,1	396 987,4
<i>Banque centrale</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Institutions de dépôts autres que la banque centrale</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Administration publique</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Autres secteurs</i>	<i>117 153,6</i>	<i>323 193,2</i>	<i>489 616,2</i>	<i>470 641,1</i>	<i>396 987,4</i>
4.5. Autres comptes à recevoir/à payer	786,7	-813,0	10,3	-5,1	76,6
5. AVOIRS DE RESERVES	-272 111,7	-64 005,6	4 514,4	-53 643,6	81 420,8
SOLDE TOTAL	-491 494,7	-451 417,1	-503 581,6	-428 351,7	-425 378,5

Source: BRB

II.3. FINANCES PUBLIQUES

Au cours de l'année 2019, le déficit des finances publiques (dons compris) s'est légèrement accru par rapport à celui de l'année précédente (-270.521,4 contre -264.213,6 MBIF).

Rapporté au PIB, le ratio du déficit global (dons compris) s'est établi à -4,3 contre -4,4% en 2018.

Tableau 29: Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019	Prévisions 2019	Tx de réal
A. RECETTES ET DONNS	739047	757077	898431	1048226	1244008	1282106	97,0
1. RECETTES	594 432,2	638 058,1	754 142,6	836 889,2	990 070,8	864 530,2	114,5
Recettes fiscales	543 666,1	584 607,6	699 090,9	770 877,9	890 452,3	806 890,1	110,4
Recettes non fiscales	47 004,2	53 328,2	55 051,7	66 011,3	99 618,4	57 640,1	172,8
Recettes exceptionnelles	3 761,8	122,3	0,0	0,0	0,0	44 661,1	
2. DONNS	144 614,7	119 018,5	144 288,2	211 336,6	253 936,9	372 914,8	68,1
Dons courants	54 252,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Dons en capital	89 973,8	119 018,5	144 288,2	211 336,6	253 936,9	372 914,8	68,1
B. DEPENSES	1 092 787,2	1 044 038,8	1 145 251,2	1 312 439,4	1 514 529,1	1 458 549,9	103,8
1. DEPENSES COURANTES	901 959,0	783 014,0	863 733,7	914 155,8	929 222,8	906 069,6	102,6
dont: Dépenses sur biens et services	596 496,8	512 645,4	546 058,3	578 213,8	603 298,9	550 037,8	109,7
-Salaires	322 820,1	359 088,0	385 815,5	408 657,4	441 630,5	425 749,0	103,7
-Achats de biens et autres services	273 676,8	153 557,4	160 242,9	169 556,4	161 668,4	124 288,8	130,1
Subventions et autres transferts	247 643,6	219 550,8	278 331,0	290 373,5	289 936,8	272 297,7	106,5
Solde courant hors dons	-307 526,8	-144 955,9	-109 591,0	-77 266,7	60 848,0	-41 539,4	-146,5
Solde courant dons compris	-162 912,1	-25 937,4	34 697,1	134 069,9	314 784,9	376 036,5	83,7
2. DEPENSES EN CAPITAL	190 828,3	261 024,7	281 517,5	398 283,5	585 306,3	552 480,3	105,9
Solde global hors dons (base droits constatés)	-498 355,1	-405 980,7	-391 108,6	-475 550,2	-524 458,4	-594 019,8	88,3
Solde global dons compris (base droits const.)	-353 740,4	-286 962,2	-246 820,4	-264 213,6	-270 521,4	-176 443,8	153,3
C. FINANCEMENT	353 740,4	286 962,2	246 820,4	264 213,6	270 521,4	176 443,8	153,3
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	6 920,9	18 202,3	(1 825,9)	29 310,0	99 706,0	3 099,4	3 217,0
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	370 627,0	260 670,2	268 389,8	236 502,6	234 742,2	173 344,4	135,4
a. Secteur bancaire	327 066,5	224 809,4	228 782,2	248 385,9	252 972,2	143 064,1	176,8
b. Secteur non bancaire	43 560,5	35 860,8	39 607,6	-11 883,3	-18 230,0	30 280,4	-60,2
3. ERREURS ET OMISSIONS	-23 807,5	8 089,7	-19 743,5	-1 598,9	-63 926,7	0,0	

Source: MFBCDE et BRB

II.3.1. Recettes et dons

Les ressources totales de l'Etat se sont accrues de 18,7%, s'établissant à 1.244,0 contre 1.048,2 Mds de BIF, en liaison avec l'augmentation des recettes intérieures (990.070,8 contre 836.889,2 MBIF). De même, les dons projets ont augmenté de 42.600,3 MBIF, passant de 211.336,6 à 253.936,9 MBIF.

Par rapport aux prévisions budgétaires (1.282,1 Mds de BIF), le taux de réalisation des ressources totales de l'Etat a été de 97,0 contre 85,6% l'année précédente. Les recettes intérieures ont été réalisées à 114,5%.

Tableau 30: Recettes et dons (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2019/2018	%
I. RECETTES	594 432,2	638 058,1	754 142,6	836 889,2	990 070,8	153 181,6	18,3
1. RECETTES FISCALES	543 666,1	584 607,5	699 090,9	770 877,9	890 452,3	119 574,4	15,5
Impôts sur les revenus	132 037,2	132 475,0	151 525,7	171 677,7	218 012,3	46 334,6	27,0
Sociétés	75 130,9	75 708,5	76 039,2	106 417,0	147 127,6	40 710,6	38,3
Personnes physiques	56 464,1	56 333,6	75 233,5	64 979,4	70 668,6	5 689,2	8,8
Autres impôts sur les revenus	442,2	432,9	253,0	281,3	216,1	-65,2	-23,2
Impôts sur le commerce intérieur	341 139,5	351 777,2	465 995,0	508 706,0	570 335,5	61 629,5	12,1
Taxes sur les transactions	208 080,4	221 771,7	270 127,5	300 362,4	340 843,1	40 480,7	13,5
Taxes de consommation sur le tabac	7 456,3	3 811,0	4 085,2	4 507,1	4 576,0	69,0	1,5
Taxes de consomm./bière et boiss. gaz.	74 629,6	75 573,2	93 542,6	98 533,2	103 359,3	4 826,1	4,9
Autres impôts intérieurs	50 973,2	50 621,2	98 239,7	105 303,4	121 557,1	16 253,7	15,4
Impôts sur le commerce extérieur	52 966,4	67 178,7	68 075,1	75 904,2	90 806,4	14 902,2	19,6
Taxes à l'importation	45 671,4	59 111,6	57 863,7	66 621,7	82 159,9	15 538,2	23,3
Taxes à l'exportation	120,1	425,8	419,5	1 099,2	324,0	-775,2	-70,5
Autres impôts sur le commerce extérieur	7 174,9	7 641,2	9 791,9	8 183,3	8 322,5	139,2	1,7
Compensation COMESA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres recettes fiscales	17 523,1	33 176,7	13 495,2	14 589,9	11 298,1	-3 291,8	-22,6
2. RECETTES NON FISCALES	47 004,2	53 328,2	55 051,7	66 011,3	99 618,4	33 607,2	50,9
Dividendes	11 059,6	11 924,6	10 734,2	16 607,1	41 922,6	25 315,5	152,4
Autres recettes	35 944,7	41 403,6	44 317,5	49 404,2	57 695,8	8 291,6	16,8
3. RECETTES EXCEPTIONNELLES	3 761,8	122,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
II. DONS	144 225,9	119 018,4	144 288,2	211 336,6	253 936,9	42 600,3	20,2
Dons courants	54 252,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dons en capital	89 973,8	119 018,4	144 288,2	211 336,6	253 936,9	42 600,3	20,2
TOTAL	738 658,1	757 076,5	898 430,8	1 048 225,8	1 244 007,7	195 781,9	18,7

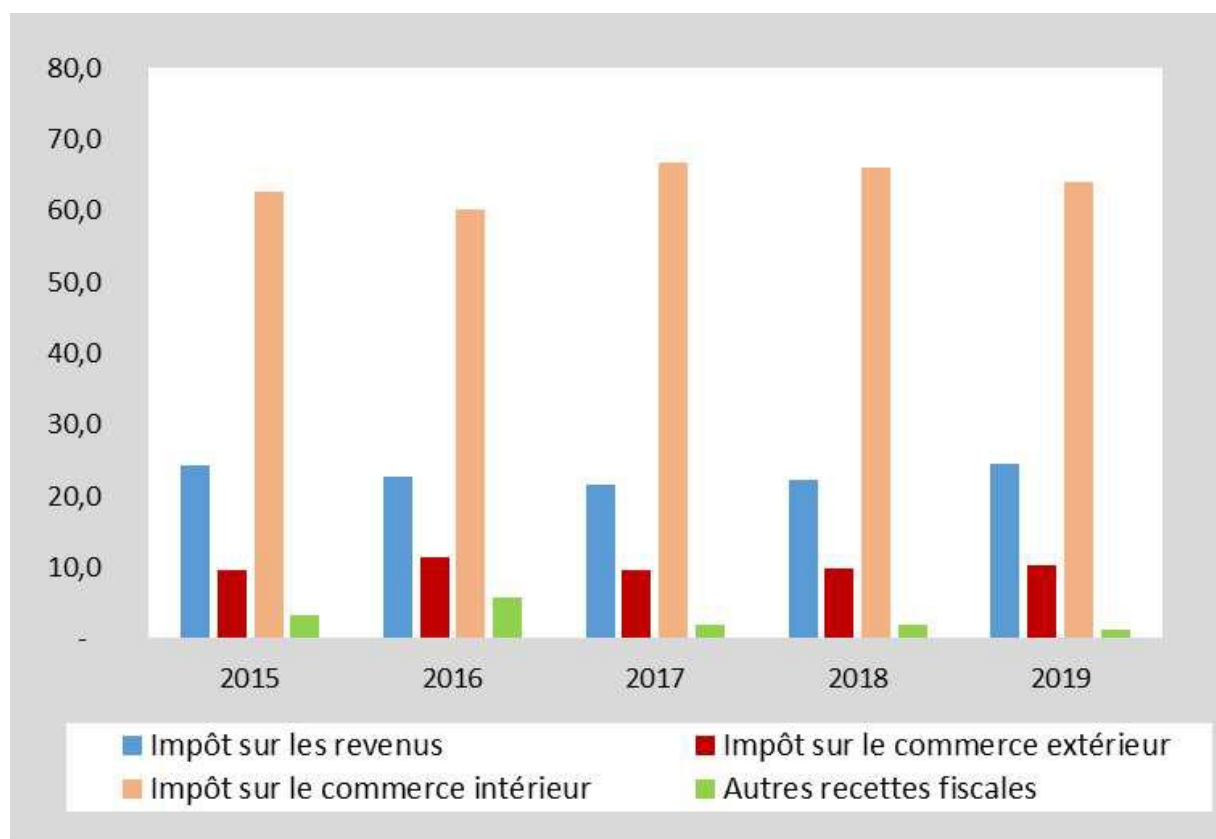
Source: MFBCDE

II.3.1.1. Recettes

Les recettes intérieures de l'Etat ont augmenté de 18,3% par rapport à l'année précédente (990.070,8 contre 836.889,2 MBIF), en rapport avec l'accroissement des recettes fiscales (119.574,4 MBIF) et non fiscales (46.334,6 MBIF).

II.3.1.1.1. Recettes fiscales

Les recettes fiscales se sont accrues de 15,5%, passant de 770.877,9 à 890.452,3 MBIF, grâce à la performance de la collecte fiscale par l'Office Burundais des Recettes. Le taux de réalisation s'est établi à 110,4 contre 103,7% l'année précédente.

Graphique 5: Composition des recettes fiscales (en % du total)


Source: BRB, sur base des statistiques MFBCDE

La progression des recettes fiscales a porté sur l'impôt sur le revenu (46.334,6 MBIF), l'impôt sur le commerce extérieur (14.902,2 MBIF) et l'impôt sur le commerce intérieur (61.629,5MBIF), les autres recettes fiscales ayant diminué de 3.291,8 MBIF.

II.3.1.1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont augmenté de 50,9%, passant de 66.011,3 à 99.618,4 MBIF. Cette hausse est liée à la progression aussi bien des dividendes (25.315,5 MBIF) que des « autres recettes » (8.291,6 MBIF).

II.3.1.2. Dons

Les appuis extérieurs ont progressé de 20,2 % par rapport à l'année précédente (253.936,9 contre 211.336,6 MBIF). Par rapport aux prévisions de 372.914,8 MBIF, les dons ont été réalisés à hauteur de 68,1%.

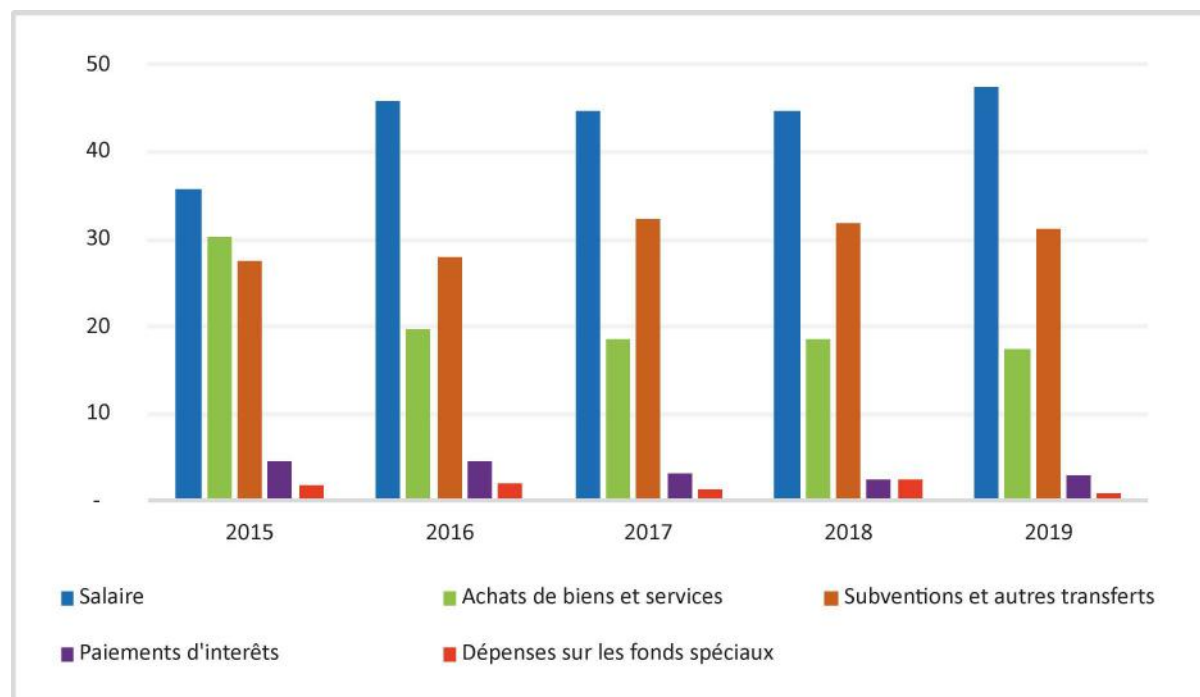
II.3.2. Dépenses

Par rapport à l'année précédente, les dépenses publiques ont progressé de 15,4%, passant de 1.312,4 à 1.514,5 Mds de BIF. Cette progression a concerné les dépenses courantes (+15.067,0 MBIF) ainsi que les dépenses en capital (+187.022,8MBIF).

Au niveau de leur structure, les dépenses courantes représentaient 61,4% des dépenses totales et les dépenses en capital 38,6%. S'agissant des dépenses courantes,

elles sont principalement constituées de salaires (47,5%), des achats de biens et autres services (17,4%) et des subventions et transferts (31,2%).

Graphique 6: Structure des dépenses courantes (en %)



Source: BRB, sur base des statistiques du MFBCDE

Les dépenses en capital ont été financées par des ressources internes à raison de 213.915,9 MBIF et par des ressources externes sous forme de dons en capital (253.936,9 MBIF) et de tirages sur emprunts extérieurs (117.453,5 MBIF).

II.3.3. Solde global et financement

Le déficit des finances publiques (dons compris) s'est établi à 270.521,4 contre 264.213,6 MBIF en 2018 et a été financé par les ressources intérieures (234.742,2 MBIF) et extérieures (99.706,0 MBIF).

Le financement intérieur net a légèrement diminué, s'établissant à 234.742,2 contre 236.502,6 MBIF, en rapport avec la baisse des engagements nets de l'Etat envers le secteur non bancaire (-18.230,00 contre -11.883,30 MBIF). Le financement extérieur net a augmenté (99.706,0 contre 29.310,0MBIF), principalement en rapport avec la progression des tirages sur prêts directs (117.453,5 contre 41.254,6MBIF).

II.3.4. Dette publique

La dette publique s'est accrue de 18,5%, passant de 2.753,5 à 3.263,4 Mds de BIF. Cette augmentation a porté tant bien sur la dette intérieure (+35,3%) que sur la dette

extérieure (+16,3%). Rapportée au PIB, la dette publique totale représentait 52,2% en 2019 contre 47,3% en 2018.

Tableau 31: Structure de la dette publique (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019
DETTE INTERIEURE	1 070 572,8	1 376 307,8	1 647 896,9	1 937 821,9	2 314 985,5
1. Bons et obligations du Trésor	378 907,0	584 745,3	829 763,9	1 106 829,2	1 497 630,9
2. Engagements envers la B.R.B.	641 724,6	752 299,8	787 208,1	772 108,5	746 479,4
3. Autres	49 941,2	39 262,7	30 924,9	58 884,2	70 875,2
DETTE EXTERIEURE	691 234,5	723 848,1	778 292,4	815 659,1	948 429,4
1. Dette directe	688 985,1	721 700,0	776 284,5	813 791,5	946 831,8
2. Dette indirecte	2 249,4	2 148,1	2 008,0	1 867,6	1 597,6
TOTAL	1 761 807,3	2 100 156,0	2 426 125,9	2 753 481,0	3 263 414,9
En pourcentage de l'encours total					
DETTE INTERIEURE	60,8	65,5	67,9	70,4	70,9
1. Bons et obligations du Trésor	21,5	27,8	34,2	40,2	45,9
2. Engagements envers la B.R.B.	36,4	35,8	32,4	28,0	22,9
3. Autres	2,8	1,9	1,3	2,1	2,2
DETTE EXTERIEURE	39,2	34,5	32,1	29,6	29,1
1. Dette directe	39,1	34,4	32,0	29,6	29,0
2. Dette indirecte	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
En pourcentage du PIB					
DETTE INTERIEURE	24,2	28,4	28,9	33,3	37,0
DETTE EXTERIEURE	15,6	14,9	13,6	14,0	15,2
TOTAL	39,9	43,3	42,5	47,3	52,2
Pour mémoire: PIB (en Mds de BIF)	4 417,9	4 848,2	5 702,1	5 816,7	6 254,8

Source: BRB et MFBCDE

II.3.4.1. Dette intérieure

La dette intérieure a augmenté de 19,5%, passant de 1.937,8 à 2.315,0 Mds de BIF. Cet accroissement est particulièrement lié à l'augmentation des engagements de l'Etat envers les banques commerciales (+409.031,7 MBIF). Par contre, les engagements de l'Etat envers la Banque Centrale ont diminué (-25.629,1 MBIF).

L'Etat a principalement recouru aux titres du Trésor dont l'encours a augmenté de 35,3%, passant de 1.106,8 à 1.497,6 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur les obligations du Trésor (+506.701,4 MBIF), l'encours des bons du Trésor ayant diminué (-115.899,7 MBIF).

Tableau 32: Encours des titres du Trésor (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019
Banques Commerciales	253 788,1	438 079,6	643 490,6	932 439,2	1 341 470,9
Bons	175 202,1	314 364,2	459 750,2	88 202,7	57 683,0
Obligations	78 586,0	123 715,4	183 740,4	844 236,5	1 283 787,9
Secteur non Bancaire	115 539,6	146 665,7	186 273,3	174 390,0	156 160,0
Bons	113 539,6	138 826,7	136 090,0	103 240,0	17 860,0
Obligations	2 000,0	7 839,1	50 183,3	71 150,0	138 300,0
Total	369 327,7	584 745,3	829 763,9	1 106 829,2	1 497 630,9
Bons	288 741,7	453 190,9	595 840,2	191 442,7	75 543,0
Obligations	80 586,0	131 554,5	233 923,7	915 386,5	1 422 087,9

Source: BRB

II.3.4.2. Dette extérieure

L'encours de la dette extérieure a augmenté de 15,7%, passant de 815.659,1 à 948.429,4 MBIF d'une année à l'autre.

Cet accroissement a résulté des tirages sur emprunts extérieurs (117.453,5 MBIF) et des

plus-values de réévaluation (33.064,3 MBIF) qui ont contrebalancé l'amortissement de la dette en principal (17.747,5 MBIF).

Tableau 33: Dette extérieure (en MBIF)

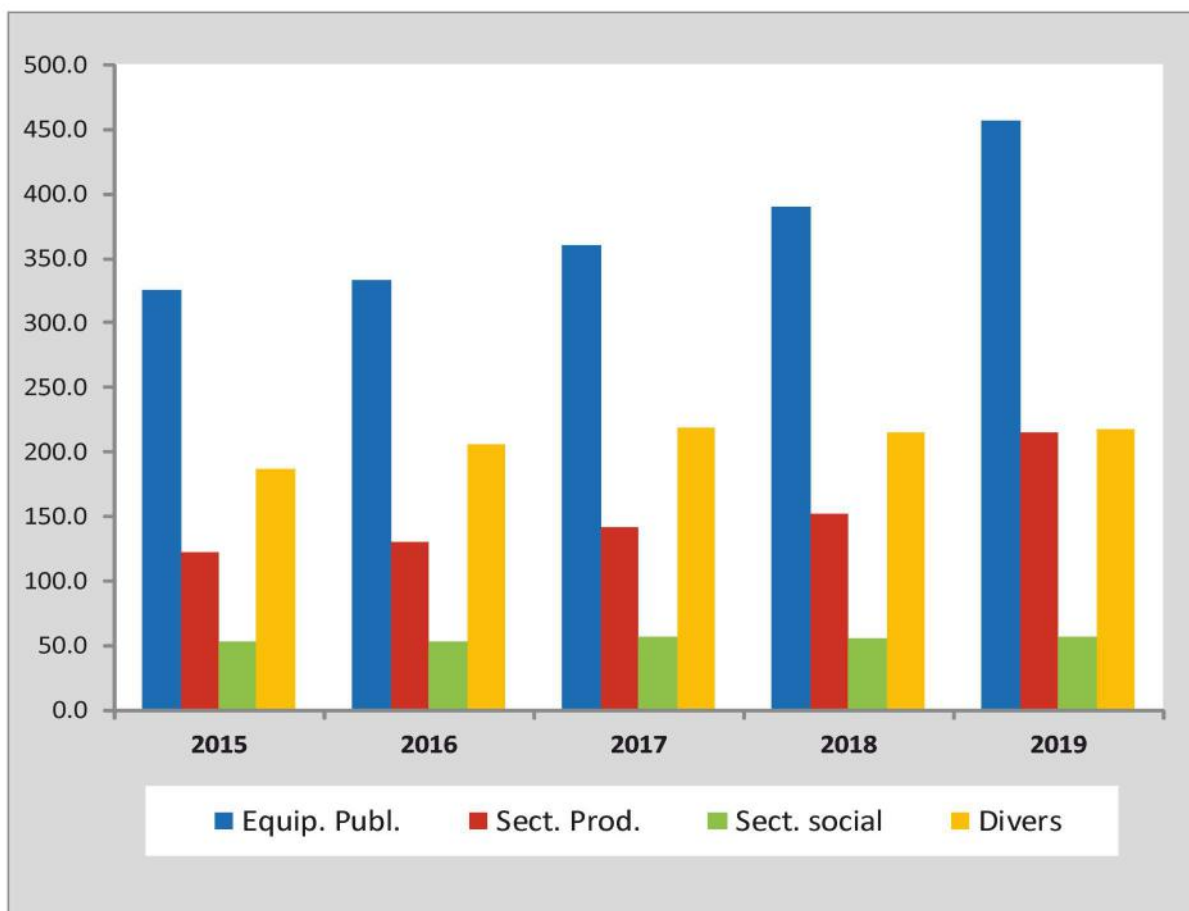
	2015	2016	2017	2018	2019
I. DETTE DIRECTE					
a. Encours début période	654 153,6	688 985,1	722 482,7	776 284,5	813 791,5
b. Tirages	31 267,2	25 498,2	14 165,9	41 254,6	117 453,5
c. Réévaluation	9 810,9	15 162,1	55 385,7	8 005,2	32 998,4
d. Amortissements	6 246,7	7 162,8	15 749,8	11 752,8	17 411,6
e. Encours fin période	688 985,1	722 482,7	776 284,5	813 791,5	946 831,8
II. DETTE INDIRECTE					
a. Encours début période	2 410,1	2 249,4	2 148,1	2 008,0	1 867,6
b. Tirages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c. Réévaluation	180,7	31,9	101,8	51,5	65,9
d. Amortissements	341,4	133,2	242,0	191,8	335,9
e. Encours fin période	2 249,4	2 148,1	2 008,0	1 867,6	1 597,6
III. DETTE TOTALE (I et II)					
a. Encours début période	656 563,7	691 234,5	724 630,8	778 292,4	815 659,1
b. Tirages	31 267,2	25 498,2	14 165,9	41 254,6	117 453,5
c. Réévaluation	9 991,7	15 194,0	55 487,5	8 056,7	33 064,3
d. Amortissements	6 588,1	7 295,9	15 991,7	11 944,6	17 747,5
e. Encours fin période	691 234,5	724 630,8	778 292,4	815 659,1	948 429,4
IV. DETTE TOTALE/ PIB (en %)	15,6	14,9	13,6	14,0	15,2
Pour mémoire: PIB (en Mds de BIF)	4 417,9	4 848,2	5 702,1	5 816,7	6 254,8

Source: BRB et MFBCDE

Les nouveaux tirages ont porté sur la dette directe provenant essentiellement de l'OPEP (13.508,7 MBIF), de la BEI (41.106,0 MBIF), d'EXIM BANK (60.098,1 MBIF), du Fonds Koweït (1.491,5 MBIF) et du Fonds Saoudien (1.105,6 MBIF).

Ces financements ont été orientés vers les équipements publics (48,3%), les projets divers (23,0%), les secteurs productifs (22,7%) et les secteurs sociaux (6,0%).

Graphique 7: Dette extérieure par secteurs économiques (en Mds de BIF)



Source: BRB, sur base des statistiques du MFBCDE

II.3.4.3. Service de la dette

En 2019, le service de la dette publique s'est accru de 8,1%, s'établissant à 71.865,5 contre 66.464,0 MBIF l'année précédente. Cette augmentation a porté sur le remboursement de la dette extérieure en principal (17.747,5 contre 11.944,6 MBIF) et en intérêts (9.615,6 contre 5.103,3 MBIF).

Le ratio du service de la dette par rapport aux recettes intérieures a baissé, s'établissant à 5,8 contre 6,3% l'année précédente. Par contre, le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportation de biens et services non facteurs s'est accru, passant de 3,4 à 5,7%.

Tableau 34: Service de la dette (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019
	En millions de BIF				
Service de la dette publique supporté par le budget	31 402,6	54 810,7	67 331,0	66 464,0	71 865,5
Dette intérieure	20 496,4	41 153,4	43 528,7	49 416,2	44 502,4
Principal	7 038,6	24 398,1	24 693,2	31 229,2	26 985,5
Intérêts	13 457,8	16 755,3	18 835,5	18 187,0	17 516,9
Dette extérieure	10 906,2	13 657,3	23 802,3	17 047,9	27 363,1
Principal	6 588,1	7 295,9	15 991,7	11 944,6	17 747,5
Intérêts	4 318,1	6 361,4	7 810,6	5 103,3	9 615,6
Recettes d'exportations de biens et services non facteurs	281 813,6	327 079,4	467 699,5	508 321,0	476 531,1
	En pourcentage				
Service de la dette publique par rapport aux dépenses du budget	2,9	5,2	5,9	5,1	4,8
Dette intérieure	1,9	3,9	3,8	3,8	3,0
Dette extérieure	1,0	1,3	2,1	1,3	1,8
Service de la dette publique par rapport aux ressources du budget	4,3	7,2	7,5	6,3	5,8
Dette intérieure	2,8	5,4	4,9	4,7	3,6
Dette extérieure	1,5	1,8	2,7	1,6	2,2
Service de la dette ext./recettes d'export. de biens et services non facteurs	3,9	4,2	5,1	3,3	5,7

Source: BRB et MFBCDE

II.4. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER

II.4.1. Situation monétaire

Les ressources et les emplois des institutions de dépôt se sont accrus à un rythme plus accéléré que celui de l'année précédente (21,1 contre 19,9%), s'établissant à 2.623,7 contre 2.166,3 Mds de BIF. Cette accélération a concerné, à la fois, la masse monétaire M3 (22,7 contre 19,9%) et les autres ressources (13,5 contre 5,1%).

Tableau 35: Situation monétaire à fin d'année (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019 (p)
Avoirs extérieurs bruts (a)	428 918,6	291 920,8	340 133,2	289 845,9	381 432,6
Engagements extérieurs (b)	504 788,7	468 443,9	494 533,2	493 046,9	587 772,9
Créances nettes sur l'Etat (c)	687 166,2	905 857,4	1 112 214,4	1 337 534,0	1 621 458,5
Crédit à l'Etat	946 582,5	1 227 512,5	1 461 623,5	1 763 431,9	2 161 307,2
Dépôts du secteur gouvernemental	259 416,3	321 655,1	349 409,1	425 897,9	539 848,7
Créances sur l'économie (d)	829 154,6	861 265,0	892 751,8	1 031 951,6	1 208 563,9
Crédit	797 687,6	843 560,6	872 004,7	1 009 475,3	1 149 147,3
Autres créances	31 467,0	17 704,4	20 747,1	22 476,3	59 416,6
RESSOURCES = EMPLOIS (a-b+c+d)	1 440 450,7	1 590 599,3	1 850 566,2	2 166 284,6	2 623 682,1
I. MASSE MONETAIRE (M3)	1 101 095,8	1 187 101,8	1 499 512,9	1 797 468,9	2 205 255,7
Masse monétaire (M2)	965 844,0	1 093 131,8	1 340 926,6	1 625 958,7	2 017 166,9
Monnaie (M1)	639 214,3	810 347,2	995 743,0	1 210 240,6	1 432 533,8
<i>Circulation fiduciaire hors banques</i>	203 080,3	231 253,8	263 500,5	295 598,6	359 960,0
<i>Dépôts à vue</i>	436 134,0	579 093,4	732 242,5	914 642,0	1 072 573,8
Quasi monnaie	326 629,7	282 784,6	345 183,6	415 718,1	584 633,1
Dépôts en devises des résidents	135 251,8	93 970,0	158 586,3	171 510,2	188 088,8
II. AUTRES RESSOURCES	339 354,9	403 497,5	351 053,3	368 815,7	418 426,4

Source: BRB

La croissance de la masse monétaire a été d'origine interne, avec une contribution de 22,9 points de pourcentage, alors que les avoirs extérieurs nets y ont exercé une légère incidence restrictive de 0,2 point de pourcentage.

Tableau 36: Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de %)

	2015	2016	2017	2018	2019 (p)
MASSE MONETAIRE M3 (en %)	-0,1	7,8	26,3	19,9	22,7
Avoirs extérieurs nets	-23,2	-9,1	1,9	-3,2	-0,2
Avoirs intérieurs nets	23,1	17,0	24,4	23,1	22,9
-Crédit intérieurs nets	25,5	22,8	20,0	24,3	25,6
<i>Créances nettes sur l'Etat</i>	27,6	19,9	17,4	15,0	15,8
<i>Créances sur l'économie</i>	-2,1	2,9	2,6	9,3	9,8
-Autres postes nets	-2,4	-5,8	4,4	-1,2	-2,7

Source: BRB

II.4.1.1. Masse monétaire et autres ressources

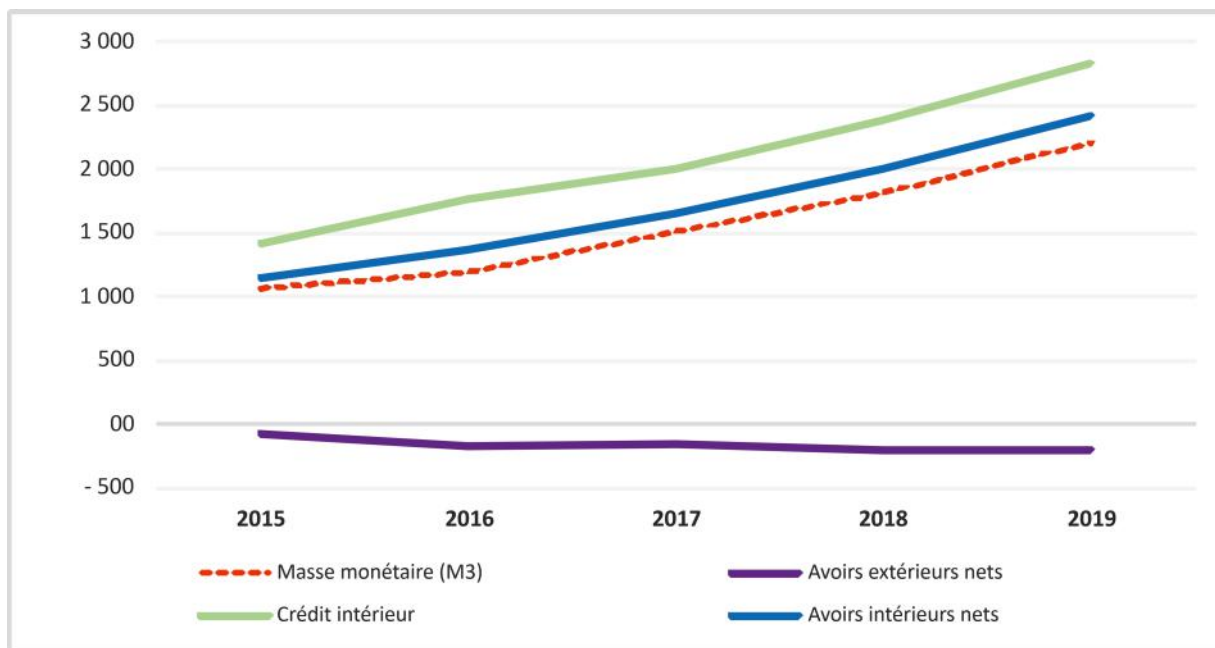
II.4.1.1.1. Masse monétaire

En glissement annuel, la masse monétaire M3 (2.205,3 contre 1.797,5 Mds de BIF) a augmenté de 22,7% à fin décembre 2019 contre 19,9% à la fin de l'exercice précédent. Cette progression a été tirée, à la fois, par l'agrégat monétaire M2 (24,1 contre 21,3%) et les dépôts en devises des résidents (9,7 contre 8,1%). S'agissant des composantes de M2, l'accélération de leurs croissances a concerné les dépôts à terme et d'épargne (40,6 contre 20,4%) et la circulation fiduciaire hors banques (21,8 contre 12,2%), alors que la

croissance des dépôts à vue a ralenti (17,3% contre 24,9%).

Les parts des disponibilités monétaires et des avoirs en devises des résidents dans l'agrégat M3 ont diminué par rapport à l'année précédente, s'établissant, respectivement, à 65,0 contre 67,4%, et à 8,5 contre 9,5%. En revanche, celle des dépôts à terme et d'épargne s'est accrue, passant de 23,1 à 26,5%.

Graphique 8: Masse monétaire et ses contreparties (en Mds de BIF)



Source : BRB

a. Monnaie

Les disponibilités monétaires se sont accrues de 18,4% contre 21,5% l'exercice précédent, en liaison avec l'augmentation des dépôts à vue en BIF (17,3 contre 24,9%) et de la circulation fiduciaire hors banques (21,8 contre 12,2%). La part des dépôts à vue dans M1 a diminué (74,9 contre 75,6%), tandis que celle de la circulation fiduciaire hors banques a légèrement augmenté (25,1 contre 24,4%).

La hausse des dépôts à vue en BIF a principalement porté sur les avoirs des ménages (22,1 contre 15,4%), des autres sociétés non financières (16,9 contre 45,7%) et ceux classés dans les autres comptes (13,7 contre 0,1%). En revanche, ceux des sociétés non financières publiques (-24,3 contre -10,1%) et des administrations locales (-46,1 contre -6,3%) ont baissé comme l'année précédente.

Tableau 37: Dépôts à vue par détenteurs à fin d'année (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018		2019	
				en MBIF	en % du total	en MBIF	en % du total
Ménages	216 304,2	276 775,1	315 808,9	364 470,8	39,9	442 403,6	41,3
Autres sociétés non financières	123 242,6	198 178,4	298 478,2	435 018,3	47,6	508 665,5	47,5
Sociétés non financières publiques	22 953,3	26 859,1	34 852,6	31 328,4	3,4	23 711,6	2,2
Administrations locales	1 823,1	3 304,7	3 799,1	3 560,4	0,4	1 919,3	0,2
Etablissements financiers	7 505,3	6 477,2	6 295,8	7 176,6	0,8	10 257,9	1,0
Autres comptes	69 022,7	67 498,9	73 007,9	73 087,6	8,0	83 134,2	7,8
TOTAL	440 851,2	579 093,4	732 242,5	914 642,1	100,0	1 070 092,1	100,0

Source: BRB

Les parts des dépôts à vue des ménages (41,5 contre 39,8%) et des établissements financiers (1,0 contre 0,8%) dans le total des dépôts à vue ont légèrement augmenté tandis que celles des autres sociétés non financières (47,4 contre 47,6%), des sociétés non financières publiques (2,2 contre 3,4%) et de ceux classés dans les autres comptes (7,8 contre 8,0%) ont légèrement diminué.

autres sociétés non financières (75,4 contre 38,9%), des ménages (31,4 contre 13,3%) et ceux classés dans les autres comptes (19,1 contre 25,8%). Par contre, les avoirs à terme et d'épargne des sociétés non financières publiques ont baissé de 19,8%, alors qu'ils avaient augmenté de 16,0% à la fin de l'année précédente.

b. Dépôts à terme et d'épargne

Les dépôts à terme et d'épargne en BIF ont augmenté de 40,6%, passant de 415.718,1 à 584.633,1MBIF. Cette augmentation a principalement concerné les placements des

Tableau 38: Dépôts à terme et d'épargne par détenteurs à fin d'année (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018		2019	
				(en MBIF)	(en % du total)	(en MBIF)	(en % du total)
Ménages	191 015,6	161 611,1	181 441,8	205 643,7	49,5	270 265,8	46,2
Autres sociétés non financières	60 017,0	54 656,3	91 317,1	126 812,6	30,5	222 431,4	38,0
Sociétés non financières publiques	21 013,4	13 533,6	14 651,7	16 996,3	4,1	13 628,7	2,3
Administrations locales	831,7	33,3	51,1	172,5	0,0	207,3	0,0
Etablissements financiers	8 529,9	8 653,0	8 711,4	4 437,6	1,1	4 674,6	0,8
Autres comptes	45 981,0	44 297,3	49 010,9	61 655,4	14,8	73 425,3	12,6
TOTAL	327 388,6	282 784,6	345 184,0	415 718,1	100,0	584 633,1	100,0

Source: BRB

La part des dépôts des autres sociétés non financières s'est accrue (38,0 contre 30,5%) au détriment de celles des ménages (46,2 contre 49,5%), des sociétés non financières publiques (2,3 contre 4,1%) et des dépôts classés dans les autres comptes (12,6 contre 14,8%) qui ont légèrement diminué.

c. Dépôts en devises des résidents

Les dépôts en monnaies étrangères ont augmenté de 9,7% à fin décembre 2019 contre 8,2% à fin décembre 2018, en liaison avec l'accroissement des avoirs des ménages (15,1 contre 15,7%) et ceux classés dans les autres comptes (38,2 contre 5,9%). En revanche, les dépôts en devises des autres sociétés non financières (-12,0 contre +22,9%) et des sociétés non financières publiques (-71,2 contre -74,5%) ont diminué.

II.4.1.1.2. Autres ressources

Les autres ressources du système bancaire se sont accrues de 49.709,8 MBIF, s'établissant à 418.526,4 contre 368.815,7 MBIF.

De fait, l'augmentation des fonds propres (+88.332,0 MBIF), des dépôts à l'importation (+39.636,2 MBIF) et du solde des transactions interbancaires (+6.356,0 MBIF) a contrebalancé la diminution des autres postes nets (-83.654,5 MBIF).

II.4.1.2. Contreparties de la masse monétaire

Les contreparties de la masse monétaire ont progressé à un rythme plus rapide que celui de 2018, en liaison avec l'augmentation du crédit intérieur.

II.4.1.2.1. Avoirs et engagements extérieurs

En glissement annuel, les avoirs extérieurs bruts ont augmenté de 31,6% à fin décembre 2019, passant de 289.845,9 à 381.432,6 MBIF, alors qu'ils avaient baissé de 14,8% à fin 2018. De même, les engagements extérieurs se sont accrus de 19,2% par rapport à fin décembre 2018, s'établissant à 587.772,9 contre 493.046,3 MBIF, alors qu'ils avaient légèrement diminué de 0,3% l'année précédente.

Tableau 39: Avoirs et engagements extérieurs (à fin d'année)

	2015	2016	2017	2018	2019
Avoirs extérieurs bruts (en MBIF)	428 918,6	291 920,8	340 133,2	289 845,9	381 432,6
Dont réserves officielles (en MUSD)	136,4	95,4	102,2	70,3	113,5
Engagements extérieurs (en MBIF)	504 788,7	468 443,9	494 533,2	493 046,9	587 772,9
Taux de change (fin de période)	1 617,1	1 688,6	1 766,7	1 808,3	1 881,1

Source: BRB

Les réserves officielles se sont améliorées de 61,5% à fin décembre 2019, contre une baisse de 31,2% une année auparavant. Ces réserves couvraient 1,5 mois d'importations de biens et services, contre 1,0 mois à fin décembre 2018.

II.4.1.2.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur (2.830,0 contre 2.369,5 Mds de BIF) s'est accru à un rythme légèrement plus accéléré qu'en 2018 (19,4 contre 18,2%), en liaison avec la progression, à la fois, de l'endettement net de l'Etat et des créances sur l'économie.

II.4.1.2.2.1. Créances nettes sur l'Etat

L'endettement net de l'Etat a progressé de 21,2 contre 20,3% en 2018, s'établissant à 1.621,5 contre 1.377,5 Mds de BIF. Cette progression a porté sur l'endettement net de l'Etat auprès des banques commerciales (45,2 contre 54,3%), principalement sous forme de bons et obligations du Trésor, l'engagement net de l'Etat auprès de la Banque Centrale ayant baissé comme l'année précédente (-26,4 contre -16,5%).

II.4.1.2.2.2. Créances sur l'économie

En glissement annuel, les créances sur l'économie ont augmenté de 17,1% à fin décembre 2019, contre 15,6% une année auparavant, passant de 1.031,9 à 1.208,6 Mds de BIF, principalement en rapport avec l'accroissement des crédits à l'économie (13,8 contre 15,8%).

II.4.2. Facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Le total des facteurs autonomes de la liquidité bancaire a reculé de 131.653,7 MBIF par rapport à fin décembre 2018, s'établissant à -209.916,7 contre -78.263,0 MBIF. Cette baisse est imputable à l'effet restrictif lié à la diminution des créances nettes sur l'Etat (-116.471,1 MBIF) et à la sortie de la Banque Centrale des billets et pièces (-64.607,3 MBIF), l'augmentation des avoirs extérieurs nets (+35.826,4 MBIF) et des divers nets (+13.598,3 MBIF) ayant exercé une incidence expansive.

Face à cette évolution, les banques commerciales ont accru leur refinancement auprès de la Banque Centrale à hauteur de 174.199,9 MBIF qui a contribué à l'amélioration de leurs avoirs à la Banque Centrale à concurrence de 41.745,0 MBIF.

Tableau 40: Variations des facteurs autonomes de la liquidité bancaire (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019 (p)
Billets et pièces en circulation	-3 382,8	-36 788,8	-40 634,0	-42 061,3	-64 607,3
Créances nettes sur l'Etranger	-261 661,5	-29 088,2	22 908,0	-20 736,7	35 826,4
Créances nettes sur l'Etat	188 990,5	56 644,6	21 224,2	-87 161,3	-116 471,1
Divers	21 094,2	-6 649,6	10 968,6	8 351,0	13 598,3
TOTAL FACTEURS AUTONOMES	-54 959,6	-15 882,0	14 466,8	-141 608,3	-131 653,7
Refinancement	19 800,0	67 200,0	70 990,0	88 190,0	174 199,9
<i>dont : - Secteur bancaire</i>	<i>19 800,0</i>	<i>67 200,0</i>	<i>72 990,0</i>	<i>88 190,0</i>	<i>174 199,9</i>
<i>- Etablissements financier</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-2 000,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Reprise de liquidité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves	-35 159,6	51 318,0	85 456,8	-53 418,3	42 546,2
<i>dont : - Secteur bancaire</i>	<i>-35 744,4</i>	<i>49 951,8</i>	<i>86 862,9</i>	<i>-54 787,5</i>	<i>41 745,0</i>
<i>- Etablissements financie</i>	<i>584,8</i>	<i>1 366,2</i>	<i>-1 406,1</i>	<i>1 369,2</i>	<i>801,2</i>

Source: BRB

II.4.3. Liquidité de l'économie

D'une fin d'année à l'autre, la liquidité de l'économie s'est accrue à un rythme plus accéléré que celui de l'année précédente (22,2 contre 16,6%), s'établissant à 2.483,9 contre 2.032,0 Mds de BIF. Cette accélération

est en liaison avec la progression rapide de la liquidité passive (30,2 contre 11,6%), celle de la liquidité active ayant légèrement décéléré (18,3 contre 19,3%).

Tableau 41: Composantes de la liquidité de l'économie

	2015	2016	2017	2018	2019	2019/2018
	<i>Encours de fin d'année (en MBIF)</i>					<i>en %</i>
I. LIQUIDITE ACTIVE	763 577,3	891 889,0	1 134 581,6	1 353 009,9	1 599 978,7	18,3
-Billets et pièces en circulation hors du secteur financier	202 881,5	231 214,6	263 446,6	295 642,2	359 838,8	21,7
-Dépôts à vue en BIF auprès des institutions de dépôt	440851,2	579093,3999	732242,5	914 642,0	1 072 573,8	17,3
-Dépôts à vue en devises des résidents	119844,6	81581	138892,5	142 725,7	167 566,1	17,4
II. LIQUIDITE PASSIVE	515 799,9	489 487,2	608 331,2	679 038,7	883 919,9	30,2
-Dépôts en BIF à terme et d'épargne auprès des institutions de	327 388,6	282 784,6	345 184,0	415 718,1	584 633,1	40,6
-Titres du Trésor détenus par le secteur non financier	124 097,8	146 665,7	186 273,3	164 024,9	179 705,0	9,6
-Placements auprès des autres sociétés financières	48 906,3	47 647,9	57 180,1	70 511,2	99 059,0	40,5
-Dépôts à terme en devises des résidents	15 407,2	12 389,0	19 693,8	28 784,5	20 522,8	-28,7
Total (I+II)	1 279 377,2	1 381 376,2	1 742 912,8	2 032 048,6	2 483 898,6	22,2
	<i>moyenne annuelle (en MBIF)</i>					
I. LIQUIDITE ACTIVE	781 393,6	815 452,3	1 051 780,0	1 232 323,4	1 516 909,3	23,1
-Billets et pièces en circulation hors du secteur financier	199 221,8	211 789,2	243 779,3	263 827,0	308 598,1	17,0
-Dépôts à vue en BIF auprès des insitutions de dépôt	444 257,1	505 446,8	682 182,8	819 863,6	1 049 700,1	28,0
-Dépôts à vue en devises des résidents	137 914,7	98 216,3	125 817,9	148 632,8	158 611,1	6,7
II. LIQUIDITE PASSIVE	461 911,5	488 717,8	549 467,1	645 311,3	756 164,9	17,2
-Dépôts en BIF à terme et d'épargne auprès des Institutions de	313 955,9	294 906,8	317 216,9	387 066,7	464 951,6	20,1
-Titres du Trésor détenus par le secteur non financier	100 350,7	131 980,8	164 360,1	173 796,0	183 305,5	5,5
-Placements auprès des autres sociétés financières	40 024,6	47 265,3	53 222,2	64 061,9	85 552,8	33,5
-Dépôts à terme en devises des résidents	7 580,3	14 564,8	14 667,9	20 386,7	22 355,0	9,7
Total (I+II)	1 243 305,1	1 304 170,1	1 601 247,0	1 877 634,7	2 273 074,2	21,1

Source: BRB

La décélération du taux de croissance de la liquidité active est en rapport avec celle des dépôts à vue auprès des institutions de dépôts (17,3 contre 24,9%), la croissance des dépôts à vue en devises des résidents (17,4 contre 2,8%) et de la circulation fiduciaire en dehors du secteur financier ayant été plus rapide qu'en 2018 (21,7 contre 12,2%).

L'accélération du rythme de croissance de la liquidité passive a porté sur les dépôts à terme et d'épargne auprès des institutions de dépôts (40,6 contre 20,4%) et des autres sociétés financières (40,5 contre 23,3%). En revanche, les dépôts à terme en devises des résidents ont baissé de 28,7%, alors qu'ils avaient augmenté de 46,2% en 2018.

En moyenne annuelle, la liquidité de l'économie s'est accrue de 21,1% en 2019 contre 17,3% une année auparavant, en liaison avec la hausse, à la fois, de la liquidité active (23,1 contre 17,2%) et de la liquidité passive (17,2 contre 17,3%).

Les taux de liquidité de l'économie calculés sur la base du PIB et de la DIB se sont accrus, passant respectivement de 32,3 à 36,3% et de 27,4 à 31,0%. De fait, la croissance de la liquidité de l'économie a été plus élevée (21,1 contre 17,3%) que celles de la production intérieure (7,5 contre 2,0%) et de la dépense intérieure brute (6,8 contre 1,4%).

Tableau 42: Taux de liquidité de l'économie

	2015	2016	2017 (p)	2018 (p)	2019 (p)
Liquidité de l'économie (MBIF, moyenne)	1 243 305,1	1 304 170,1	1 601 247,0	1 877 634,7	2 273 074,2
PIB au prix du marché (en MBIF)	4 417 872,0	4 848 204,0	5 702 100,0	5 816 700,0	6 254 810,0
Rapport liquidités /PIB (en %)	28,1	26,9	28,1	32,3	36,3
Dépense intérieure brute (1)	5 466 421,0	5 747 458,0	6 764 280,0	6 857 530,0	7 321 210,0
Rapport liquidités /DIB (en %)	22,7	22,7	23,7	27,4	31,0
(1) DIB= PIB + importations de biens et services - exportations de biens et services					
p: provisoire					

Source: BRB

II.4.4. Activité du secteur bancaire

Par rapport à fin 2018, l'activité du secteur bancaire a progressé de 26,4% à fin 2019 ; le bilan agrégé s'établissant à 3.262,1 contre 2.580,7 Mds de BIF.

Tableau 43 : Ressources emplois du secteur bancaire à fin d'année (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2019/2018
Dépôts de la clientèle	993 065,90	1 001 852,00	1 234 106,10	1 510 329,60	1 850 092,30	22,5%
Refinancement auprès B.R.B.	14 503,50	82 559,10	160 080,40	249 569,10	427 469,40	71,3%
Banques & Etablissements Financiers	113 349,70	139 802,90	149 478,60	164 241,10	199 768,60	21,6%
Autres	524 347,60	610 742,60	621 000,80	656 527,60	784 797,80	19,5%
RESSOURCES= EMPLOIS	1 645 266,70	1 834 956,60	2 164 665,90	2 580 667,40	3 262 128,10	26,4%
Caisse	41 002,00	48 070,90	49 771,70	59 188,50	61 950,00	4,7%
B.R.B.	87 159,80	138 987,50	229 296,60	165 395,00	216 492,30	30,9%
Banques & Etablissements Financiers	111 438,80	51 031,40	87 582,50	73 981,70	83 580,50	13,0%
Titres du Trésor	254 809,30	437 988,60	643 490,60	939 208,80	1 356 976,30	44,5%
Crédit à l'économie	803 605,70	811 777,60	795 480,60	937 823,10	1 071 414,20	14,2%
Autres	347 251,10	347 100,60	359 043,90	405 070,30	471 714,80	16,5%

Source : BRB

II.4.4.1. Ressources du secteur bancaire

Les dépôts de la clientèle se sont accrus de 22,5%, passant de 1.510,4 à 1.850,1 Mds de BIF. De même, les refinancements de la Banque Centrale ont augmenté 71,3% s'établissant à 427,5 contre 249,6 Mds de BIF à fin 2018. Par rapport à 2018, la part des dépôts de la clientèle dans le total des ressources a légèrement diminué, se fixant à 56,7 contre 58,5% tandis que celle des refinancements de la Banque Centrale envers les banques commerciales a augmenté, passant de 9,3 à 13,1%.

II.4.4.2. Emplois du secteur bancaire

Les emplois ont augmenté suite principalement à la hausse des titres du Trésor (44,5%) et des crédits à l'économie (14,2%). Par rapport à 2018, la part des crédits à l'économie a légèrement diminué, se fixant à 32,8 contre 36,3% tandis que celle des titres du trésor a légèrement augmenté, passant de 36,4 à 41,6%.

II.4.5. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire

A fin décembre 2019, les principaux indicateurs de solidité du secteur bancaire se sont améliorés par rapport à fin décembre 2018.

Tableau 44 : Principaux indicateurs de solidité financière du secteur bancaire

	2015	2016	2017	2018	2019
I. Structure et évolution des Actifs					
Actifs liquides/ Total actifs (en %)	30,0	37,9	46,7	47,9	52,7
Crédits nets/ Total actifs nets (en %)	48,8	43,2	35,3	36	32,8
II. Structure et évolution des ressources					
Dépôts de la clientèle (en %)	60,4	54,6	57,0	58,5	56,7
Refinancement auprès B.R.B. (en %)	0,9	4,5	7,4	9,7	25,7
Banques & Etablissements Financiers (en %)	6,9	7,6	6,9	6,4	13,1
Indicateurs de santé financière					
III. Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	206 742,9	229 217,6	251 351,5	273 109,3	336 110,0
Fonds propres globaux (en MBIF)	240 219,0	265 744,0	285 218,5	298 561,0	365 741,8
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	16,6	19,8	20,7	21,6	25
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	19,3	23,0	23,5	23,7	27,2
Ratio de levier (norme 7%)	14,3	14,3	12,8	11,1	10,5
IV. Qualité et concentration des crédits					
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	48,8	43,2	36,7	36,4	32,8
Taux des prêts non performants	17,9	12,8	14,6	9	5,7
Taux d'impayés	18,3	15,6	19,8	13,5	11,4
V. Liquidité					
Coefficient de liquidité en BIF	37,7	55,3	58,1	211,7	226,1
Coefficient de liquidité en devises	119,5	127,6	113,5	142,3	133,4
Total crédits/total dépôts	75,5	72,3	64,5	62,2	57,9
Ressources Stables/Emplois Immobilisés	131,4	147,2	136,4	176,6	101,8
V. Rentabilité et performance					
Résultat net de l'exercice (en MBIF)	22 531,9	23 348,9	37 018,4	61 551,3	118 686,4
Produit Net Bancaire (en MBIF)	145 183,4	154 710,0	180 111,1	211 722,2	256 477,4
Rentabilité des Fonds propres (en %)	11,6	11,9	16,7	22,5	32,6
Rentabilité des Actifs (en %)	1,9	1,8	2,2	2,4	3,7

Source : BRB

II.4.5.1. Capitalisation et solidité du secteur bancaire

Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé en 2019, en liaison avec l'amélioration des fonds propres de base nets qui se sont fixés à 336,1 contre 273,1 Mds de BIF à fin 2018. Les ratios de solvabilité se sont améliorés par rapport à fin 2018. En effet, le ratio de solvabilité globale s'est établi à 27,2 contre 22,2%, et le ratio de solvabilité de base

est passé de 21,6 à 25,0%. Ces ratios sont demeurés au-delà des normes réglementaires de 14,5 et 12,5%, respectivement. De même, le ratio de levier est demeuré supérieur à la norme réglementaire de 5,0%, même s'il a légèrement baissé, se fixant à 10,5 contre 11,5%.

II.4.5.1. Capitalisation et solidité du secteur bancaire

Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé en 2019, en liaison avec l'amélioration des fonds propres de base nets qui se sont fixés à 336,1 contre 273,1 Mds de BIF à fin 2018. Les ratios de solvabilité se sont améliorés par rapport à fin 2018. En effet, le ratio de solvabilité globale s'est établi à 27,2 contre 22,2%, et le ratio de solvabilité de base est passé de 21,6 à 25,0%. Ces ratios sont demeurés au-delà des normes réglementaires de 14,5 et 12,5%, respectivement. De même, le ratio de levier est demeuré supérieur à la norme réglementaire de 5,0%, même s'il a légèrement baissé, se fixant à 10,5 contre 11,5%.

II.4.5.2. Qualité du portefeuille crédits et rentabilité du secteur bancaire

La qualité du portefeuille crédits s'est améliorée d'une année à l'autre. Le taux de détérioration du portefeuille s'est fixé à 5,7 contre 9,0%, en liaison avec la radiation des créances compromises qui dataient de deux ans dans les bilans des établissements de crédit. Par conséquent, le taux de provisionnement des créances non performantes a baissé, s'établissant à 80,7 contre 87,3% à fin 2018.

La rentabilité du secteur bancaire s'est améliorée à fin 2019 par rapport à fin 2018. En effet, le produit net bancaire et le résultat net se sont accrus de 21,3% et 93,8%, se fixant à

256.477,4 contre 211.472,2 MBIF et 118.686,4 contre 61.247,5 MBIF, respectivement. Par conséquent, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) se sont améliorés, s'établissant respectivement à 3,7 et 32,6%, contre 2,4% et 20,5% à fin 2018.

II.4.6. Activité et solidité du secteur de la microfinance

A fin 2019, le total bilan du secteur de la microfinance s'est accru de 30,6%, passant de 349.513,5 à 456.482,9 MBIF. Cet accroissement est essentiellement lié à l'augmentation des dépôts (+38,7%) qui se sont établis à 264 853,2 contre 190 907,5 MBIF l'année précédente. La part de ces derniers dans le total des ressources s'est établie à 58,0 contre 54,6% en 2018. Au niveau des emplois, les crédits octroyés par les IMF ont progressé de 25,9%, passant de 225.468,8 à 283.950,6 MBIF. Ces derniers représentaient 62,2% du total des emplois.

II.4.6.1. Qualité du portefeuille crédits

La qualité du portefeuille crédits du secteur de la microfinance s'est améliorée par rapport à celle de l'année précédente. Le taux de détérioration du portefeuille à risque (PAR) à 30 jours s'est établi à 5,6 contre 6,1%, alors que la limite tolérable est fixée à 5,0%. Néanmoins, les prêts non performants se sont accrus, passant de 13.680,8 à 15.815,2 MBIF à fin décembre 2019.

II.4.6.2. Adéquation des fonds propres

Au 31 décembre 2019, les fonds propres nets se sont établis à 133.862,9 contre 115.437,9 MBIF, traduisant un ratio de solvabilité globale de 29,3% contre une norme réglementaire de 12,0%. Cependant, ce ratio cache des disparités intra-sectorielles puisque seulement quatre IMF détenaient 84,7% du total des fonds propres du secteur de la microfinance. S'agissant de la couverture des risques, les fonds propres des IMF représentaient 47,1% de leur portefeuille crédits à fin décembre 2019.

II.4.7. Crédits à l'économie⁵

L'encours des crédits à l'économie s'est accru de 16,5% à fin 2019, contre 16,3% une année auparavant, passant de 1.136,9 à 1.324,6 Mds de BIF. Cette augmentation a porté, à la fois, sur les crédits à court (16,5 contre 12,2%), à moyen (12,6 contre 27,5%) et à long termes (24,4 contre 19,5%).

L'encours des engagements par signature a augmenté de 21,0% à fin 2019, contre 21,2% à fin 2018. Cet accroissement a concerné, à la fois, les crédits à change non couvert (6,9 contre 21,1%) et les avals et cautions (27,6 contre 21,3%).

Tableau 45: Encours des crédits à l'économie (en MBIF)

	2016		2017		2018		2019 (p)	
	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen	Fin d'année	Encours moyen
I. ENCOURS DE CREDITS	946 497,1	916 008,5	977 310,6	927 016,4	1 136 918,5	1 072 303,1	1 324 641,4	1 236 283,3
a) Crédits à court terme	629 675,5	609 700,5	631 017,4	596 917,7	707 381,7	700 304,1	824 112,9	761 181,1
-Importation après expédition	3 280,3	4 454,3	2 339,6	2 352,7	5 697,8	3 978,6	5 439,7	5 602,5
-Trésorerie et créances commerciales	625 956,6	601 990,8	618 331,0	585 879,2	680 555,9	682 885,2	810 020,8	745 101,0
-Exportation	438,6	3 255,4	10 346,8	8 685,9	21 128,0	13 440,3	8 652,4	10 477,6
b) Crédits à moyen terme	195 807,8	189 972,9	198 136,9	195 303,1	252 708,1	212 510,3	284 537,1	277 059,4
-Habitat	21 756,2	19 284,8	24 281,9	23 308,1	24 586,2	26 706,5	22 927,4	23 867,1
-Equipement	174 051,6	170 688,1	173 855,0	171 994,9	228 121,9	185 803,8	261 609,7	253 192,3
c) Crédits à long terme	121 013,8	116 335,1	148 156,3	134 795,6	176 828,7	159 488,7	215 991,4	198 042,8
-Habitat	67 282,9	66 008,5	81 197,0	76 542,7	112 629,1	94 331,7	140 100,4	128 305,5
-Equipement	53 730,9	50 326,6	66 959,3	58 252,9	64 199,6	65 157,0	75 891,0	69 737,3
II. ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	65 142,4	80 166,3	73 032,3	69 256,3	88 540,8	80 027,2	107 121,0	98 624,4
a) Crédits à change non couvert	13 826,4	21 754,3	23 381,2	22 148,3	28 315,5	25 592,8	30 266,9	31 005,9
b) Avals et cautions	51 316,0	58 412,0	49 651,1	47 108,0	60 225,3	54 434,4	76 854,1	67 618,5
TOTAL DES RISQUES	1 011 639,5	996 174,8	1 050 342,9	996 272,7	1 225 459,3	1 152 330,3	1 431 762,4	1 334 907,7

Source: BRB

⁵ Encours des crédits accordés par le secteur bancaire et les microfinances

II.4.7.1.1. Crédits à court terme

Les crédits à court terme ont augmenté de 16,5% à fin 2019, s'établissant à 824.112,9 contre 707.381,7 MBIF une année auparavant. Cette augmentation a porté sur les crédits de trésorerie et de mobilisation des créances commerciales (19,0 contre 10,1%), tandis que les crédits à l'importation (-4,5 contre +143,5%) et à l'exportation (-59,0 contre +104,2%) ont diminué alors qu'ils avaient plus que doublé l'année précédente.

II.4.7.1.2. Crédits à moyen terme

Les crédits à moyen terme ont progressé à un rythme moins accéléré qu'en 2018 (12,6 contre 27,5%), s'établissant à 284.537,1 contre 252.708,1 MBIF. Cette évolution a concerné les financements de l'équipement (14,7 contre 31,2%), ceux à l'habitat ayant plutôt baissé alors qu'ils s'étaient légèrement accrus en 2018 (-6,7 contre +1,3%).

I.4.7.1.3. Crédits à long terme

Les financements à long terme ont augmenté de 22,1% à fin décembre 2019 contre 19,4% une année auparavant, passant de 176.828,7 à 215.991,4 MBIF, en raison de l'accroissement des crédits à l'habitat (24,4 contre 38,7%) et à l'équipement (+18,2 contre -4,1%).

II.4.7.2 Crédits par branche d'activité

Les crédits alloués au commerce (38,8 contre 2,0%), à l'habitat et autres constructions (27,0 contre 18,5%), à l'agriculture (18,2 contre 18,5%) et aux activités diverses (12,8 contre +31,8) ont accéléré leurs croissances en 2019 par rapport à l'année précédente. Leurs parts dans le total des crédits se sont accrues, à l'exception de celle des crédits alloués à l'agriculture qui s'est stabilisée à un niveau très faible (1,9%).

Tableau 46: Crédits par branche d'activité (à fin d'année en MBIF)

	2015	2016	2017	2018		2019 (p)	
				en valeur	Part en %	en valeur	Part en %
Commerce	236 010,9	239 834,2	225 064,2	251 994,5	26,7	349 737,9	32,5
Café	20 693,0	8 714,2	14 984,5	42 849,8	4,5	17 944,0	1,7
Habitat et autres constructions	116 372,0	124 770,0	134 911,6	159 841,0	16,9	202 929,2	18,9
Industrie	119 717,9	93 114,2	84 716,4	73 101,9	7,7	47 468,4	4,4
Agriculture	24 451,7	25 379,8	18 013,7	17 717,6	1,9	20 939,9	1,9
Hôtellerie et Tourisme	57 906,7	58 131,0	47 514,7	38 620,6	4,1	30 005,5	2,8
Artisanat	698,4	510,6	863,6	1 214,3	0,1	982,4	0,1
Divers	225 248,8	261 323,4	272 131,4	358 710,1	38,0	404 503,4	37,6
TOTAL	801 099,4	811 777,4	798 200,1	944 049,8	100,0	1 074 510,7	100,0

Source: BRB

En revanche, les crédits à l'industrie (-35,1 contre -13,7%) et à l'hôtellerie et tourisme (-22,3 contre -18,7%) ont baissé, comme l'année précédente. Aussi, leurs parts dans l'ensemble des crédits se sont-elles repliées.

II.4.8. Taux d'intérêt bancaires

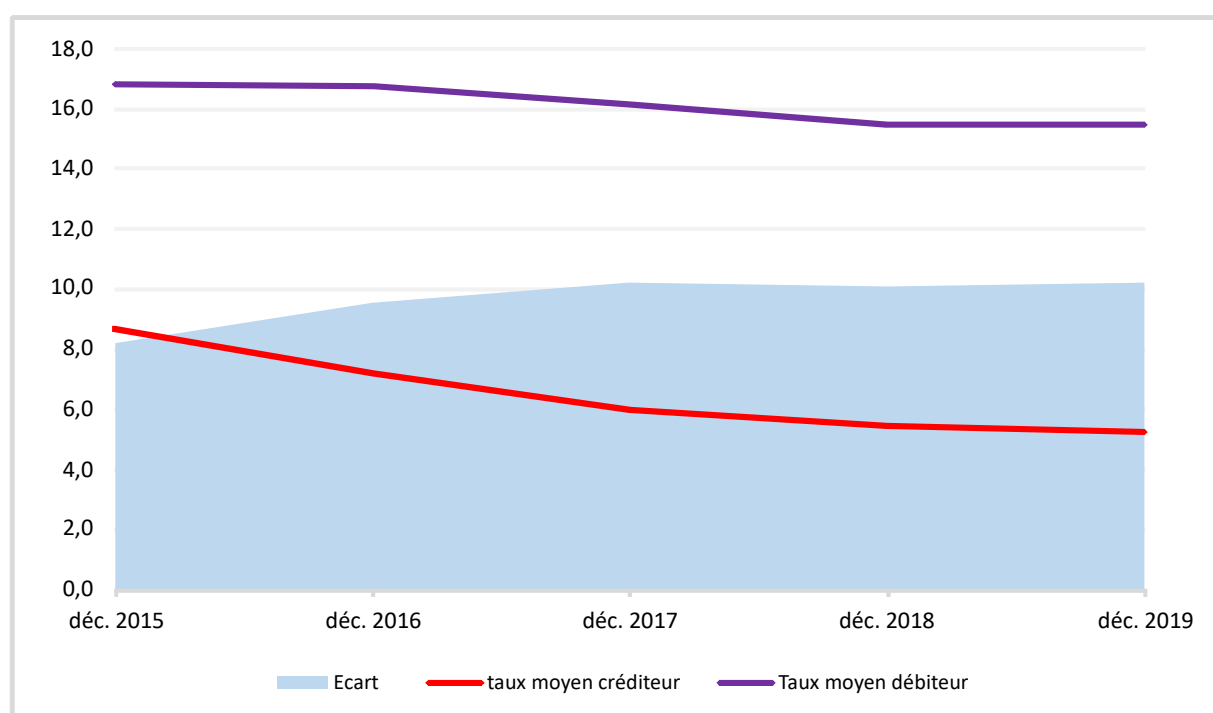
Le taux débiteur moyen sur l'encours total des crédits s'est fixé à 15,49% à fin décembre 2019 contre 15,47% à fin décembre 2018. Cette légère augmentation a concerné les taux d'intérêt sur les crédits à court (15,84

contre 15,75%) et à moyen terme (15,23 contre 14,98%) tandis que celui sur les crédits à long termes a légèrement baissé (14,24 contre 15,36%).

Par contre, le taux d'intérêt débiteur annuel moyen a légèrement diminué, se fixant à 15,65 contre 15,88% en 2018.

Le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours de l'année 2019 a diminué par rapport à celui de 2018, s'établissant à 15,44 contre 16,07%.

Graphique 9: Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens



Source: BRB

Le taux créditeur moyen a baissé à fin décembre 2019, s'établissant à 5,28 contre 5,43%. Cette diminution a concerné les taux d'intérêt sur les dépôts à vue rémunérés (1,92 contre 2,7%) et les comptes à terme et d'épargne (6,23 contre 6,72%). Par contre, les

taux d'intérêt sur les comptes sur livret ont légèrement augmenté (5,56 contre 4,54%).

Le taux créditeur annuel moyen a légèrement baissé, s'établissant à 5,24% en 2019 contre 5,59% une année auparavant.

DEUXIEME PARTIE:

ACTIVITES DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

III. ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE

Les statuts de la Banque de la République du Burundi (Art.1 des statuts de la BRB) lui confèrent la mission de formuler et mettre en œuvre la politique monétaire et de change en vue d'assurer la stabilité des prix comme objectif principal. Sans préjudice à ce dernier, la Banque veille à la stabilité du système financier. Tout en privilégiant les deux objectifs précités, la Banque contribue également à la mise en œuvre des politiques économiques propices à la stabilité macroéconomique et au développement harmonieux du pays.

III.1. POLITIQUE MONETAIRE: OBJECTIF ET INSTRUMENTS

III.1.1. Objectif de politique monétaire

Pour atteindre son objectif principal, la Banque de la République du Burundi utilise les instruments indirects lui permettant de contrôler la masse monétaire. Au cours de l'année 2019, la Banque a contribué à la mise en œuvre des politiques économiques propices à la stabilité macroéconomique et au développement harmonieux du pays. Elle a poursuivi l'assouplissement des conditions de refinancements aux banques commerciales pour les inciter davantage à financer les investissements productifs.

La BRB a initié de nouvelles orientations de politique monétaire pour accroître le niveau de financement des secteurs porteurs de croissance. Les secteurs pilotes identifiés comme porteurs de croissance sont, notamment, l'agriculture et l'élevage ainsi

que les industries de transformations et de substitution aux importations pour augmenter l'offre des produits exportables, cela dans le souci d'accroître, en perspectives, le niveau des réserves de change.

III.1.2. Instruments de politique monétaire

Les instruments de politique monétaire utilisés par la Banque de la République du Burundi sont les appels d'offres de liquidité, les facilités de prêt marginal et les réserves obligatoires.

Pour assurer la régulation de la liquidité bancaire, la Banque conduit les opérations d'appels d'offres d'apport ou de reprise de liquidité sur une fréquence hebdomadaire. Les taux d'intérêt sont librement fixés par les banques soumissionnaires aux appels d'offres. Les opérations d'apport de liquidité se font sur des maturités de 7, 14 et 28 jours pour les banques en besoin de refinancement.

Pour les appels d'offres de reprise de liquidité, la Banque de la République du Burundi propose aux banques qui sont en excédent de liquidité de les placer sous forme de dépôts rémunérés pour la durée indiquée dans l'appel d'offres.

La Banque de la République du Burundi maintient une facilité permanente de prêt marginal à laquelle les banques commerciales peuvent recourir pour couvrir leurs soldes débiteurs éventuels au jour le jour.

Le taux d'intérêt sur cette facilité de prêt marginal est déterminé sur base du taux d'intérêt moyen pondéré des bons du Trésor à 13 semaines de l'émission précédente majoré de 3 points de pourcentage.

Pour limiter le pouvoir de création monétaire par les banques commerciales, celles-ci doivent constituer des réserves obligatoires sous formes de dépôts non rémunérés. Ces réserves sont constituées séparément, en BIF, en dollar américain et en euro, dans les livres de la Banque de la République du Burundi. Le coefficient des réserves obligatoires a été maintenu à 3,0% des dépôts collectés.

III.1.3. Mise en œuvre de la politique monétaire

En 2019, la politique monétaire a été conduite dans un contexte de baisse prononcée des prix à la consommation due à l'amélioration de la production nationale. Cette baisse significative des prix a donné une grande marge de manœuvre à la Banque Centrale de maintenir la politique monétaire accommodante pour stimuler davantage l'activité économique à travers l'augmentation des injections de liquidité dans le secteur bancaire.

III.1.3.1. Marché monétaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique monétaire, 274 opérations d'injection de liquidité par appel d'offres, pour une moyenne de 63.243 MBIF par opération, ont été effectuées en 2019 alors que 384 opérations avaient été enregistrées

en 2018 pour une moyenne de 31.402 MBIF par opération.

Les banques commerciales ont également recouru à la facilité de prêt marginal pour faire face aux besoins ponctuels de trésorerie. En effet, 95 opérations ont été enregistrées en 2019 contre 146 en 2018, pour une moyenne de 6.228 MBIF par opération contre 6.055 MBIF l'année précédente.

Au cours de l'année 2019, le marché interbancaire a été dynamique, les échanges de liquidité à travers les opérations interbancaires ont augmenté, le montant de ces opérations s'est établi à 69.100 contre 54.860 MBIF en 2018, soit une moyenne par opération de 3.141 contre 2.612 MBIF. Au cours de la même année, 58 opérations de pensions livrées ont été enregistrées contre 4 en 2018, soit une moyenne par opération de 4.946 contre 1.115 MBIF l'année précédente. Au cours de l'année 2019, les banques se sont conformées à la norme de constitution des réserves obligatoires aussi bien en BIF qu'en devises.

Compte tenu de l'importance du café dans la vie économique et sociale du pays, la BRB a ouvert une fenêtre spéciale de refinancement de la campagne café 2018/2019 à un taux fixe de 2,0% de telle façon que les banques commerciales financent les intervenants dans ce secteur à un taux ne dépassant pas 9,0%. Toutes les demandes de refinancements des banques commerciales ayant financé ce secteur et disposant des effets café éligibles ont été satisfaites.

III.1.3.2. Marché primaire et secondaire des titres du Trésor

Au cours de l'année 2019, la BRB a poursuivi, pour le compte de l'Etat, l'attribution des obligations du Trésor issues de la conversion des arriérés de l'Etat envers ses fournisseurs pour avoir la liquidité pour continuer leur activité économique. Les obligations du Trésor équivalant à 75.210 MBIF ont été attribuées au cours de cette période.

Dans le but d'élargir la base des investisseurs dans les titres du Trésor et permettre à l'Etat de se financer à travers le marché, la BRB a poursuivi l'agrément, comme Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) les banques commerciales qui le désirent, pour animer le marché secondaire des titres du Trésor. Neuf banques commerciales sur dix avaient la qualité de SVT à fin décembre 2019. Un atelier sur le fonctionnement et les avantages de ce marché a été organisé à l'endroit des investisseurs potentiels et des médias.

Cet atelier de sensibilisation a permis l'augmentation des participants sur le marché des titres du Trésor, en particulier les ménages.

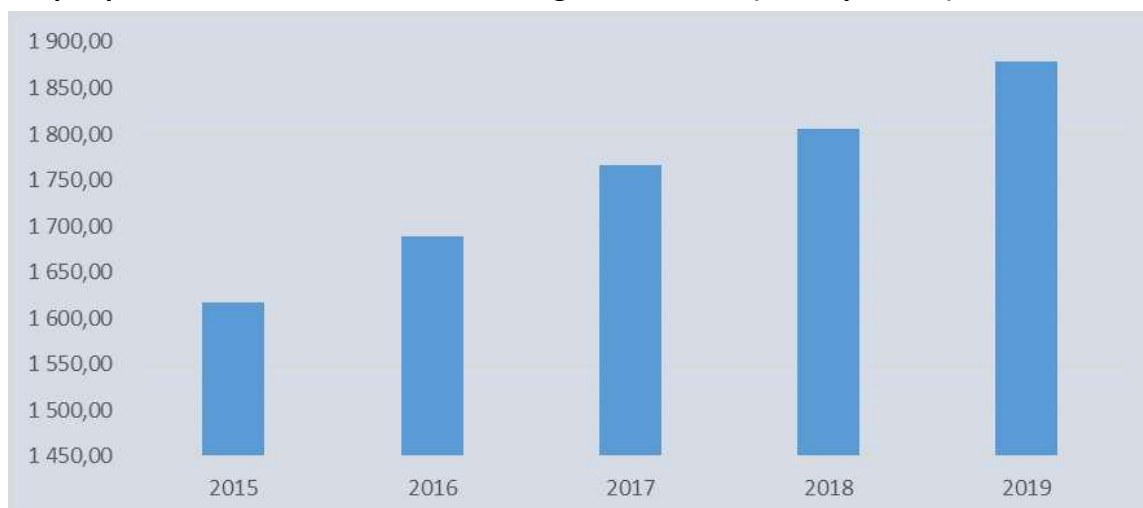
En effet, le nombre de ménages, de compagnies d'assurance, et d'autres sociétés privées investissant dans les titres du Trésor est passé de 5 à 84, de 4 à 10, et de 1 à 8,

respectivement, d'une année à l'autre. Le montant investi par les ménages a augmenté, passant de 1.220 en 2018 à 14.823,5 MBIF en 2019.

Le marché secondaire des titres du Trésor a également permis aux acquéreurs des obligations du Trésor issus de la titration des arriérés de l'Etat d'avoir de la liquidité par la cession de leurs titres sur ce marché. Ces opérations du marché secondaire des titres du Trésor sont faites, d'une manière automatisée, par l'infrastructure du marché: le Dépositaire Centrale des Titres (CSD).

III.2. MARCHE DES CHANGES ET TAUX DE CHANGE

Au cours de l'année 2019, la Banque de la République du Burundi a intensifié ses opérations sur le Marché Interbancaire de Devises (349,3 contre 261,7 MUSD) pour faciliter le financement des importations des produits stratégiques, notamment le carburant, les médicaments et les autres matières premières dans l'objectif de maîtriser l'inflation importée. En effet, ces fortes interventions sur le marché de change ont permis de maîtriser les fluctuations du taux de change dans les limites fixées dans le cadre de la stabilité du taux de change de la CEA.

Graphique 10 : Evolution du taux de change du BIF/USD (fin de période)


Source: BRB

D'une fin d'année à l'autre, le BIF s'est déprécié par rapport à la plupart des monnaies notamment la livre sterling (7,71%), le yen japonais (7,10%), le franc suisse (4,98%), le dollar américain (4,06%), le DTS (3,56%) et l'euro (1,61%).

Tableau 47: Cours de change de fin de période des principales monnaies en BIF

Année	Dollar américain	Euro	DTS	Livre Sterling	Franc Suisse	Yen Japonais
2015	1 617,13	1 767,52	2 243,36	2 397,48	1 635,03	13,43
2016	1 688,59	1 779,10	2 268,23	2 074,10	1 654,99	14,46
2017	1 766,70	2 110,94	2 509,95	2 378,42	1 805,70	15,67
2018	1 805,36	2 054,21	2 500,88	2 286,48	1 819,32	16,07
2019	1 878,58	2 087,35	2 589,87	2 462,82	1 909,88	17,21
Variation 2019/2018 en %	4,06	1,61	3,56	7,71	4,98	7,10

Source: BRB

En moyenne annuelle, le BIF s'est déprécié par rapport à certaines monnaies, plus particulièrement, le yen japonais (4,85%), le dollar américain (3,52%), le franc suisse (+1,83%), le DTS (+1,00%), tandis qu'il s'est apprécié de 1,91% et de 1,03% par rapport à l'euro et la livre sterling, respectivement.

Tableau 48: Cours de change moyen des principales monnaies en BIF

Année	Dollar américain	Euro	DTS	Livre Sterling	Franc Suisse	Yen Japonais
2015	1 571,92	1 744,58	2 199,49	2 390,19	1 633,66	12,99
2016	1 654,63	1 831,25	2 299,71	2 241,77	1 679,74	15,29
2017	1 729,06	1 953,70	2 398,02	2 228,62	1 756,50	15,54
2018	1 782,88	2 106,75	2 524,64	2 381,30	1 823,98	16,15
2019	1 845,62	2 066,42	2 549,86	2 356,66	1 857,35	16,94
Variation 2019/2018 en %	3,52	-1,91	1,00	-1,03	1,83	4,85

Source: BRB

A fin de période, le taux de change effectif nominal a diminué de 12,7%, se fixant à 91,9 contre 105,25 en rapport avec l'appréciation du BIF face à la plupart des monnaies des pays partenaires commerciaux du Burundi.

S'agissant du taux de change effectif réel, il a baissé de 0,7%, s'établissant à 93,7 contre 94,4, suite à la diminution plus importante des prix intérieurs que les prix étrangers.

Tableau 49: Taux de change effectif du BIF (base 2016/2017)

Période	NOMINAL	REEL
2015	129,2	120,3
2016	112,4	99,4
2017	107,1	86,2
2018	103,2	85,2
2019	104,9	92,0
2018		
Mars	88,28	95,28
Juin	93,18	99,87
Septembre	93,47	94,84
Décembre	105,25	94,36
2019		
Mars	93,0	63,0
Juin	92,5	90,8
Septembre	93,4	92,9
Décembre	91,9	93,7

Source: BRB

En moyenne annuelle, le taux de change effectif nominal a augmenté de 1,7%, s'établissant à 104,9 en 2019 contre 103,2 en 2018, en rapport avec la dépréciation du BIF vis à vis de certaines devises, en l'occurrence le dollar américain (3,5%), le yen Japonais

(4,9%) et le franc suisse (1,8%). De même, le taux de change effectif réel a augmenté de 8,0%, se fixant à 92,0 contre 85,2 l'année précédente, suite à la hausse du taux de change effectif nominal et des prix relatifs (6,3%).

III.3. CIRCULATION FIDUCIAIRE ET SYSTEMES DE PAIEMENT

III.3.1. Circulation fiduciaire

Pour accomplir sa mission d'assurer l'émission des billets de banque et des pièces de monnaie et de veiller à la qualité de la monnaie en circulation, la Banque a mis à la disposition du public des nouveaux billets et pièces en toutes coupures en réponse aux besoins exprimés par l'économie burundaise.

En 2019, la Banque a émis une gamme améliorée des billets de 500, 2.000, 5.000 et 10.000 dont la durabilité et la sécurité ont été renforcées par l'adoption du papier fiduciaire de longue durabilité.

Par rapport à 2018, les billets et les pièces en circulation ont augmenté de 18,5% et 0,9% respectivement en 2019. Les billets de 10.000 BIF, de 5.000 BIF, 2.000 BIF et 1.000 BIF représentaient, respectivement 53,1%, 30,7%, 9,1% et 2,6% de l'ensemble des billets et pièces en circulation au 31 décembre 2019. Les pièces représentaient une part marginale (0,2%) de la circulation fiduciaire.

Dans sa politique de lutte contre la contrefaçon des billets et pièces, la Banque a saisi 70 faux billets d'une valeur faciale de 568.000 BIF en 2019. Les coupures de 10.000 BIF et de 5.000 BIF constituaient la quasi-totalité des billets contrefaits.

Dans le but de préserver la qualité de la circulation fiduciaire et en vue d'harmoniser les pratiques de manipulation des billets de banque au sein de la CEA par le secteur bancaire burundais, la BRB a veillé au respect, par les banques commerciales et la Régie

Nationale des Postes (RNP), des critères standards de tri des billets et pièces.

III.3.2. Systèmes de paiement

Comme repris dans la loi budgétaire 2019/2020, la BRB a continué à mettre en application l'article 14 stipulant que tous les comptes en devises des entités et projets de l'Etat, et ceux des ONG recevant des appuis extérieurs doivent être ouverts à la Banque de la République du Burundi, qui, sur demande des bénéficiaires, mettra à leurs dispositions la contrepartie en BIF dans leurs comptes ouverts dans les livres de la BRB ou des banques commerciales.

A cet effet, 318 comptes ont été ouverts en 2019 contre 289 comptes ouverts en 2018. Toutefois, 136 comptes ont été clôturés contre 41 comptes une année avant. En vue d'assurer le fonctionnement de ces comptes, 1.800 carnets de titres de paiements ont été émis en 2019 contre 1.841 en 2018. Les ordres de virements pour le compte de la clientèle ont augmenté de 54,9%, s'établissant à 18.517 en 2019 contre 11.952 ordres de virements en 2018. En valeur, ces ordres de virements s'élevaient à 516,5 contre 444,9 Mds de BIF.

Au niveau des opérations transitant par la chambre de compensation, les chèques échangés qui constituent le principal instrument de paiements ont progressé de 2,8%, s'établissant à 120.893 chèques en 2019 contre 117.603 chèques échangés en 2018. En valeur, ils totalisaient 1.311,2 contre 1.156,7 Mds de BIF, soit une hausse de 13,4%.

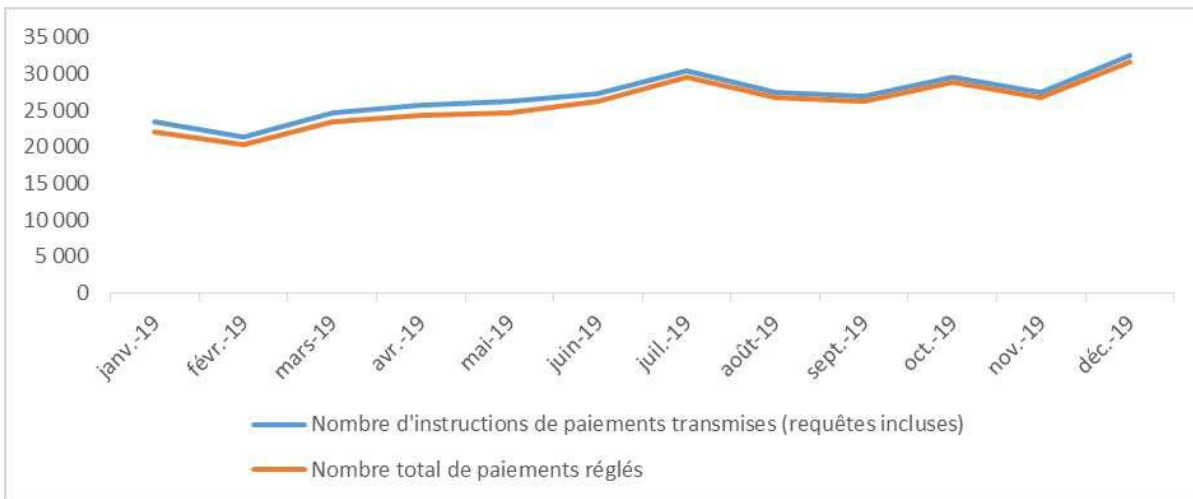
Au cours de l'année 2019, la Banque a continué l'exploitation des systèmes de paiement et de règlement de titres mis en production depuis février 2017. La loi n°01/07 du 11 mai 2018 portant Système National de Paiement assure un niveau élevé de protection des systèmes de paiement, des instruments et moyens de paiement ainsi que des utilisateurs de ces derniers.

La Banque a poursuivi les échanges avec le secteur bancaire pour la mise en place des conventions de participation pour assurer le bon fonctionnement des systèmes de paiement et de règlement en vue de mieux sécuriser ces derniers dans le respect des standards internationaux et aux bonnes pratiques en la matière.

L'intégration des systèmes de paiement avec les systèmes d'information des banques commerciales et de la Régie Nationale des Postes a été réalisée et a permis l'automatisation de toutes les opérations de paiements interbancaires à l'exception des chèques.

Pour ces derniers, la Banque a continué à inciter les banques commerciales et la Régie Nationale des Postes à accélérer et finaliser la mise en œuvre des mécanismes de traitement automatisé des chèques. Sur ce volet, la réalisation des tests de traitement automatisé a connu des progrès très significatifs. Concernant les transactions de paiement réglées dans les systèmes de paiement, le nombre de transactions continue à augmenter dans le système ATS.

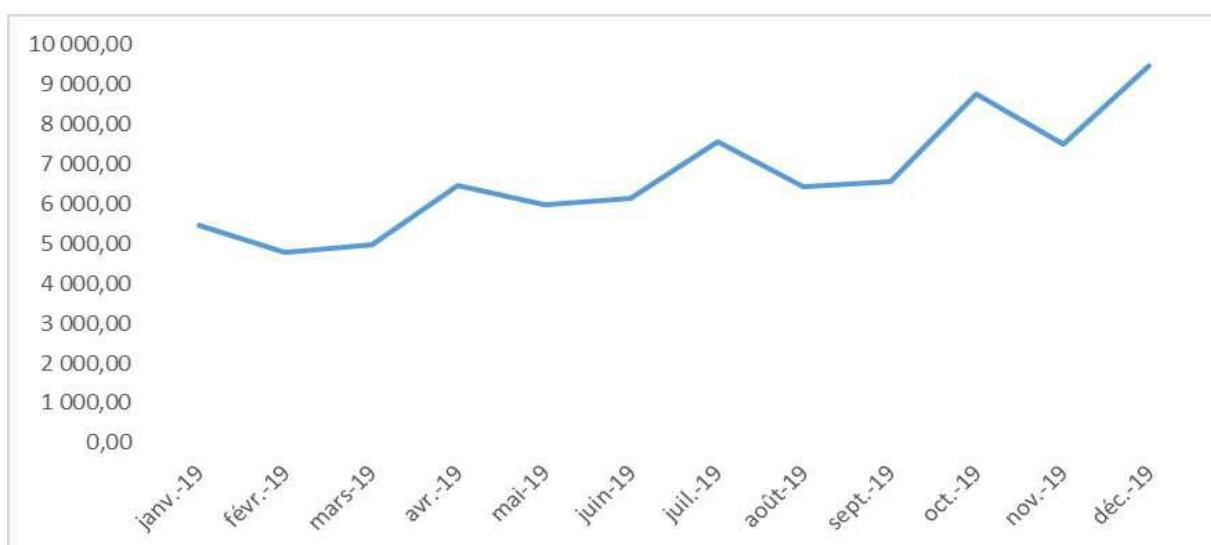
Graphique 11: Volume des paiements réglés dans le système ATS⁶



Source: BRB - Données du Système ATS

⁶ Automated Transfer System – Système de Transfert Automatisé comprenant le RTGS et le système ACH

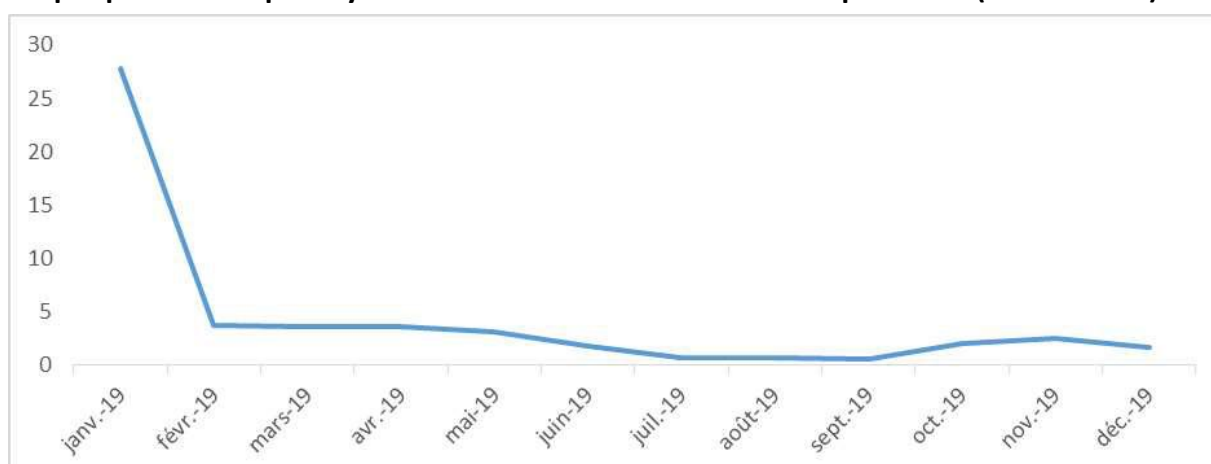
Graphique 12 : Valeur des paiements réglés dans le système ATS (en Mds BIF)



Source: BRB - Données du Système ATS

Avec la maîtrise du fonctionnement des nouveaux systèmes de paiement et de règlement, le temps d'exécution des transactions de paiement a été considérablement réduit et se limite en moyenne à moins de cinq secondes.

Graphique 13 : Temps moyen d'exécution d'une transaction de paiement (en secondes)



Source: BRB - Données du Système ATS

Dans le cadre de la conduite de la politique monétaire, la Banque de la République du Burundi a effectué toutes ses opérations d'apport de liquidité et accordé des facilités de prêt marginal au secteur bancaire à travers le système de traitement automatisé des opérations sur les titres, à travers le Dépositaire Central des Titres, et toutes les opérations ont été effectuées avec succès dans un délai de moins de cinq secondes.

III.4. SUPERVISION DU SECTEUR BANCAIRE ET DES MICROFINANCES

En vue d'assurer la stabilité du système bancaire et de la microfinance, la BRB a continué le suivi permanent des établissements de crédit et des microfinances par des contrôles sur pièces et sur place.

III.4.1. Renforcement du cadre légal et réglementaire

Au cours de l'année 2019, la Banque de la République du Burundi a poursuivi la révision et l'édiction de nouvelles circulaires d'application de la loi n°1/17 du 22 août 2017 régissant les activités bancaires.

Ainsi, la circulaire relative à la matrice des sanctions et celle relative à la publication des informations financières par les établissements de crédit ainsi que le règlement sur la protection des consommateurs des produits et services financiers ont été édictés au cours de l'année 2019. L'objectif poursuivi était de renforcer la discipline du secteur bancaire, promouvoir la transparence et stimuler la compétition en encourageant les fournisseurs des produits et services financiers à offrir de meilleurs services aux consommateurs avisés.

Dans le secteur de la microfinance, la Circulaire n° 11/M/19 relative à la matrice des sanctions applicables aux institutions de microfinance, les structures faïtières et les organes financiers a été édictée en vertu du Règlement n° 001/2018 relatif aux activités de microfinance.

III.4.2. Supervision bancaire et stabilité financière

Chaque année, la Banque de la République du Burundi conduit des exercices de stress test pour diagnostiquer la résistance du secteur bancaire en cas de survenance d'un choc sévère pouvant affecter l'activité bancaire. Ces tests de résistance sont motivés par les conséquences de la crise financière survenue en 2008 en vue de se prémunir à temps contre d'éventuels effets néfastes pouvant affecter le secteur bancaire. Ces exercices accordent une attention particulière aux banques d'importance systémiques et leurs risques encourus pouvant se généraliser au sein de tout le secteur bancaire.

A fin 2019, trois banques étaient d'importance systémique, et totalisaient 59,2% de l'actif total du secteur bancaire, 52,5% de l'ensemble des crédits à l'économie et 64,4% des dépôts.

Compte tenu des risques probables encourus par ces banques d'importances systémiques, une supervision macro prudentielle accorde une attention particulière à ces dernières car leurs faillites pourraient avoir des répercussions néfastes sur toute l'économie nationale.

III.4.3. Supervision de la microfinance

Pour s'assurer de la solidité des Institutions de Microfinances (IMF), le contrôle permanent et le contrôle sur place ont été réalisés au cours de l'année 2019.

Le contrôle permanent visait à accompagner les IMF dans l'utilisation des outils permettant l'amélioration de la qualité du reporting. S'agissant du contrôle sur place, un contrôle général a été effectué auprès de quatre institutions de microfinance et un contrôle thématique a été effectué dans deux IMF.

III.4.4. Supervision des bureaux de change

En vue de mieux assurer le contrôle des activités faites par les bureaux de change, une nouvelle Réglementation des changes et sa circulaire d'application relative à la marge à appliquer par les bureaux de change sur leurs opérations de changes ont été édictées au cours de l'année 2019 en vue de mettre de l'ordre sur le marché des changes.

III.4.5. Supervision des établissements de paiement

Au cours de l'année 2019, la Banque a continué le suivi permanent des activités des établissements de paiement. Dans ce cadre, un établissement de paiement de monnaie électronique a été agréé et trois établissements de paiement fournissant les services de transmission de fonds ont été agréés. En outre, la Banque a donné l'autorisation de fourniture des services financiers numériques à deux institutions de microfinance.

III.5. RECHERCHE ET STATISTIQUE

Dans le domaine des statistiques, la Banque a poursuivi la compilation des statistiques monétaires et financières, du secteur extérieur notamment la balance de paiements et la position extérieure globale, des finances publiques ainsi que celles sur la production pour éclairer la Direction de la Banque et le public sur l'évolution de l'activité économique.

La Banque a continué l'harmonisation de la compilation des statistiques du secteur extérieur avec les autres pays, notamment avec ceux de la Communauté Est Africaine. De nouveaux outils de collecte des données du secteur bancaire ont été développés dans l'optique de disposer des données de qualité. La couverture des données du secteur extérieur a été élargie en intégrant les transferts instantanés transitant par les sociétés de transfert d'argent qui sont sous la supervision de la Banque Centrale.

Compte tenu des limites de la méthodologie adoptée qui ne capte pas les transferts effectués à travers le canal informel, et la non prise en compte des motifs économiques des transactions émises ou reçues, une enquête sur les transferts des migrants auprès des ménages a été menée.

A cet effet, pour mieux appréhender la part du secteur informel dans la compilation des statistiques du secteur extérieur, deux enquêtes ont été conduites par la Banque à savoir l'Enquête sur le Commerce Transfrontalier Informel au Burundi et l'Enquête sur les Transferts de Migrants au Burundi.

L'Enquête sur le Commerce Transfrontalier Informel au Burundi a pour objectif de capter les flux des marchandises traversant les frontières qui ne sont pas captées par les autorités douanières en vue d'améliorer les données sur le commerce extérieur et de les intégrer dans la balance des paiements.

L'enquête sur les Transferts des Migrants au Burundi permet de capter les envois des fonds aux ménages passant par le canal informel et leur contribution dans le développement économique du Burundi.

En vue d'informer le public sur l'évolution de l'environnement économique national, régional et international, la Banque a poursuivi la production des notes conjoncturelles, des bulletins mensuels, des Rapports de Politique Monétaire, du Rapport Annuel et d'autres Rapports qui sont publiés sur son site web: www.brb.bi.

Dans l'objectif d'éclairer l'autorité monétaire, des recherches sur des thèmes en rapport avec la politique monétaire ont été menées et publiées dans le numéro 3 de la Revue Economique et Monétaire de la Banque. Ces thèmes sont: (1) Le canal du taux d'intérêt dans la transmission de la politique monétaire au Burundi: Panel des banques commerciales; (2) Les déterminants du spread des taux d'intérêts bancaires au Burundi; (3) Incidence de l'endettement public sur la politique monétaire au Burundi.

III.6. PROJETS DE LA BANQUE

III.6.1. Projets de Modernisation des Systèmes de Paiement

Dans le cadre de l'intégration régionale des systèmes de paiement, la Banque a finalisé le volet relatif à la connectivité SWIFT devant permettre l'intégration effective du système de paiement et de règlement en temps réel (RTGS) avec les systèmes régionaux de la CEA (*EAPS-East African Payment System*) et du COMESA (*REPSS-Regional Electronic Payment and Settlement System*). La finalisation des tests devra consacrer l'intégration effective et opérationnelle sur les systèmes régionaux de paiement EAPS de la CEA et REPSS du COMESA.

Aussi, dans le cadre du Projet d'Intégration des Systèmes de Paiement au sein de la Communauté Est Africaine, le processus de mise en place d'une Centrale des Incidents de Paiement (CIP) est actuellement dans la phase de passation de marché.

Dans ce même cadre, le volet relatif à l'acquisition des équipements du site alternatif de Rumonge a connu des avancées notables dans la mesure où la contractualisation est en cours pour certains équipements.

La Banque a entrepris, en collaboration avec la CEA, les travaux de mise en œuvre de l'interface de son système de traitement et de règlement des titres (CSD) avec l'infrastructure régionale du marché des capitaux qui servira de plateforme technique pour le système de la Bourse des Valeurs Mobilières du Burundi.

La Banque a poursuivi, en collaboration avec les banques commerciales et la Régie Nationale des Postes les travaux de finalisation de la mise en œuvre du système monétique interbancaire qui intègre les paiements par cartes, par téléphone mobile et par internet. La réalisation des tests a connu une avancée très significative et la société BI-SWITCH, créée pour assurer la gestion du nouveau système monétique interbancaire, a commencé ses activités au cours de l'année 2019.

III.6.2. Projet de développement du marché financier

En 2019, avec l'appui du Secrétariat Général de la CEA, la BRB a continué à organiser des activités de sensibilisation et des ateliers de renforcement des capacités à l'égard des acteurs impliqués dans le projet de mise en place du marché des capitaux du Burundi. Au cours de cette même année, il y a eu la promulgation de la loi régissant le marché des capitaux du Burundi au mois de février 2019.

La mise en application de cette loi est conditionnée par la création d'une Autorité de Régulation du Marché des Capitaux indépendante et régie par une autre loi. C'est ainsi qu'au courant de l'année 2019, les services techniques de la BRB ont procédé à l'élaboration du projet de loi régissant l'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux du Burundi et cette loi se trouve dans le processus de promulgation.

III.7. INTEGRATION REGIONALE ET COOPERATION INTERNATIONALE

Dans le processus d'intégration régionale, la Banque a participé au cours de l'année 2019 dans les réunions organisées par le Marché Commun d'Afrique Australe et Orientale (COMESA). Le Burundi n'a pas participé dans les réunions organisées par le Secrétariat de la Communauté Est Africaine dans le cadre du Comité chargé des Affaires Monétaires et celles de l'Association des Banques Centrales Africaines car la présidence était assurée par le Rwanda qui entretient des relations politiques perturbées avec le Burundi.

III.7.1. Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe

En 2019, la Banque a participé aux activités d'intégration régionale organisées dans le cadre du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe. A cet effet, la Banque Centrale de Djibouti, qui présidait le Bureau du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales du COMESA, a organisé la 40^{ème} réunion du Bureau du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales en novembre 2019 et la 24^{ème} réunion du Comité des Gouverneurs au mois de décembre 2019.

Ces réunions avaient, entre autres, objectifs d'évaluer et statuer sur l'état de mise en œuvre des recommandations des réunions précédentes, sur l'utilisation optimale du Système Régional de Paiement et de Règlement (SRPR), sur le recrutement de l'économiste principal de l'Institut Monétaire du COMESA (IMC) et sur le lancement du processus de recrutement du Directeur de l'IMC et du Secrétaire exécutif de la Chambre de Compensation du COMESA (CCC) au cours de l'année 2020.

Ces réunions avaient, également, pour objectif de statuer sur les budgets de fonctionnement de la Chambre de Compensation du COMESA, pour la période

du 01 avril 2019 au 31 mars 2020 et celui de l'IMC pour l'exercice 2020, ainsi que la validation des états financiers vérifiés de la Chambre de Compensation pour l'exercice qui a pris fin au 31 mars 2019 et ceux de l'IMC pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Le processus d'intégration régionale passe par le suivi et le respect des critères de convergences macroéconomiques. Dans ce cadre, le Burundi a respecté le critère de convergence fixé sur l'inflation. Néanmoins, le Burundi n'a pas respecté les autres critères de convergence sur les réserves de changes, le déficit budgétaire et la dette publique.

Tableau 50 : Evolution des critères de convergence macroéconomique du Burundi à la CEA

	2015	2016	2017	2018	2019
1. Taux inflation annuel (plafond= 8%)	5,5	5,6	16,1	-2,6	-0,8
2. Déficit budgétaire dons compris en % du PIB (plafond = 3%)	-8,0	-5,9	-4,3	-4,5	-4,3
3. Dette publique en % du PIB (plafond = 50%)	39,9	43,3	42,6	47,3	52,2
4. Réserves de change en mois d'importations (plancher= 4,5 mois)	2,0	1,5	1,7	1,0	1,5

Source : BRB

III.7.2. Coopération avec le Fonds Monétaire International

Dans le cadre de la coopération avec le Fonds Monétaire International, la Banque de la République du Burundi a participé aux réunions du printemps en avril 2019 et aux assemblées annuelles d'octobre 2019 qui se sont déroulées à Washington D.C., aux Etats-Unis d'Amérique.

Ces réunions se sont déroulées aux niveaux multilatéral et bilatéral. Au niveau multilatéral, la Banque de la République a participé au Caucus Africain et aux réunions du Groupe des 23 Pays d'Afrique Subsaharienne représentés par le même Administrateur au Conseil d'Administration, sous la présidence du Gouverneur. Outre le Burundi, les autres pays sont : Angola, Botswana, Erythrée, Eswatini (Swaziland), Ethiopie, Gambie, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mozambique, Namibie, Nigéria,

Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Soudan, Tanzanie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe.

Lors de ces réunions du Groupe, la Banque de la République du Burundi a présidé les réunions du Bureau, en préparation des réunions plénières de tous les Pays Membres. Les réunions annuelles du Groupe avaient pour objectif d'évaluer l'état de mise en œuvre des délibérations issues de la précédente réunion de printemps. Outre les questions administratives liées à la représentation du Groupe et au travail de l'Administrateur, les discussions portaient essentiellement sur les questions de politique économique par rapport aux défis et aux perspectives de développement du continent en général et de l'Afrique sub-saharienne en particulier.



Réunion annuelle du FMI d'Octobre 2019 pour la Circonscription « Africa Group 1 Constituency » présidée par Monsieur Jean CIZA, Gouverneur de la BRB (3ème de droite vers la gauche)

Au niveau des réunions bilatérales, la Banque de la République du Burundi a participé aux échanges avec la Direction du Département et avec l'Equipe Pays qui travaille sur le Burundi. La réunion avec le Directeur du Département Afrique se focalisait sur la coopération entre le Burundi et le FMI. Dans cette réunion, le Gouverneur a remercié le FMI sur les missions d'assistance technique et de renforcement des capacités et a encouragé la redynamisation des relations bilatérales qui ont fléchi pendant que celles avec le Groupe de la Banque Mondiale se consolident. En ce qui est de la coopération, il a rappelé que le Burundi n'a jamais fermé les portes contre le Fonds, à part qu'il s'agit d'un problème de

communication qui serait entretenu par la fermeture du Bureau du Représentant Résident.

La réunion avec l'Equipe Pays qui travaille sur le Burundi, dirigée par le Chef de mission, Monsieur Hans WEISFELD, portait sur les échanges techniques en rapport avec les développements récents de l'économie burundaise et les échanges de données économiques et financières. Les réunions bilatérales se sont soldées par une acceptation du FMI d'organiser une visite restreinte de courte durée (Staff Visit) au Burundi, en préparation des réunions de haut niveau pour renforcer la coopération.

IV. ADMINISTRATION DE LA BANQUE

Au cours de l'année 2019, les organes statutaires de la Banque sont demeurés inchangés et régis par la loi N°1/34 du 02 Décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi.

Pour renforcer le cadre réglementaire interne, la Direction de la Banque a émis de nouveaux Ordres de Service portant sur la gouvernance et la culture de redevabilité à travers les contrats de performance.

Au niveau organisationnel, la Banque a poursuivi, au cours de l'année 2019, l'adaptation de sa structure par rapport à son environnement de travail. C'est ainsi qu'en date du 20 septembre 2019, la BRB a inauguré une nouvelle Agence au Sud du Pays, dans la Province de RUMONGE, qui servira, également, de site alternatif pouvant assurer la continuité des activités en cas d'incident majeur qui empêcherait le Siège de fonctionner.



Agence de la Banque de la République du Burundi, à RUMONGE.

IV.1. CONSEIL GENERAL

Le Conseil Général, présidé par le Gouverneur, est l'organe suprême qui définit la vision et les politiques de la Banque Centrale. En plus des membres du Comité de Direction de la Banque, le Conseil Général est composé de cinq membres nommés par Décret Présidentiel en fonction de leurs compétences et expériences en matières économique, financière, bancaire, monétaire ou juridique.

Au cours de l'exercice 2019, le Conseil Général a tenu sept réunions statutaires qui ont porté, notamment, sur l'examen du rapport annuel de 2018, du rapport d'audit sur les états financiers de la période 2018-2019, des rapports du Comité de Gestion des Réserves de Change et des rapports du Comité de Politique Monétaire de l'exercice 2019.

Le Conseil Général a, également, approuvé les états financiers trimestriels de la Banque, adopté le budget de la Banque 2019-2020, la Politique de la Gestion de la Continuité des Activités, la Cartographie Globale des Risques de la Banque, ainsi que le rapport de Stabilité Financière, édition 2018.

IV.2. COMITE DE DIRECTION

Le Comité de Direction, composé par le Gouverneur et de deux Vice-Gouverneurs, a tenu seize réunions qui ont, entre autres, porté sur la Cartographie Globale des Risques, la Politique de Gestion de la Continuité des Activités, les rapports du Comité de Politique Monétaire, les rapports du Comité de Gestion des Réserves de Change, les états financiers trimestriels, les rapports d'Audit, le budget de l'exercice 2019-2020 et la révision budgétaire.

IV.3. ORGANES DE CONTROLE

En vertu des Statuts de la Banque, les organes de contrôle sont constitués de :

- Comité d'Audit;
- Auditeurs Internes;
- Auditeurs Externes.

Le Comité d'Audit est composé de trois membres du Conseil Général qui ne sont pas membres du Comité de Direction. Il a, dans ses attributions, le rôle d'assister le Conseil Général dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit.

Au cours de l'exercice 2019, le Comité d'Audit a continué à accomplir sa mission conformément à la Charte du Comité d'Audit.

La Charte indique les pouvoirs et les responsabilités du Comité d'Audit vis-à-vis du contrôle interne, de la gestion des risques, des rapports financiers ainsi que des auditeurs internes et externes. Ainsi, le Comité d'Audit a tenu dix réunions qui ont porté, à la fois, sur les activités de l'Audit Interne et celles de l'Audit Externe.

Les auditeurs internes et externes ont, quant à eux, continué à exécuter les missions qui relèvent de leurs compétences conformément aux Normes Internationales d'Audit. La mission de l'Audit Interne consiste à identifier les risques liés aux activités de la Banque et à formuler des recommandations en vue de gérer ces risques.

Pour la réalisation de sa mission, l'Audit Interne s'est référé à son manuel des procédures et s'est basé sur la méthodologie d'audit fondé sur les risques. En l'absence d'outils automatisés appropriés, les auditeurs internes ont eu recours à des formulaires standardisés, en particulier la Feuille de Révélation et d'Analyse des Problèmes (FRAP) qui met en évidence les faiblesses constatées, les critères d'évaluation, les causes des faiblesses, les risques auxquels la Banque est exposée, les contrôles internes existants, les recommandations, les avis de l'audité, les plans d'actions ainsi que les décisions de la Direction.

L'exercice 2019 a été scindé en deux du fait que la nouvelle Constitution du Burundi stipule que l'année comptable sera désormais clôturée au mois de juin de chaque année.

En effet, cet exercice couvre un plan semestriel d'audit (pour le 1^{er} semestre 2019) et une partie du plan annuel 2019-2020 (allant de juillet 2019 à juin 2020).

Ainsi, le plan semestriel 2019 comptait sept objets d'audit dont un à caractère répétitif, six choisis en fonction des niveaux de risque. Le taux d'exécution a été de 100%. Deux objets d'audit à caractère répétitif qui n'étaient pas programmés ont été réalisés. A la clôture de l'année, un objectif était en cours de réalisation. Pour la deuxième partie de l'exercice, l'exécution du plan annuel d'audit qui comprenait quatorze objets d'audit se poursuit normalement.

Les auditeurs externes, en l'occurrence le Cabinet Mazars Cameroun, ont procédé à la certification des états financiers de la Banque pour la période allant de janvier 2018 au 30 juin 2019.

IV.4. GESTION DES RISQUES

En matière de gestion des risques, la principale activité réalisée en 2019 a été celle d'élaborer le Plan de Continuité des Activités (PCA) de la Banque en cas de survenance d'un risque entraînant l'arrêt des activités au Siège.

IV.5. PLAN STRATEGIQUE DE LA BANQUE

Le Plan Stratégique retrace les grandes orientations stratégiques à mettre en œuvre durant une période triennale (2017 à 2019), en vue d'atteindre la vision que la Banque s'est fixée :

Son élaboration proprement dite a été précédée par la rédaction d'un guide qui relate les principales étapes d'élaboration d'un Plan de Continuité des Activités (PCA). Ensuite, il a été élaboré une stratégie de gestion de la continuité des activités, renfermant différentes solutions envisageables pour assurer la continuité des activités de la Banque en cas de crise entraînant l'indisponibilité du personnel et d'autres ressources.

En vue de faciliter la gestion de crise, la stratégie de continuité des activités de la Banque a été déclinée en Plans de Continuités Métiers (PCM) des processus critiques au niveau de chaque Direction et services.

Ces PCM renferment les solutions opérationnelles de continuité dans chaque entité. Un dispositif de gestion de crise, montrant clairement l'organisation, les rôles et les responsabilités de chaque entité impliquée dans la gestion de crise, a été mis en place.

Un plan de communication de crise, définissant les principes et règles de communication en cas de crise, a été élaboré car la continuité des activités est tributaire d'une communication cohérente, claire et efficace entre différentes entités.

« Etre une Banque Centrale moderne, dotée de compétences techniques capables d'impulser l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie burundaise ».

En 2019, le Plan Stratégique se trouvait à sa dernière année de réalisation et son taux d'exécution était de 57,4% à fin décembre 2019. Sur les 372 activités planifiées, 188 ont été réalisées à 100%, 46 sont en cours de réalisation tandis que 138 activités ont connu

des retards dans leur mise en œuvre. En outre, la Banque a initié, au courant de l'année 2019, l'élaboration de son prochain Plan Stratégique qui va couvrir la période 2020-2022.

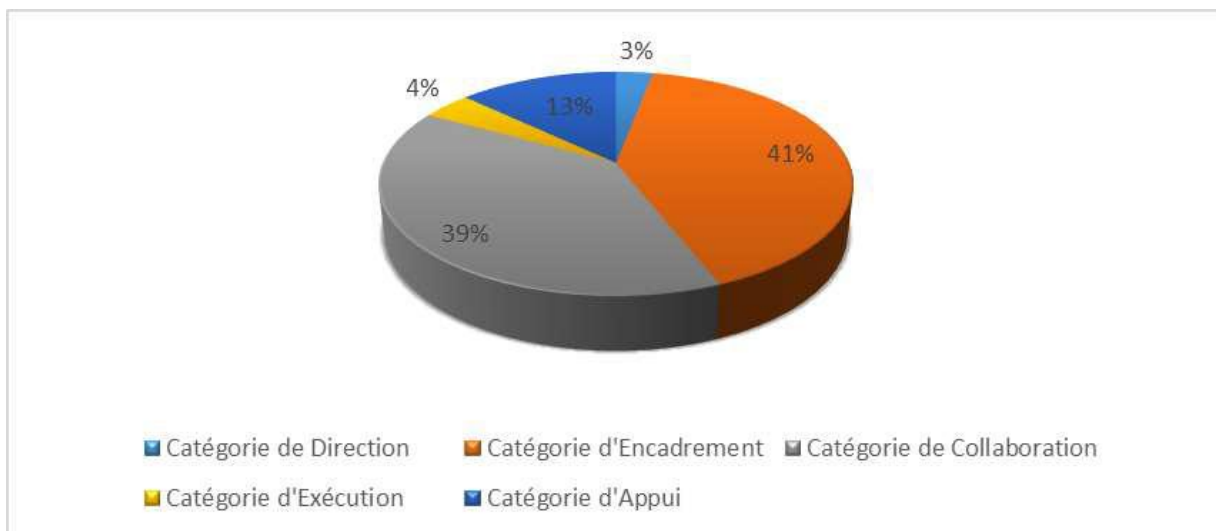
IV.6. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

IV.6.1. Effectif du personnel

A fin décembre 2019, le personnel de la Banque s'élevait à 814 contre 664 unités l'année précédente, soit une augmentation de 22,8%. La Banque a enregistré, 176 recrutements, 26 départs pour diverses

raisons dont 9 retraités. Au niveau de la répartition du personnel, les catégories d'encadrement et de collaboration sont restées prédominantes dans l'effectif du personnel de la Banque.

Graphique 14: Répartition de l'effectif du personnel par catégories

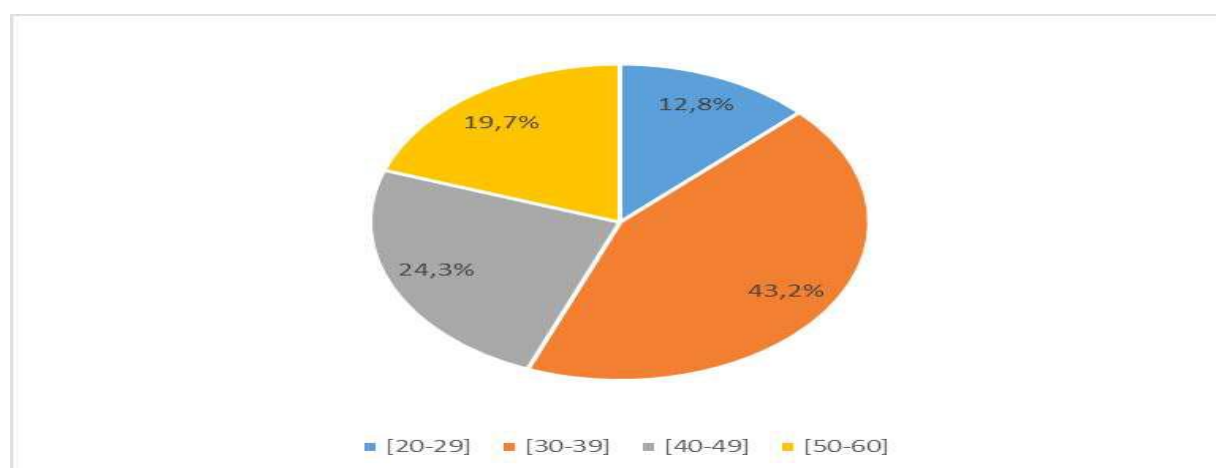


Source: BRB

La part du personnel d'encadrement (41%) et celle de collaboration (37%) se sont presque stabilisées par rapport au niveau de l'année précédente, soit 41% et de 39% respectivement.

Par tranches d'âge, 80,3% du personnel de la Banque avaient l'âge compris entre 20 et 49 ans tandis que 19,7% du personnel dépassaient l'âge de 50 ans.

Graphique 15: Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge



Source: BRB

S'agissant de la répartition par sexe, le personnel masculin et féminin représentait respectivement 62% et 38% de l'effectif total de la Banque, presque les mêmes proportions que celles de l'année précédente.

IV.6.2. Politique sociale

En plus de la mission économique, la Banque a accordé des avantages sociaux à son personnel pour assurer leur bon épanouissement conformément aux Statuts du personnel et la réglementation de la Banque.

IV.6.3. Formation

Au cours de l'année 2019, la Banque a continué le renforcement et le perfectionnement des connaissances de son personnel à travers les formations organisées par les instituts régionaux de la CEA, COMESA, les centres régionaux du FMI etc.

Ces formations visaient notamment l'harmonisation du cadre de conduite de la politique monétaire, les normes de supervision bancaire et stabilité financière, les infrastructures du système de paiement et du marché financier.



De gauche à droite, Professeur Léonce NDIKUMANA (Université de Massachusetts); Jean CIZA (Gouverneur de la BRB) ; Dr Janvier Désiré NKURUNZIZA (CNUCED) lors de la conférence-débat sur le thème «Fuite de capitaux, une entrave pour le développement économique et social en Afrique» à l'Hotel Panoramique, le 09 août 2019, à Bujumbura.

Dans l'objectif de migrer vers la politique monétaire basée sur le ciblage des prix, la Banque a organisé d'autres formations au niveau local pour les cadres de la Banque impliqués dans la recherche et modélisation sur les modèles de prévisions macro-

économiques ainsi les tests des modèles de prévision et d'analyse des politiques économiques. En plus de ces formations de courte durée, la Banque a envoyé ses cadres dans des formations diplômantes à l'étranger.

CONCLUSION GENERALE

L'activité économique a légèrement ralenti en 2019, en rapport avec la décélération de l'activité dans les secteurs primaire et tertiaire. Malgré cette décélération, les secteurs primaire et tertiaire ont significativement contribué à la croissance du PIB en 2019.

Au cours de l'année 2019, la BRB a poursuivi la politique monétaire accommodante pour stimuler le secteur bancaire à financer les investissements productifs. De nouvelles mesures de politique monétaire visant à financer le secteur agro-pastoral et l'industriel en vue d'accroître les exportations et la substitution aux importations ont été prises en 2019. En outre, dans l'objectif d'opérationnaliser les nouvelles mesures de politique monétaire, le cadre légal et réglementaire régissant les interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire a été actualisé au cours de l'année 2019.

Au niveau de la supervision du secteur bancaire et la microfinance, la Banque de la République du Burundi a poursuivi la révision et l'édiction de nouvelles circulaires d'application de la loi n°1/17 du 22 août 2017 régissant les activités bancaires. La circulaire relative à la matrice des sanctions, celle relative à la publication des informations financières par les établissements de crédit et des microfinances ainsi que le règlement relatif à la protection des consommateurs des produits et services financiers ont été

édités au cours de l'année 2019. L'objectif poursuivi était de renforcer la discipline du secteur bancaire et de la microfinance, et de promouvoir la transparence et stimuler la compétition en encourageant les fournisseurs des produits et services financiers à offrir de meilleurs services à leurs clients.

Au niveau de la politique de change, la BRB a édicté une nouvelle réglementation des changes en vue de mieux réguler les opérations de changes faites par les intervenants sur ce marché. La Banque a également poursuivi le contrôle du rapatriement des devises issues des exportations du café, du thé et des minerais. Au cours de l'année 2019, la BRB a intensifié ses interventions sur le marché de changes pour permettre l'importation des produits stratégiques et dans l'objectif de maîtriser les pressions inflationnistes dues à la hausse des prix des produits importés.

Pour l'année 2020, les projections montrent que l'activité économique poursuivra son rythme de croissance tirée par les bonnes performances dans les secteurs primaire et secondaire. Ces deux secteurs sont déjà ciblés par la BRB comme prioritaires et devraient bénéficier du refinancement dans le cadre des nouvelles orientations de politique monétaire visant à impulser une croissance durable et soutenable comme prévue dans le Plan National de Développement 2018-2027.

ANNEXES

ANNEXE 1 : PRINCIPALES PRODUCTIONS INDUSTRIELLES

	Unité/année	2015	2016	2017	2018	2019
I. INDUSTRIES EXTRACTIVES						
Tourbe	T	3 967	9 541	13 157	11 801	15 248
II. INDUSTRIES AGRICOLES						
Café	T	17 454	14 326	15 229	20 074	10 366
Thé	T	10 945	10 753	9 640	10 701	10 823
Coton	T	2 300	2 011	1 836	2 066	870
III. INDUSTRIES ALIMENTAIRES						
Boissons	HI	2 061 903	2 080 221	2 328 436	2 450 875	2 497 857
Huile de coton	Litre	21 360	41 280	18 805	15 685	18 015
Riz (1)	T	1 136	1 342	1 691	1 107	1 645
Cigarettes	('000)	815 265	887 475	799 955	710 060	635 935
Sucre	T	22 997	23 656	21 940	19 535	18 574
IV. INDUSTRIES CHIMIQUES						
Savons						
- de ménage	T	16 315	16 684	12 615	14 683	14 384
- de toilette	T	305	560	582	425	630
Peinture	T	673	697	868	734	900
Oxygène	M3	26 660	20 840	17 917	33 214	51 950
Mousse	Matelas	11 354	12 440	9 259	5 997	-
Casiers en plastique	Unité	586 045	413 834	152 691	268 735	194 185
V. INDUSTRIES DE MATERIAUX						
DE CONSTRUCTION NON-METALLIQUES						
Tubes en PVC	Kg	180 765	140 824	55 099	47 835	70 924
VI. INDUSTRIES D'OUVRAGES EN METAUX						
Profilés acier (2)	T	11	15	11	19	20

(1) : Production usinée par la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI).

(2) : Cette rubrique regroupe également les bacs aluzinc autoportants et les faux plafonds "Estetic".

Source: Données fournies par les entreprises industrielles.

ANNEXE 2 : OPERATIONS FINANCIERES CONSOLIDEES DE L'ETAT (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019	Prévisions 2019	Tx de réal
A. RECETTES ET DONNS	739 046,9	757 076,5	892 655,5	1 048 138,5	1 233 255,3	1 282 106,1	96,2
1. RECETTES	594 432,2	638 058,1	754 142,6	836 889,2	990 070,8	864 530,2	114,5
Recettes fiscales	543 666,1	584 607,6	699 090,9	770 877,9	890 452,3	806 890,1	110,4
dont compensation COMESA	-	-	-	-	-		
Recettes non fiscales	47 004,2	53 328,2	55 051,7	66 011,3	99 618,4	57 640,1	172,8
Recettes exceptionnelles	3 761,8	122,3	-	-	-	44 661,1	
dont AMISOM& MUNISCA	2 200,0	-	-	-	-	3 000,0	
2. DONNS	144 614,7	119 018,4	138 512,9	211 249,3	243 184,5	372 914,8	65,2
Dons courants	54 252,1	-	-	-	-	-	
Dons en capital	90 362,6	119 018,4	138 512,9	211 249,3	243 184,5	372 914,8	65,2
B. DEPENSES	1 093 176,1	1 044 038,7	1 139 475,9	1 312 352,1	1 503 776,7	1 458 549,9	103,1
a. Dépenses courantes	901 959,0	783 014,0	863 733,7	914 155,8	929 222,8	906 069,6	102,6
Dépenses sur biens et services	596 496,8	512 645,4	546 058,3	578 213,8	603 298,9	550 037,8	109,7
Salaires	322 820,08	359 088,00	385 815,46	408 657,38	441 630,51	425 748,96	103,7
Achats de biens et autres services	273 676,8	153 557,4	160 242,9	169 556,4	161 668,4	124 288,8	130,1
Subventions et autres transferts	247 643,6	219 550,8	278 331,05	290 373,47	289 936,75	272 297,7	106,5
dont exonérations						18 000,0	
Paiements d'intérêts	40 632,4	35 127,8	27 220,0	22 802,0	28 263,8	57 534,2	49,1
Dépenses sur les fonds spéciaux	17 186,1	15 690,00	12 124,24	22 766,58	7 723,27	8 200,00	94,2
SOLDE COURANT HORS DONNS	-307 526,8	-144 955,9	-109 591,0	-77 266,7	60 848,0	-41 539,4	-146,5
SOLDE COURANT DONNS COMPRIS	-162 912,1	-25 937,5	28 921,8	133 982,6	304 032,5	376 036,5	80,9
b. Dépenses en capital	191 217,1	261 024,7	275 742,2	398 196,3	574 553,9	552 480,3	104,0
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (base droits constatés)	- 498 743,88	- 405 980,58	- 385 333,26	- 475 462,95	- 513 705,93	- 594 019,76	86,5
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base droits const.)	-354 129,2	-286 962,2	-246 820,4	-264 213,6	-270 521,4	-176 443,8	153,3
C. FINANCEMENT	354 129,2	286 962,2	246 820,4	264 213,6	270 521,4	176 443,8	153,3
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	6 920,9	18 202,3	-1 825,9	29 310,0	99 706,0	3 099,4	3 217,0
Tirages	13 551,0	25 498,2	14 165,9	41 254,6	117 453,5	33 067,6	355,2
Moins amort. de la dette extérieure	- 6 630,10	- 7 295,91	- 15 991,75	- 11 944,64	- 17 747,55	- 29 968,22	59,2
Variation des arriérés							
Allègement de la dette	0,0	0,0	-	-	-		
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	370 627,0	260 670,2	268 389,8	236 502,6	232 952,4	173 344,4	134,4
a. Secteur bancaire	327 066,5	224 809,4	228 782,2	248 385,9	251 182,4	143 064,1	175,6
B.R.B.	204 185,2	56 644,7	8 500,5	-64 686,6	-105 306,5	0,0	
Banques commerciales	122 881,30	168 106,00	219 218,90	312 790,30	355 992,10	143 064,08	248,8
Microfinances					496,8	0,0	
CCP	0,0	58,7	1 062,80	282,20	-	0,0	
b. Secteur non bancaire	43 560,5	35 860,8	39 607,6	-11 883,3	-18 230,0	30 280,4	-60,2
Etablissements financiers				5 140,0	6 360,0	-16 719,6	
Secteur non financier	43 560,50	35 860,80	39 607,60	- 17 023,30	- 24 590,00	47 000,00	-52,3
3. ERREURS ET OMISSIONS	-23 418,7	8 089,7	-19 743,5	-1 598,9	-62 136,9	0,0	

Source : MFBCDE

ANNEXE 3 : DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR CATEGORIE ET PAR CREANCIER (en MBIF)

	Encours fin 2018	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2019
A. DETTE DIRECTE	813 791,5	117 453,5	32 998,4	17 411,6	9 580,3	946 831,8
AID	267 595,37	0,0	9 435,60	4 389,02	1 467,22	272 641,9
BAD	1 284,33	0,0	45,70	0,0	0,0	1 330,0
B.E.I	0,00	41 106,0	640,94	0,0	19,0	41 747,0
BADEA	60 477,61	143,5	2 426,21	1 268,37	0,0	61 778,9
FAD	44 669,67	0,0	1 572,70	918,64	433,30	45 323,7
FIDA	88 494,59	0,0	3 320,16	0,0	0,0	91 814,8
FOND KOWEITTIEN	51 101,40	1 491,5	2 202,99	0,0	335,36	54 795,9
FONDS SAUDIEN	72 222,89	1 105,6	3 998,93	0,0	1 092,44	77 327,5
OPEP	151 422,10	13 508,70	6 181,27	10 835,58	3 108,67	160 276,5
AUTRES	76 523,54	60 098,11	3 173,94	0,0	3 124,33	139 795,6
2. DETTE RETROCEDEE	1 867,6	0,0	65,9	335,9	35,2	1 597,6
FONDS ABU DHABI	1 867,64	0,0	65,90	335,93	35,21	1 597,6
TOTAL	815 659,1	117 453,5	33 064,3	17 747,5	9 615,6	948 429,4

Source : MFBCDE

ANNEXE 4 : LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR SECTEUR (en MBIF)

	Encours fin 2018	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2019
I. DETTE DIRECTE	813 791,5	117 453,5	32 998,4	17 411,6	9 580,3	946 831,8
A. Equipements publics	390 319,7	57 017,5	16 311,5	6 652,4	4 610,5	456 996,3
1. Transport	328 227,3	3 595,1	14 017,2	6 089,2	3 629,1	339 750,5
a) Routes	328 227,3	3595,1	14 017,2	6 089,2	3 629,1	339 750,5
b) Aéroport et port	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	44 207,9	-	1 561,6	563,3	176,5	45 206,3
3. Divers	17 884,5	53 422,4	732,7	-	805,0	72 039,6
B. Secteurs productifs	151 983,0	60 436,0	6 823,7	3 849,9	3 291,1	215 392,8
1. Agriculture et Elevage	101 452,7	12 654,3	4 070,3	3 849,9	950,6	114 327,4
2. Sylviculture	-	-	-	-	-	-
3. Industrie	-	-	-	-	-	-
4. Mines et Energie	50 530,3	47 781,7	2 753,3	-	2 340,5	101 065,3
C. Secteur social	55 941,7	-	1 970,8	1 064,0	344,2	56 848,5
1. Education	-	-	-	-	-	-
2. Santé	55 941,7	-	1 970,8	1 064,0	344,2	56 848,5
D. Divers	215 547,1	0,0	7 892,4	5 845,3	1 334,6	217 594,3
1. Balance des paiements	-	-	-	-	-	-
2. Assistance technique	-	-	-	-	-	-
3. Gestion des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-
4. Etudes des projets	1 535,9	-	54,7	-	-	1 590,6
5. Autres	214 011,2	-	7 837,8	5 845,3	1 334,6	216 003,7
II. DETTE RETROCEDEE	1 867,6	-	65,9	335,9	35,2	1 597,6
A. Equipements publics	-	-	-	-	-	-
1. Télécommunications	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	1 867,6	-	65,9	335,9	35,2	1 597,6
1. Agriculture et élevage	-	-	-	-	-	-
2. Agro-Industrie	1 867,6	-	65,9	335,9	35,2	1 597,6
3. Energie	-	-	-	-	-	-
TOTAL	815 659,1	117 453,5	33 064,3	17 747,5	9 615,6	948 429,4

Source : MFBCDE

ANNEXE 5: EVOLUTION DES RESERVES INTERNATIONALES (en MBIF)

B.R.B.	2015	2016	2017	2018	2019
Avoirs extérieurs	221 829,6	166 434,7	194 000,2	145 607,1	241 766,3
Réserves officielles de change	220 530,0	161 011,0	180 587,6	127 036,3	213 443,9
Or	1 660,3	1 893,1	2 211,8	2 234,6	2 767,8
DTS	88 116,1	19 330,2	1 985,5	12 311,3	493,8
Tranche de réserve FMI	808,1	44 971,7	49 876,8	48 581,8	50 296,9
Devises	129 945,5	94 816,0	126 513,5	63 908,6	159 885,4
Autres créances	1 299,6	5 423,7	13 412,6	18 570,8	28 322,4
- Engagements extérieurs	354 815,2	328 508,5	338 480,6	310 824,2	371 157,0
BANQUES COMMERCIALES	57 115,5	-14 449,3	-9 919,6	-37 983,9	-76 949,6
- Avoirs extérieurs	207 089,0	125 486,1	146 133,0	144 238,8	139 666,3
- Engagements extérieurs	149 973,5	139 935,4	156 052,6	182 222,7	216 615,9
MICROFINANCES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Avoirs extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Engagements extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : BRB

ANNEXE 6: SITUATION MONETAIRE (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019
- Avoirs extérieurs	428 918,6	291 920,8	340 133,2	289 845,9	381 432,6
- Engagements extérieurs	504 788,7	468 443,9	494 533,2	493 046,9	587 772,9
CREDIT INTERIEUR	1 506 387,8	1 767 122,4	2 004 966,2	2 369 485,6	2 830 022,4
- Créances nettes sur l'Etat	686 856,6	905 857,4	1 112 214,4	1 337 534,0	1 621 458,5
- Créances sur l'économie	819 531,2	861 265,0	892 751,8	1 031 951,6	1 208 563,9
ACTIF = PASSIF	1 430 517,7	1 590 599,3	1 850 566,2	2 166 284,6	2 623 682,1
MASSE MONETAIRE (M3)	1 106 380,0	1 187 101,8	1 499 512,9	1 797 468,9	2 205 255,7
MASSE MONETAIRE (M2)	971 128,2	1 093 131,8	1 340 926,6	1 625 958,7	2 017 166,9
- Monnaie	643 739,6	810 347,2	995 743,0	1 210 240,6	1 432 533,8
- Quasi-Monnaie	327 388,6	282 784,6	345 183,6	415 718,1	584 633,1
DEPOTS EN DEVISES DES RESIDENTS	135 251,8	93 970,0	158 586,3	171 510,2	188 088,8
DIVERS (net)	324 137,7	403 497,5	351 053,3	368 815,7	418 426,4

Source : BRB

ANNEXE 7: EVOLUTION DES CREDITS DU SECTEUR FINANCIER (en MBIF)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
2015													
I. CREDITS A COURT TERME	537 021,7	533 869,6	539 467,2	551 051,9	552 722,1	561 603,0	567 051,7	561 279,2	570 781,7	566 570,7	594 450,9	573 153,6	559 085,3
- Mobilisation des créances commerciales	14 978,7	16 868,7	17 593,9	19 446,2	18 267,0	17 841,1	17 053,9	21 136,6	22 750,2	20 561,3	164 284,1	166 493,1	43 106,2
- Crédits à l'exportation	805,0	802,4	948,0	6 028,7	12 004,2	16 301,6	19 153,6	20 936,0	21 264,1	18 146,1	9 523,2	6 807,3	11 060,0
- Crédits à l'importation après expédition	3 290,4	2 478,1	2 852,2	2 742,9	4 722,1	5 054,2	4 536,4	4 096,3	3 956,8	3 975,5	11 144,8	5 745,1	4 549,6
- Crédits de trésorerie	517 947,6	513 720,4	518 073,1	522 834,1	517 728,8	522 406,1	526 307,8	515 110,3	522 810,6	523 887,8	409 498,8	394 108,1	500 369,4
II. CREDITS A MOYEN TERME	214 080,2	211 860,2	217 839,3	222 541,6	223 646,2	212 639,6	209 287,5	216 591,9	209 889,1	203 830,2	181 156,8	180 128,0	208 624,2
- Habitat	20 324,6	19 904,3	19 733,3	19 426,9	19 287,3	18 397,8	18 259,1	18 670,7	18 375,3	18 926,0	18 540,3	17 564,2	18 950,8
- Equipement	193 755,6	191 955,9	198 106,0	203 114,7	204 358,9	194 241,8	191 028,4	197 921,2	191 513,8	184 904,2	162 616,5	162 563,8	189 673,4
III. CREDITS A LONG TERME	102 975,3	100 006,1	98 813,7	100 966,3	103 462,8	104 616,4	105 807,2	106 786,9	106 697,6	109 160,3	114 835,2	116 542,0	105 889,2
- Habitat	33 109,9	34 558,0	34 738,8	35 368,2	35 226,9	35 141,1	35 104,3	35 379,1	35 044,7	37 852,0	63 262,2	62 507,2	39 774,4
- Equipement	69 865,4	65 448,1	64 074,9	65 598,1	68 235,9	69 475,3	70 702,9	71 407,8	71 652,9	71 308,3	51 573,0	54 034,8	66 114,8
TOTAL	854 077,2	845 735,9	856 120,2	874 559,8	879 831,1	878 859,0	882 146,4	884 658,0	887 368,4	879 561,2	890 442,9	869 823,6	873 598,6
2016													
I. CREDITS A COURT TERME	587 754,1	592 517,6	590 147,0	587 856,1	602 092,4	625 062,1	626 920,8	629 186,9	631 091,6	626 685,4	611 325,8	605 766,6	609 700,5
- Mobilisation des créances commerciales	178 092,9	183 680,0	180 926,0	181 159,0	183 581,0	188 769,1	189 199,4	188 270,1	189 108,4	189 572,4	190 690,8	199 717,1	186 892,2
- Crédits à l'exportation	5 608,2	3 600,2	2 709,9	5 827,7	5 867,8	1 715,2	4 680,0	3 286,1	2 656,9	1 763,9	909,9	438,6	3 255,4
- Crédits à l'importation après expédition	5 751,2	4 880,4	5 282,1	2 533,8	2 196,9	5 600,2	5 474,6	5 546,7	4 825,7	4 400,2	3 679,8	3 280,3	4 454,3
- Crédits de trésorerie	398 301,8	400 357,0	401 229,0	398 335,6	410 446,7	428 977,6	427 566,8	432 084,0	434 500,6	430 948,9	416 045,3	402 330,6	415 093,6
II. CREDITS A MOYEN TERME	180 388,6	177 303,1	185 384,2	187 705,2	189 888,0	184 520,6	181 932,1	204 216,9	196 856,1	194 387,6	201 285,0	195 807,8	189 972,9
- Habitat	17 668,3	17 961,6	17 676,2	17 916,6	17 867,3	18 509,7	18 821,5	20 121,0	20 840,0	20 879,3	21 524,9	21 756,2	19 284,8
- Equipement	162 720,3	159 341,5	167 708,0	169 913,6	172 020,7	166 010,9	163 110,6	184 095,9	176 016,1	173 508,3	179 760,1	174 051,6	170 688,1
III. CREDITS A LONG TERME	116 892,7	116 473,3	114 963,5	115 527,3	114 985,6	114 391,0	114 799,5	114 007,5	115 424,8	117 797,0	119 744,6	121 013,8	116 335,1
- Habitat	64 902,1	66 562,4	65 125,7	65 827,3	62 927,0	64 799,4	64 997,8	67 489,8	63 979,3	68 753,3	69 455,0	67 282,9	66 008,5
- Equipement	51 990,6	49 910,9	49 837,8	49 700,0	52 058,6	49 591,6	49 801,7	46 517,7	51 445,5	49 043,7	50 289,6	53 730,9	50 326,6
TOTAL	885 035,4	886 294,0	890 494,7	891 088,6	906 966,0	923 973,7	923 652,4	947 411,3	943 372,5	938 870,0	932 355,4	922 588,2	916 008,5
2017													
I. CREDITS A COURT TERME	622 086,8	572 934,4	572 837,9	564 364,3	584 026,8	618 569,0	636 709,4	652 987,9	672 850,3	679 060,6	689 250,9	631 050,3	624 727,4
- Mobilisation des créances commerciales	195 922,5	137 801,8	135 680,7	140 439,7	139 780,8	140 451,2	137 017,2	138 615,6	153 830,7	153 413,8	150 562,1	138 435,1	146 829,3
- Crédits à l'exportation	5 354,4	6 198,3	5 956,6	3 680,9	4 853,1	10 841,3	9 798,8	11 925,7	11 386,4	10 834,2	13 053,7	10 346,8	8 685,9
- Crédits à l'importation après expédition	2 366,2	2 365,0	1 811,7	1 982,8	2 251,1	2 222,3	2 467,1	3 469,8	2 800,1	1 813,1	2 343,3	2 339,6	2 352,7
- Crédits de trésorerie	418 443,67	426 569,33	429 388,90	418 260,93	437 141,77	465 054,20	487 426,33	498 976,77	504 833,10	512 999,50	523 291,80	479 928,80	466 859,6
II. CREDITS A MOYEN TERME	181 760,1	190 283,8	190 160,0	192 251,8	194 524,7	200 619,7	200 611,5	206 263,8	197 138,6	196 273,0	195 612,9	198 136,9	195 303,1
- Habitat	21 338,8	30 658,7	21 987,1	21 741,0	21 309,0	21 867,5	21 877,2	23 907,7	23 372,8	23 615,7	23 740,1	24 281,1	23 308,1
- Equipement	160 421,3	159 625,1	168 172,9	170 510,8	173 215,7	178 752,2	178 734,3	182 356,1	173 765,8	172 657,3	171 872,8	173 855,0	171 994,9
III. CREDITS A LONG TERME	138 311,3	130 575,7	127 669,2	131 064,3	125 267,5	130 249,5	137 040,0	132 399,7	131 805,2	140 885,5	144 122,5	148 156,3	134 795,6
- Habitat	74 119,3	76 410,9	70 224,5	75 595,1	73 703,3	76 125,1	76 721,4	78 095,3	78 360,0	78 975,9	78 985,1	81 197,0	76 542,7
- Equipement	64 192,8	54 164,8	57 444,7	55 469,2	51 564,2	54 124,4	60 318,6	54 304,4	53 445,2	61 909,6	65 137,4	66 959,3	58 252,9
TOTAL	942 159,0	893 793,9	890 667,1	887 680,4	903 819,0	949 438,2	974 360,9	991 651,4	1 001 794,1	1 016 219,1	1 028 986,3	977 343,5	954 826,1
2018													
I. CREDITS A COURT TERME	630 053,8	641 248,2	651 526,5	655 767,1	652 813,4	694 154,0	734 002,5	742 378,0	753 077,4	786 346,9	754 440,9	707 381,7	700 265,9
- Mobilisation des créances commerciales	136 064,0	140 069,0	157 753,5	157 141,5	152 480,0	154 717,6	162 918,2	166 376,3	165 717,4	163 734,7	163 179,9	143 274,5	155 285,6
- Crédits à l'exportation	9 003,0	8 104,6	7 114,3	4 740,2	4 710,3	9 256,8	19 772,0	20 072,8	18 713,7	25 279,1	13 389,2	21 128,0	13 440,3
- Crédits à l'importation après expédition	2 551,6	3 459,0	4 490,6	4 242,6	4 176,6	4 053,8	3 737,4	3 927,6	3 548,3	3 292,1	4 565,8	5 697,8	3 978,6
- Crédits de trésorerie	482 435,2	489 615,6	482 168,1	489 642,8	491 446,5	526 125,8	547 574,9	552 001,3	565 098,0	594 041,0	573 306,0	537 281,4	527 561,4
II. CREDITS A MOYEN TERME	200 318,9	207 487,7	193 889,9	198 583,2	194 889,2	207 831,7	201 463,7	214 631,5	214 070,1	214 908,5	249 341,3	252 708,1	212 510,3
- Habitat	24 672,2	25 642,7	28 196,6	27 553,9	26 955,8	27 605,1	27 264,1	27 618,2	27 187,7	27 380,0	25 816,1	24 586,2	26 706,6
- Equipement	175 646,7	181 845,0	165 693,3	171 029,3	167 933,4	180 226,6	174 199,6	187 013,3	186 882,4	187 528,5	223 525,2	228 121,9	185 803,8
III. CREDITS A LONG TERME	147 805,3	151 505,1	155 413,3	156 464,8	157 483,9	158 870,3	162 203,4	156 172,2	162 276,8	161 905,9	166 934,6	176 828,7	159 488,7
- Habitat	81 758,7	83 930,7	84 253,3	89 160,9	89 563,7	91 292,4	93 233,3	95 603,4	100 835,6	104 041,4	105 677,6	112 629,1	94 331,7
- Equipement	66 046,6	67 574,4	71 160,0	67 303,9	67 920,2	67 577,9	68 970,1	60 568,8	61 441,2	57 864,5	61 257,0	64 199,6	65 157,0
TOTAL	978 178,0	1 000 241,0	1 000 829,7	1 010 815,1	1 005 186,5	1 060 856,0	1 097 669,6	1 113 181,7	1 129 424,3	1 163 161,3	1 170 716,8	1 136 918,5	1 072 264,9
2019													
I. CREDITS A COURT TERME	695 073,8	701 189,7	709 056,2	701 665,1	723 527,4	746 264,1	781 864,4	783 895,6	801 785,8	820 659,6	845 081,5	824 112,9	761 181,3
- Mobilisation des créances commerciales	134 489,5	131 967,7	127 790,0	121 114,7	131 001,2	128 837,3	133 338,5	131 102,8	125 161,5	122 551,7	137 576,1	115 234,3	128 347,1
- Crédits à l'exportation	17 415,4	15 134,4	14 064,4	11 062,9	7 536,1	6 687,9	6 125,3	8 616,4	10 534,6	10 329,0	9 572,9	8 652,4	10 477,6
- Crédits à l'importation après expédition	5 900,0	5 576,9	6 195,9	6 156,9	5 934,0	5 715,4	5 537,5	5 860,9	4 647,0	4 059,8	6 205,8	5 439,7	5 602,5
- Crédits de trésorerie	537 268,9	548 510,7	561 005,9	563 330,6	579 056,1	605 023,5	636 863,1	638 315,5	661 442,7	683 719,1	691 726,7	694 786,5	616 754,1
II. CREDITS A MOYEN TERME	254 063,9	256 379,2	267 703,7	273 227,8									

ANNEXE 8: TAUX D'INTERET MOYENS DEBITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES (en % par an)

	2015	2016	2017	2018	2019
COURT TERME	17,63	17,44	16,40	15,75	15,84
- Exportations	18,78	15,50	0,00	7,68	7,00
- Importations	20,21	15,20	16,84	14,77	15,81
- Trésorerie	17,09	16,82	15,98	15,84	17,16
- Autres	17,80	17,71	16,54	16,06	15,26
MOYEN TERME	15,57	15,83	16,03	14,98	15,23
- Habitat	16,83	16,95	17,05	18,33	17,92
- Equipement et divers	15,52	15,79	16,00	14,93	15,20
LONG TERME	14,79	14,78	14,83	15,36	14,24
- Habitat	13,60	15,59	15,70	18,29	16,56
- Equipement et divers	14,83	14,77	14,82	15,32	14,21
MOYENNE GENERALE	16,85	16,77	16,16	15,47	15,49

Source : BRB

ANNEXE 9: TAUX D'INTERET MOYENS CREDITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES (en % par an)

	2015	2016	2017	2018	2019
DEPOTS A VUE (1)	5,28	4,55	3,18	2,70	1,92
COMPTES SUR LIVRETS	7,75	6,84	5,48	4,54	4,56
DEPOTS A TERME	9,03	7,60	6,94	6,72	6,23
1 mois au plus	8,06	7,47	6,53	6,19	5,02
1 an au plus	9,39	7,21	6,86	6,89	6,78
2 ans au plus	10,90	10,69	10,34	7,58	9,72
plus de 2 ans	10,68	9,58	8,81	7,71	8,11
DEPOTS A PREAVIS	-	-	-	-	-
1 mois au plus	-	-	-	-	-
1 an au plus	-	-	-	-	-
2 ans au plus	-	-	-	-	-
plus de 2 ans	-	-	-	-	-
BONS DE CAISSE	8,57	8,03	4,34	-	-
1 mois au plus	-	-	-	-	-
1 an au plus	8,57	8,03	4,34	-	-
2 ans au plus	-	-	-	-	-
EPARGNE A LA SOURCE	-	-	-	-	-
BONS D'EPARGNE	-	-	-	-	-
MOYENNE GENERALE	8,70	7,21	5,96	5,43	5,28

(1): Tous les dépôts à vue n'étant pas rémunérés, le taux moyen est calculé sur la base des seuls dépôts rémunérés

Source : BRB

ANNEXE 10 : IMPORTATIONS PAR PRINCIPALES RUBRIQUES (en T et en MBIF)

Rubriques douanières	Dénomination des marchandises	2015		2016		2017		2018		2019	
		V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
01	Animaux vivants	1 360,8	743	2 421,6	997	3 504,5	1 177	2 191,9	688	419,4	49
02	Viandes	5 153,0	443	14 558,9	1 242	8 669,2	794	5 279,1	315	15,8	7
03	Poissons	3 110,4	2 965	3 022,5	2 911	2 974,4	2 967	2 906,7	5 369	5 609,8	3 883
04	Produits laitiers	2 393,3	951	2 203,2	599	2 002,2	553	1 074,7	459	2 154,9	614
07	Légumes	3 410,4	11 541	3 871,2	10 808	4 498,0	10 285	7 459,9	12 584	5 249,5	9 693
08	Fruits	145,1	205	193,0	197	150,1	89	241,5	199	298,8	413
1001	Froment et méteil	16 199,0	31 580	26 927,7	66 281	35 809,8	82 594	36 562,2	81 140	57 130,0	118 514
1005	Mais autre que de semence	0,0	0	0,0	0	0,0	0	15 607,5	33 612	11 484,4	23 693
1006	Riz	9 375,3	13 080	9 729,4	12 009	44 197,9	27 914	16 926,3	15 627	27 118,9	16 961
1101	Farine de froment	6,1	8	77,3	95	4 653,1	6 004	3 965,8	4 919	207,2	261
1107	Malt	16 172,7	16 261	13 292,9	14 089	15 330,6	17 175	18 041,5	19 492	13 490,7	13 815
1209	Graines	299,1	77	331,2	28	220,6	15	421,3	21	852,3	23
1302	Sucs et extraits végétaux	2 305,1	56	1 704,1	45	1 905,6	43	2 295,3	31	770,6	11
1507-1515	Huiles végétales	7 998,8	5 378	12 433,9	8 994	14 233,9	7 929	20 700,4	14 810	16 928,3	12 400
1517	Margarine	587,6	156	458,5	129	601,1	161	512,2	145	712,1	198
16	Préparations viandes et poissons	180,8	100	264,5	148	330,2	186	3 045,3	297	8 888,1	673
17019110-9910	Sucre cristallisé	13 976,0	10 513	16 841,7	12 758	41 125,9	26 267	31 826,6	22 985	25 055,1	16 649
1704	Sucreries sans cacao	2 307,2	1 374	2 166,6	1 436	3 723,0	1 758	4 000,8	2 078	6 997,6	3 266
190110	Préparations pour l'alimentation des enfants	664,0	282	876,1	114	4 588,5	752	1 476,8	216	5 758,4	2 556
1902	Pâtes alimentaires	816,3	894	830,8	947	836,2	1 009	1 093,5	1 349	1 106,3	1 247
190531	Biscuits	1 696,9	1 228	1 722,5	1 238	2 158,8	1 783	2 741,9	2 050	2 710,9	1 904
20	Préparations légumes et fruits	2 619,4	1 710	2 162,0	1 464	2 409,9	1 657	3 151,3	2 040	3 432,8	1 735
21	Préparations alimentaires diverses	14 716,3	3 814	15 520,5	3 837	13 551,4	3 842	9 599,9	3 091	18 890,9	4 682
2203	Bières	5 751,2	8 308	2 875,8	2 500	3 698,0	2 501	5 100,0	3 192	5 555,5	3 680
2204	Vins	1 092,2	315	783,0	227	967,7	217	1 784,5	368	1 877,2	405
2205	Vermouths	4,7	2	11,8	5	17,6	3	15,1	2	58,5	16
2207-08	Liqueurs et autres boissons spiritueuses	1 076,5	361	1 208,5	503	2 148,7	716	3 214,0	1 188	4 197,5	1 946
2401	Tabac	6 589,8	865	6 433,4	802	7 039,4	826	5 968,7	667	4 024,4	433
240220	Cigarettes	29,8	1	186,1	17	73,4	1	144,2	3	164,7	4
2501	Sel	5 162,5	31 577	5 844,2	30 570	5 808,1	31 866	7 000,3	31 969	7 542,8	33 019
252310	Ciments non pulvérisés dits clinkers	4 978,0	55 265	5 341,5	51 318	3 429,4	15 418	18 690,5	88 911	64 227,4	198 794
252329	Ciment portland	14 761,1	67 114	17 057,3	71 950	17 524,2	82 610	16 028,9	76 705	16 735,7	72 070
2710113-14-1911	Essence d'avion et Kérozène	3 718,3	2 593	1 817,2	1 510	5 460,5	4 281	6 109,0	4 900	6 866,0	5 178
27101111-15	Essence autres	83 305,8	53 042	84 544,6	61 748	93 537,5	70 306	119 777,5	96 031	120 822,2	96 201
27101921-23-31-39	Gas oil et fuel oil	78 827,4	59 406	73 754,6	64 695	106 256,0	89 672	135 388,4	108 935	146 759,5	112 909
27101912-14	Pétrole	696,4	530	546,4	454	353,1	251	51,7	27	10,9	3
2710119-1910-19-2	Huiles et graisses	5 464,2	2 502	5 788,6	2 729	7 352,3	3 401	5 334,1	2 622	3 892,2	1 714
271091-99-1941-42	Déchets d'huile	7 046,9	8 085	5 881,2	8 226	5 114,7	7 080	3 295,8	4 562	4 445,1	4 421
2711-2715	Asphaltes, bitumes	8 289,3	4 926	6 701,0	5 687	5 112,6	2 758	3 923,3	3 346	2 935,5	2 621
28	Produits chimiques inorganiques	6 436,5	7 188	6 513,5	6 694	7 284,1	6 074	9 815,8	7 568	10 796,2	9 183
29	Produits chimiques organiques	2 561,5	710	2 215,7	671	3 324,1	671	3 781,1	941	6 228,3	1 352
30	Produits pharmaceutiques	102 432,6	4 631	89 983,5	4 340	106 480,6	4 346	107 819,1	4 628	115 646,2	6 041
31	Engrais	27 301,3	27 303	35 922,0	39 793	50 879,5	49 219	64 536,5	62 849	50 746,7	56 292
32	Matières colorantes	7 406,7	2 523	7 074,7	3 248	8 663,1	3 550	9 858,1	3 839	9 789,5	3 929
33	Produits de parfumerie	6 897,4	2 326	15 378,0	2 682	15 153,7	3 165	16 388,2	4 099	18 925,8	3 809
3401-05	Savons et produits d'entretien	4 348,8	2 349	3 583,2	1 927	3 811,7	2 122	4 150,5	2 473	5 089,2	2 988
3605	Allumettes	70,1	35	175,0	91	156,7	86	244,7	89	168,3	50
37	Produits photographiques et cinématographiques	100,8	20	105,4	20	156,9	17	180,4	23	122,0	12
380810	Insecticides			0,0	0	0,0	0	0,0	0	332,6	28
380840	Désinfectants			0,0	0	0,0	0	0,0	0	123,3	12
39	Matières plastiques	23 261,8	8 921	28 018,4	10 323	29 283,8	10 771	38 841,6	13 337	35 886,8	13 918
4011-12	Pneumatiques	11 635,4	2 134	10 690,2	3 012	26 015,5	2 498	14 787,0	2 654	14 026,3	3 217
4013	Chambres à air	685,3	197	846,8	216	1 032,7	235	899,3	270	926,8	328
42	Ouvrages en cuir	8 970,7	292	5 968,1	386	6 667,7	438	6 066,5	521	2 400,8	965
44	Bois et ouvrages en bois	3 485,1	2 951	2 645,3	2 245	2 754,4	1 921	2 226,6	2 843	2 732,2	2 370

ANNEXE 10 : IMPORTATIONS PAR PRINCIPALES RUBRIQUES (en T et en MBIF) –suite-

Rubriques douanières	Dénomination des marchandises	2015		2016		2017		2018		2019	
		V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
48	Papiers, cartons et ouvrages en carton	24 584,0	7 983	18 971,7	8 477	18 452,7	7 906	17 136,2	6 695	27 527,2	10 930
49	Articles de librairie	10 870,3	705	11 137,2	1 828	13 046,1	1 672	5 960,0	562	21 695,5	1 143
5206-12	Tissus de coton	1 150,8	193	1 052,9	269	5 365,8	929	8 836,7	1 340	7 798,2	1 596
5407-08	Tissus synthétiques et artificiels continus	139,3	31	737,4	113	4 384,4	606	957,0	154	268,4	39
5512-16	Tissus de fibres textiles synthétiques discontinus	1 326,1	277	1 165,6	328	645,6	235	618,3	372	1 897,8	636
5607	Ficelles et cordes	24,3	16	34,6	10	26,9	12	101,7	67	151,4	81
5903	Tissus imprégnés d'autres matières plastiques	4,1	3	5,4	0	12,3	1	18,7	2	11,6	1
61	Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	6 721,1	567	3 659,4	778	5 050,7	1 091	5 763,1	1 405	6 631,1	1 394
62	Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	14 006,5	825	9 807,2	717	11 563,9	700	11 001,3	698	13 053,7	1 126
6308-10	Fripierie	13 166,0	11 597	14 766,5	11 374	20 060,9	14 465	20 782,0	14 760	20 109,4	13 582
64	Chaussures	5 513,2	2 356	10 808,8	2 575	12 698,2	3 435	9 081,2	1 871	10 092,9	2 336
68	Ouvrages en pierres, plâtre et ciment	484,5	475	346,9	420	2 943,1	2 303	1 141,6	966	1 697,9	2 778
69	Produits céramiques	7 053,0	10 599	7 539,2	13 207	9 914,0	17 683	7 589,3	15 865	10 006,7	20 758
701090	Bouteilles	7 758,2	7 529	7 889,2	7 401	3 957,4	4 099	4 952,3	4 643	3 158,7	1 696
72	Fonte, fer et acier	42 438,4	31 725	42 306,7	33 285	63 985,6	42 716	95 172,2	48 583	102 747,5	48 676
73	Ouvrages en fonte, fer et acier	21 880,1	10 586	20 306,6	12 951	17 345,1	10 014	17 979,5	10 109	29 607,5	12 788
76	Ouvrages en aluminium	2 999,1	764	2 147,3	631	3 075,2	642	2 997,4	770	5 273,6	1 155
8201-07	Ouvrages divers	1 618,3	418	1 652,5	412	1 874,1	484	2 587,4	1 187	3 561,4	1 943
82013010	Houes	1 178,3	596	1 639,3	911	1 856,7	1 135	1 427,3	963	1 581,9	1 284
8212	Rasoirs et leurs lames	123,9	57	104,1	72	185,4	91	124,6	68	263,2	79
83	Ouvrages en métaux	6 025,6	1 883	5 950,7	1 984	7 538,7	2 614	5 560,9	2 324	7 658,9	2 644
84	Engins mécaniques et pièces de rechange	112 627,3	5 286	52 968,0	3 685	48 320,4	4 521	83 446,1	7 368	76 091,9	7 332
8501	Machines génératrices	4 292,4	335	255,2	14	891,1	55	303,3	33	3 000,9	191
8504	Transformateurs électriques	4 293,1	361	2 784,0	192	3 234,8	368	2 101,7	208	2 982,9	292
8506-07	Piles et accumulateurs électriques	5 308,1	1 985	8 120,3	2 276	9 150,9	2 377	8 535,3	2 790	11 812,2	2 765
8525-29	Appareils de radio	3 949,4	455	14 831,6	376	4 175,9	436	5 737,7	555	4 691,6	522
8701	Tracteurs	976,0	64	987,3	154	533,8	71	395,2	41	1 099,6	102
8702-03	Voitures automobiles	35 414,7	4 635	33 138,2	4 471	48 765,5	5 000	52 789,8	7 141	75 599,5	14 570
8704	Camions	20 918,1	2 317	13 307,2	2 341	23 000,0	3 237	22 872,1	5 148	36 056,2	6 973
8708	Pièces de rechange pour véhicules	7 571,0	699	10 053,3	665	6 770,6	784	6 891,3	1 136	11 239,7	4 037
8711-14	Vélos, motos et leurs pièces	13 428,0	2 759	10 070,3	2 335	9 644,2	2 153	9 929,9	2 568	17 517,4	3 620
90	Appareils d'optique, photo et cinéma	23 640,3	1 098	15 251,1	757	20 616,5	672	23 896,8	850	25 701,8	789
92	Instruments de musique d'enregistrement	279,5	53	317,4	45	332,9	68	1 040,8	78	1 591,0	125
9401-04	Mobilier et articles de literie	5 831,7	1 589	4 476,4	1 043	7 687,7	1 554	6 224,5	1 651	6 560,0	1 978
95	Jouets et articles de sport	987,4	369	4 407,1	699	749,8	236	4 219,8	707	1 547,4	507
9603	Balais et brosses	601,7	191	287,3	201	265,3	206	288,5	232	274,7	282
9608	Stylos et crayons à bille	2 417,9	150	772,4	166	1 473,3	159	1 116,2	159	1 587,7	241
9610	Ardoises et tableaux pour l'écriture	48,7	30	12,8	6	7,3	5	13,1	4	6,1	3
	Tous autres articles (1)	184 361,9	62 963	126 021,4	72 081	184 552,0	95 805	162 527,5	79 542	206 934,1	101 722
	TOTAL	1 135 908,7	634 352	1 021 611,7	708 203	1 309 204,9	822 514	1 416 680,1	976 694	1 640 446,4	1 143 866

(1) : Exclus les objets personnels

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR et ISTEUBU)

ANNEXE 11: STRUCTURE DES IMPORTATIONS (en MBIF et en T)

Période	2015		2016		2017		2018		2019	
Structure	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
I. BIENS DE PRODUCTION:	393 350,3	434 471	404 539,3	500 024	537 693,6	552 643	629 446,0	686 636	739 588,9	854 148
10. Métallurgie	37 408,4	26 325	29 596,3	25 262	48 625,9	33 776	82 689,4	42 222	91 848,7	43 466
11. Agriculture et élevage	34 520,3	35 836	41 575,1	45 368	57 722,8	54 632	71 873,1	67 638	62 155,7	61 704
12. Alimentation	53 949,7	72 856	63 434,3	103 775	110 533,2	140 548	85 689,9	128 071	109 486,9	156 605
13. Textile	1 954,3	314	1 075,2	188	1 132,8	205	690,3	265	916,8	279
14. Construction	34 169,4	147 230	36 048,7	149 118	41 142,8	126 018	49 998,7	198 450	100 828,4	314 995
15. Bois	2 296,4	1 916	1 650,2	1 260	1 113,8	857	1 211,9	1 236	1 902,7	1 568
16. Papier	4 794,2	1 602	2 862,3	1 781	1 644,4	918	2 505,7	1 525	6 060,9	3 653
17. Cuir	374,9	297	51,8	17	189,9	130	256,9	185	178,3	75
18. Autres biens de production:	223 882,8	148 096	228 245,5	173 252	275 588,1	195 560,4	334 530,0	247 043,3	366 210,5	271 804,4
180. Chimiques	14 619,3	8 418	14 882,4	7 763	23 801,9	7 455	23 403,8	8 708	26 074,9	11 467
181. Combustibles solides	0,6	3	1 718,4	10 446	357,7	1 476	204,3	227	2 607,1	10 316
182. Huiles minérales	179 098,5	126 182	173 055,0	140 013	218 454,6	175 499	274 147,6	221 211	296 812,2	232 319
183. Autres	30 164,3	13 493	38 589,7	15 031	32 973,9	11 131	36 774,3	16 898	40 716,3	17 703
II. BIENS D'EQUIPEMENT:	328 407,7	31 121	191 162,5	30 081	229 884,5	30 408	275 997	40 096	278 900	50 071
20. Chaudières, engins mécaniques	112 627,3	5 763	52 968,0	3 685,0	48 331,6	4 521	83 276,2	7 101	76 091,9	7 332
21. Pièces et outillages	20 872,0	10 443	20 185,4	12 761,3	16 953,3	10 161	17 571,0	10 235	17 917,2	9 839
22. Matériel électrique	121 079,7	6 822	59 401,4	5 229,0	51 931,7	5 881	75 603,9	6 957	63 272,4	7 332
23. Tracteurs, véhicules et engins/transport	49 048,4	6 477	43 393,4	7 387,6	90 716,9	8 793	68 878,9	12 228	94 714,3	24 358
24. Autres biens d'équipement	24 780,3	1 617	15 214,4	1 017,7	21 951,1	1 053	30 667,1	3 575	26 903,8	1 210
III. BIENS DE CONSOMMATION:	412 135,2	166 745	423 893,8	178099,18	539 609,5	239 462,7	509 218,9	249 962,2	619 938,9	239 647,4
30. Durables:	188 908,3	48 162	192 305,6	53 189,4	245 697,2	65 257	211 516,4	65 336	304 369,3	78 546
300. Textiles	47 115,2	15 695	41 272,5	15 989,7	78 759,1	24 738	55 789,0	18 398	87 898,2	18 273
301. Véhicules	37 338,9	5 703	32 964,1	5 151,2	39 958,0	5 361	42 344,3	7 275	66 287,0	9 760
302. Autres	104 454,2	26 764	118 069,0	32 048,5	126 980,1	35 158	113 383,2	39 663	150 184,1	50 513
31. Non durables:	223 226,9	118 583	231 588,2	124 909,8	293 912,3	174 206	297 702,4	184 626	315 569,6	161 101
310. Alimentaires	89 014,7	102 665	113 954,8	108 935,2	158 084,4	157 320	159 271,9	165 638	159 449,9	140 639
311. Pharmaceutiques	102 594,9	4 636	90 121,9	4 346,7	106 809,7	4 358	107 981,7	4 638	117 435,0	6 107
312. Autres	31 617,3	11 281	27 511,5	11 627,9	29 018,2	12 527	30 448,8	14 349,7	38 684,7	14 354,8
TOTAL	1 133 893,1	632 337	1 019 595,6	708 203	1 307 187,7	822 514	1 414 662,1	976 694	1 638 427,5	1 143 866

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR et ISTEUBU)

ANNEXE 12 : IMPORTATIONS PAR PAYS DE PROVENANCE (en T et en MBIF)

Période	2015		2016		2017		2018		2019	
Pays	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
I. EUROPE	70 200,9	286 325,9	107 263,3	207 412,1	109 323,5	241 807,0	134 943,4	260 568,6	157 247,7	282 983,7
1. Union Européenne	38 077,6	254 583,2	46 016,7	162 499,3	43 590,9	192 462,9	44 381,9	192 957,6	78 896,4	207 411,9
Allemagne	2 927,4	35 314,9	10 312,0	20 567,7	11 388,3	24 956,0	5 359,2	22 362,5	41 097,7	41 468,4
Belgique	13 940,4	79 523,1	12 060,2	46 595,0	12 056,6	51 595,6	14 338,2	47 858,9	16 274,4	68 331,5
Danemark	548,2	23 610,0	995,1	22 238,4	939,8	22 015,7	1 296,9	28 195,9	678,6	33 761,2
Espagne	263,8	1 334,6	97,6	998,7	123,8	466,4	222,0	2 502,6	226,6	3 060,1
France	9 440,7	38 496,6	7 651,1	45 122,8	7 852,7	48 885,1	7 223,5	47 454,5	5 144,3	24 182,4
Grèce	57,8	243,2	60,3	467,5	105,2	578,8	56,7	560,7	50,0	364,1
Irlande	56,9	171,9	1,0	87,5	19,6	102,2	3 062,9	4 100,4	17,5	29,6
Italie	4 714,0	7 995,5	5 548,7	9 901,4	5 270,7	9 853,5	5 390,1	12 741,9	3 024,7	11 318,9
Pays-Bas	5 688,0	64 843,8	1 605,1	11 644,5	2 335,2	20 213,6	2 912,7	20 187,9	2 099,7	12 757,4
Portugal	6,6	119,2	30,3	46,4	2 357,8	2 364,6	2 571,5	2 589,6	832,1	819,4
Roumanie	14,0	253,6	2,2	217,4	0,2	28,4	0,0	2,0	11,6	320,1
Autres pays de l'U.E.	419,8	2 677,1	7 653,1	4 612,1	1 140,9	11 402,8	1 948,2	4 400,7	9 439,2	10 998,9
2. AUTRES	32 123,3	31 742,7	61 246,7	44 912,8	65 732,6	49 344,2	90 561,5	67 611,0	78 351,3	75 571,8
Suisse	455,5	2 099,7	1 475,5	4 537,5	1 568,8	3 044,6	58,3	2 344,8	97,7	2 559,2
Turquie	6 080,9	7 984,4	5 044,0	6 004,8	11 301,9	13 241,5	8 346,8	11 289,0	10 060,2	13 301,1
Russie	15 600,3	8 745,4	17 037,9	8 941,6	48 517,1	22 972,7	77 933,2	37 830,3	50 085,9	26 107,5
Royaume-Uni	3 805,9	9 484,5	37 059,8	24 205,7	4 242,9	9 872,7	2 892,4	14 256,8	17 753,6	30 226,9
Autres pays d'Europe	6 180,7	3 428,7	629,6	1 223,1	101,9	212,7	1 330,7	1 890,2	353,9	3 377,0
II. ASIE	231 054,7	510 261,4	250 149,8	473 921,6	320 416,4	647 243,9	417 494,8	780 541,9	411 464,4	862 569,9
Arabie Saoudite	42 395,7	60 530,1	26 205,4	30 246,6	94 356,3	112 073,2	201 137,3	242 634,2	196 687,6	247 251,4
Bangladesh	66,2	295,1	74,8	431,0	218,7	876,4	260,1	916,2	294,1	1 430,6
Corée du Nord	4,5	82,7	40,6	71,1	87,7	2 337,8	45,5	118,6	250,0	1 107,3
Corée du Sud	493,7	3 782,7	434,8	3 192,4	406,2	5 873,7	592,3	4 845,6	397,9	2 765,5
Emirats Arabes Unis	63 643,5	62 003,0	53 020,2	69 238,0	48 475,7	87 849,7	81 122,8	124 525,7	66 644,8	115 439,6
Hong-Kong	169,8	12 545,5	273,2	1 845,2	2 777,8	5 892,6	103,5	27 088,0	234,4	3 984,3
Iran			0,1	0,1	225,1	423,4	551,5	397,7	31,8	39,4
Japon	4 822,6	31 377,0	4 626,1	31 972,5	5 891,4	47 490,0	13 825,6	54 612,4	13 769,2	58 436,5
Pakistan	928,3	3 713,2	1 314,4	3 197,8	7 598,2	7 513,2	5 455,9	9 755,7	4 497,0	7 719,4
Rép. Pop. de Chine	56 709,2	151 757,3	70 211,7	171 009,3	69 335,7	184 059,6	63 772,5	183 503,6	79 224,7	247 222,7
Taiwan	28,2	119,9	19,8	123,8	446,1	646,3	666,8	1 302,6	25,2	157,0
Union Indienne	57 415,1	115 200,1	88 867,9	142 297,9	79 846,6	170 567,6	25 931,3	99 781,1	30 828,3	126 217,6
Autres pays d'Asie	4 377,8	68 854,8	5 060,9	20 296,0	10 751,0	21 640,4	24 029,6	31 060,3	18 579,3	50 798,7
III. AFRIQUE	316 128,9	310 810,9	340 884,6	318 102,5	366 103,7	370 928,3	410 038,2	348 030,1	548 194,7	459 134,2
Afrique du Sud	17 580,5	37 594,2	15 292,8	12 606,7	7 856,0	15 349,0	6 019,0	16 817,5	13 755,1	36 019,4
Djibouti	2,4	20,1	5,8	21,6	12,0	15,0	1,7	4,5	0,1	3,5
Kenya	46 978,5	74 925,5	48 359,9	78 657,8	38 886,7	73 559,2	34 790,7	69 955,9	46 853,8	88 405,1
Ouganda	41 338,2	64 790,5	51 544,4	74 547,8	42 883,3	73 306,2	44 208,0	72 669,7	36 408,3	70 388,4
R.D.C.(1)	8 914,4	5 424,3	5 308,8	6 217,1	921,0	1 640,2	6 108,4	6 989,5	2 396,7	2 942,1
Rwanda	21 999,9	11 577,0	19 130,3	18 636,5	15 553,2	12 656,0	6 695,3	8 101,8	14 339,0	19 338,2
Tanzanie	161 611,8	84 488,9	149 881,2	84 854,5	163 183,2	101 589,8	207 470,4	88 799,9	203 526,0	105 908,3
Zambie	9 860,9	11 319,9	45 974,4	26 650,0	85 411,7	51 889,8	85 916,2	45 203,6	205 471,3	80 807,9
Zimbabwe	306,1	562,0	110,4	271,1	0,1	9,8	36,1	100,2	36,2	104,4
Autres pays d'Afrique	7 536,3	20 108,5	5 276,5	15 639,3	11 396,4	40 913,3	18 792,4	39 387,5	25 408,2	55 216,8
IV. AMERIQUE	12 622,0	24 781,0	9 721,7	19 161,7	26 360,5	46 621,1	13 773,8	24 459,0	26 583,1	32 953,5
Etats-Unis	4 283,3	16 721,1	6 420,4	15 263,1	8 787,5	33 371,7	6 187,8	17 066,4	18 887,3	24 627,4
Canada	7 952,4	6 403,7	2 904,7	2 635,7	5 699,3	4 970,2	4 912,6	4 619,3	7 555,6	7 039,2
Autres pays d'Amérique	386,3	1 656,1	396,6	1 262,9	11 873,7	8 279,2	2 673,4	2 773,3	140,2	1 286,9
V. OCEANIE	2 330,5	1 713,9	183,9	994,0	309,4	587,2	443,4	1 062,4	350,6	746,2
Australie	2 297,0	1 601,9	129,8	863,0	278,6	549,5	360,2	1 038,2	342,1	681,1
Autres	33,5	112,1	54,1	131,0	30,8	37,8	83,2	24,2	8,5	65,1
VI. PAYS NON SPECIFIES	0,0	0,0	0,0	3,8	0,1	0,1	0,0	0,0	26,0	39,9
TOTAL	632 337,1	1 133 893,1	708 203,3	1 019 595,6	822 513,6	1 307 187,7	976 693,6	1 414 662,1	1 143 866,4	1 638 427,4

Source: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR et ISTEEBU)

ANNEXE 13: STRUCTURE DES EXPORTATIONS (*) (en T et en MBIF)

Période	2015		2016		2017		2018		2019	
Structure	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
PRODUITS PRIMAIRES	38 606,1	132 504,3	37 989,9	123 659,2	42 313,1	233 498,0	40 319,8	253 182,4	38 937,0	260 871,2
café marchand	13 657,5	62 685,7	16 645,6	74 825,1	13 327,5	63 433,4	16 898,7	72 827,9	21 684,4	69 796,3
coton	33,0	91,2	20,0	47,2	17,7	4,6	29,0	12,7	0,0	0,0
peaux brutes	3 485,7	7 954,3	970,8	1 773,5	837,8	959,4	1 157,1	2 657,8	803,2	1 854,7
thé	11 145,1	53 630,9	10 872,8	38 250,2	10 421,1	50 068,9	10 525,1	46 407,2	10 080,5	40 663,8
huile de palme brute	12,0	9,1	72,1	192,8	41,9	394,7	101,2	362,7	2,6	8,1
minérai de nobium	148,4	3 968,4	122,9	4 373,0	372,0	11 485,0	592,4	21 913,8	612,5	18 670,9
métaux de terres rares							425,0	1 826,4	75,0	239,4
Or		0,0	0,4	25 265,0	1,6	101 494,2	1,8	100 775,8	1,6	123 428,5
animaux vivants	6,1	8,4	12,9	10,5	0,1	0,1	4,5	16,5	0,0	0,0
poissons vivants	8,4	279,3	5,9	73,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
autres	10 110,0	3 877,1	9 266,6	4 113,6	17 293,5	5 657,7	10 585,1	6 381,6	5 677,3	6 209,5
PRODUITS MANUFACTURE	47 151,4	57 441,3	46 623,6	57 385,1	50 811,9	65 002,0	62 898,0	68 073,0	63 784,3	70 473,1
limonades, eaux gazeuses	61,3	26,1	163,7	168,7	59,3	61,1	450,4	373,6	2,8	4,6
bouteilles en verre foncé	447,4	490,8	391,0	660,0	2 969,5	7 225,3	366,0	735,0	2 753,7	2 127,1
bières	13 431,6	10 269,7	11 671,9	8 921,8	16 825,3	11 664,9	5 495,0	5 809,1	8 068,4	5 735,5
cigarettes	892,0	9 247,7	817,6	8 826,0	1 174,7	11 683,5	489,8	6 445,5	613,0	7 476,8
tissus de coton	0,0	0,0	7,2	34,4	3,2	16,8	56,2	120,9	22,5	63,1
sucres	0,1	0,0	0,0	0,0	4,6	0,1	201,2	300,7	0,1	0,1
farine de blé	8 924,9	10 086,9	9 578,4	9 355,8	15 876,4	14 008,9	16 068,5	16 095,3	19 172,1	19 014,8
farine de maïs	48,8	19,8	33,7	15,7	31,3	23,5	3,1	6,3	0,5	1,1
ciment portland	23,0	14,2	1 560,8	542,8	8,7	4,6	960,8	391,5	228,5	65,3
savons	8 347,3	10 637,4	5 097,5	7 053,9	1 988,3	2 059,9	1 752,1	2 034,9	1 376,2	1 703,9
Kérozène	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 730,4	9 452,2	3 157,6	8 474,9
Gazole							615,9	1 103,5	0,0	0,0
autres (1)	14 975,0	16 648,6	17 301,9	21 805,8	11 870,8	18 253,9	32 708,7	25 204,4	28 388,9	25 806,0
TOTAL	85 757,5	189 945,6	84 613,5	206 309,5	93 125,1	298 500,1	103 217,8	321 255,4	102 721,3	331 344,3

(1) : Non compris les objets personnels.

(*) : FOB Bujumbura

Sources: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR et ISTEUBU)

ANNEXE 14: EXPORTATIONS PAR PAYS DE DESTINATION (en T et en MBIF)

Période	2015		2016		2017		2018		2019	
Pays	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
I. EUROPE	11 962	59 620,1	14 825	71 616,3	10 367	56 664,0	12 798	67 637,7	13 508	54 995,5
1. Union Européenne	2 846	14 825,3	5 423	27 604,7	4 848	31 980,1	7 172	41 609,7	6 681	27 512,2
Allemagne	776	2 395,4	2 331	11 992,6	2 740	15 268,5	3 188	13 480,9	3 091	12 121,4
Belgique	1 489	7 616,4	2 437	12 053,1	1 723	14 002,2	2 856	21 662,8	2 968	11 855,9
Danemark	0,5	8,6	19,2	89,2	0,2	1,0	1,5	7,6	6,7	28,5
Espagne	38	0,0	10	56,8	1	8,9	5	50,1	0	0,0
France	62	1 173,6	275	1 527,9	192	832,6	322	1 599,0	272	1 409,2
Italie	183	2 164,1	200	937,6	99	446,5	303	1 941,5	233	1 666,0
Pays-Bas	46	678,4	113	719,7	34	398,1	428	2 512,4	49	213,7
Portugal	184	0,0					0	0,0	0	0,0
Roumanie	0,0	0,0			0,6	559,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres pays de l'U.E.	49	788,8	38	212,9	58	463,3	68	350,1	61	216,1
2. AUTRES	9 116	44 794,8	9 402	44 011,5	5 518	24 683,9	5 626	26 028,0	6 828	27 483,4
Suisse	7 477	35 825,8	7 466	36 348,5	3 689	15 282,7	3 563	16 884,4	4 873	19 042,6
Russie	0	0,0			58	309,7	212	594,0	1	18,5
Royaume-Uni	1 635,3	8 963,5	1 936,2	7 663,1	1 651,0	8 461,6	1 767,5	8 146,3	1 692,2	7 234,2
Autres pays d'Europe	4	5,5			121	630,0	83	403,3	261	1 188,2
II. ASIE	13 633	49 074,3	11 829	55 928,4	9 935	146 919,9	13 846	161 199,0	17 037	182 670,8
Arabie Saoudite	0	0,0			19	34,2	1	21,3	0	0,0
Bangladesh	0	0,0	90	87,7			1	2,7	0	0,0
Corée du Nord	19,2	154,7	15,6	136,9			0,0	0,0	13,4	78,5
Corée du Sud	9	188,4	5	114,3	1	80,7	27	754,0	3	76,7
Hong-Kong	13	735,2	0	14,4	0	9,4	2	17,9	0	0,0
Emirats Arabes Unis	3 602	1 289,2	3 320	26 550,4	1 062	104 119,4	804	109 306,1	1 210	130 084,9
Iran	0,0	0,0					0,0	0,0	0,0	0,0
Japon	57	675,3	41	204,4	27	318,1	30	295,2	42	473,7
Pakistan	5 572	26 815,5	5 437	19 125,2	5 061	24 347,8	5 306	23 440,7	5 276	20 492,0
Rép. Pop. de Chine	1 022	3 202,5	509	1 844,1	687	3 859,4	2 199	9 935,1	1 096	10 246,9
Taiwan	19,0	135,9	7,8	44,8			15,2	166,7	49,7	225,9
Union Indienne	313	249,7	26	131,9	383	505,8	861	866,9	899	616,1
Autres pays d'Asie	3 006	15 627,8	2 377	7 674,3	2 694	13 645,1	4 601	16 392,3	8 447	20 376,1
III. AFRIQUE	59 759	78 464,3	57 499	73 902,6	72 364	90 472,1	75 820	87 828,9	71 886	89 005,6
Afrique du Sud	5	46,6	64	267,4	25	124,0	103	291,3	235	707,2
Djibouti	0	0,0					0	0,0	4	10,1
Egypte	2 786,2	13 407,7	2 718,2	9 562,6	2 536,2	12 286,4	2 583,1	11 543,7	2 626,3	10 267,2
Kenya	1 802	3 732,1	2 141	4 144,3	7 732	6 298,6	8 949	7 486,3	8 537	4 794,7
Ouganda	6 990	6 519,5	6 614	6 364,9	9 119	7 225,4	13 532	7 906,9	10 239	11 583,7
République D.Congo	29 150	36 665,3	30 974	34 624,8	40 179	46 792,1	33 790	33 711,0	34 411	34 858,2
Rwanda	9 459,7	8 965,1	6 775,2	8 253,3	3 654,7	4 714,2	3 602,3	9 693,6	2 513,8	4 680,6
Tanzanie	8 885	3 211,5	7 385	2 058,1	7 889	2 242,5	11 090	4 492,1	11 133	5 304,2
Zambie	46	456,2	124	1 317,4	181	2 029,5	183	2 017,1	166	2 004,4
Zimbabwe	4	0,4			0	0,0	5	495,6	0	2,5
Autres pays d'Afrique	630,9	5 459,9	701,3	7 309,8	1 047,4	8 759,4	1 983,8	10 191,3	2 020,4	14 792,6
IV. AMERIQUE	371	2 561,3	397	4 345,4	458	4 270,3	702	4 305,7	543	4 399,0
Etats-Unis	294	2 162,1	322	3 945,9	389	3 698,1	565	3 636,4	402	3 657,6
Canada	77	396,6	68	367,3	66	566,6	116	587,2	140	735,8
Autres pays d'Amérique	0,5	2,6	6,6	32,3	2,9	5,6	21,0	82,1	0,7	5,7
V. OCEANIE	32	225,7	63	516,9	1	173,9	52	284,1	56	273,3
Australie	32	225,7	28	263,3	1	173,9	38	219,0	0	0,0
Autres pays de l'Océanie	0	0,0	35	253,6	0	0,0	14	65,1	56	273,3
VI. AUTRES PAYS NON SPECIFIES	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,1	0	0,0
TOTAL	85 758	189 945,7	84 614	206 309,6	93 125	298 500,1	103 218	321 255,4	103 030	331 344,3

Sources: Base de données, Comité Tripartite des statistiques du commerce extérieur (BRB, OBR et ISTEEMU), OTB et Interpetrol Energy SA

ANNEXE 15 : POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU BURUNDI (en MBIF)

	2015	2016	2017	2018	2019
Position extérieure nette	-1 844 579,3	-2 299 887,7	-2 872 155,3	-3 312 485,7	-3 779 001,0
Avoirs	1 218 944,8	1 178 891,8	1 446 973,3	1 516 230,1	1 679 412,2
Investissements directs à l'étranger	4 216,2	4 251,7	4 268,9	4 268,9	5 649,5
Investissements de portefeuille	421 210,1	421 210,1	499 553,6	499 553,6	499 553,6
Produits financiers dérivés	-	-	-	-	-
Autres investissements	572 988,4	592 712,3	762 839,6	884 102,6	959 384,6
crédits commerciaux	357 842,5	455 517,2	598 577,3	718 968,8	788 554,9
Monnaie fiduciaire et dépôts	206 487,6	129 081,0	154 987,5	161 079,6	161 478,4
Autres avoirs	8 658,3	8 114,1	9 274,8	4 054,2	9 351,4
Avoirs de réserve	220 530,1	160 717,8	180 311,2	128 305,1	214 824,5
Engagements	3 063 524,0	3 478 779,5	4 319 128,5	4 828 715,8	5 458 413,2
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	597 587,5	706 683,0	972 210,2	972 210,2	974 138,8
Investissements de portefeuille	17 781,1	21 646,1	24 368,0	24 368,6	24 368,6
Produits financiers dérivés	-	-	-	-	-
Autres investissements	2 448 155,5	2 750 450,4	3 322 550,3	3 832 137,0	4 459 905,7
Crédits commerciaux	1 240 278,4	1 563 843,1	2 054 575,3	2 525 220,9	2 922 208,3
Prêts	880 544,0	885 750,2	925 421,6	930 742,1	1 112 158,8
Autorités monétaires	186 603,0	159 229,9	146 139,6	115 083,0	163 729,4
Administrations publiques	691 234,5	724 630,8	778 292,4	815 659,1	948 429,4
Banques	2 706,5	1 889,5	989,6		
Autres secteurs					
Monnaie fiduciaire et dépôts	148 910,4	139 756,9	161 920,4	192 172,0	228 790,5
Autres engagements	178 422,7	161 100,2	180 633,0	184 002,0	196 748,1

Source: BRB

